

TABLE DES MATIERES	N° de page
EXPOSE GENERAL DES MOTIFS	
EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE	I-XII
Liste des articles	2
PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER	3
<i>Dispositions relatives aux ressources</i>	4
<i>Dispositions relatives aux charges</i>	5
<i>Dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges</i>	5-7
DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS DIVERSES	8
A- BUDGET GENERAL	9
A-1 Dépenses ordinaires	9
<i>Dépenses ordinaires : services votés</i>	9-10
<i>Dépenses ordinaires : mesures nouvelles</i>	10
A-2 Dépenses d'investissement	11
<i>Dépenses en capital sur ressources internes</i>	11-16
<i>Dépenses en capital sur ressources extérieures</i>	17
B : COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	18-23
C- : DISPOSITIONS DIVERSES	23-28
TABLEAUX RECAPITULATIFS (Annexés à l'exposé des motifs par article)	29
I. Budget Général	30
1 – Recettes 2012 et situation d'exécution recettes 2010	31-34
2 – Dépenses	35
• Comparaison par titre et par pouvoir public ou ministère des crédits ouverts par la loi de finances 2011 et ceux prévus dans la loi de finances 2012.	36-53
• Situation d'exécution gestion 2010 et gestion 2011.	54-78
• Comparaison par secteur et par source de financement des autorisations de programme et des crédits de paiements des financements acquis et des prévisions de tirage de 2004 à 2012	79-81
IV – Observations générales sur l'évolution des dépenses	82-83
V – Comptes spéciaux du Trésor	84-85
VI – Déficit budgétaire global	86-87
A- PROJET DE LOI	88-96
Annexes législatives	
• Annexe 1 : Budget général – recettes	97-98
• Annexe 2 : Comptes spéciaux du Trésor	99
• Annexe 3 : Réévaluation des services votés	100-112
• Annexe 4 : Répartition des mesures nouvelles	113
• Annexes 5 et 5 bis : Dépenses d'Investissement Répartition des (AP et CP) et (FA et PT) mesures nouvelles	114-118
• Annexe 6 : Taxes parafiscales	119
• Annexe 7 : Tableau des dépenses auxquelles s'appliquent des crédits évaluatifs	120
• Annexes 8 et 8 bis : Encours et Service de la dette – Etat détaillé des encours et des échéances	121-122
• Annexe 9 et 9 bis: liste détaillée des dépenses PPTTE - IADM	123-125
• Annexe 10 et 10 bis : Crédits de fonctionnement et d'investissement transférés aux Agences	126-127
• Annexe 11 : Opérations budgétaires des agences bénéficiant d'une subvention de plus de cinq (5) milliards	128-129
• Annexe 12 : Risques budgétaires	130

A – EXPOSE GENERAL DES MOTIFS

Exposé général des motifs

Le projet de loi de finances pour l'année 2012 s'inscrit dans la perspective de poursuivre l'œuvre de construction d'une économie émergente c'est-à-dire véritablement prospère. Les préalables pour un développement harmonieux du pays doivent être mis en œuvre conformément aux orientations du Document de Politique Economique et Sociale (DPES).

Dans cette vision, et en dépit de nombreuses contraintes externes et internes, le projet de budget 2012 se veut être réaliste. Il est ainsi marqué par la poursuite des efforts importants consentis par le Gouvernement en vue de satisfaire la demande sociale, de résoudre les difficultés dans le secteur de l'électricité et de moderniser les infrastructures dans un contexte où les perspectives macroéconomiques tablent sur un taux de croissance du PIB réel de 4,4% contre 4% en 2011.

Ce taux devrait être tiré par le dynamisme des secteurs primaire, secondaire et tertiaire, grâce à l'amélioration de la fourniture d'électricité à la faveur du « Plan TAKKAL » mis en œuvre depuis le deuxième trimestre de 2011 et du Programme « GOANA ».

En outre, un regain d'activité devra résulter de la mise en œuvre du Document de Politique Economique et Sociale (DPES) d'une part et d'autre part de la réalisation d'investissements structurants dont, la poursuite des travaux de l'autoroute à péage, de l'Aéroport International Blaise Diagne ainsi que de l'exécution des projets retenus dans le Millenium Challenge Account (MCA).

Le Sénégal va également bénéficier des effets des réformes fiscales, grâce, notamment aux mesures prises pour la rationalisation des dépenses fiscales, la réforme foncière, ainsi que la modernisation des procédures fiscales et une plus grande maîtrise de l'assiette.

Notre pays pourrait, par ailleurs, profiter du redressement de l'activité économique mondiale pour laquelle un regain de croissance est attendu en 2012 (+4,3% contre 4,2% en 2011).

Toutefois, des risques persistent à travers les problèmes des dettes publiques en Europe et aux Etats-Unis ainsi que les tensions sociopolitiques dans le monde arabe.

En 2012, la mise en œuvre de l'Instrument de Soutien à la Politique Economique (ISPE) continuera de poursuivre entre autres objectifs :

- la stabilité macroéconomique soutenue par une politique budgétaire saine avec une amélioration de la qualité des dépenses en vue de mieux soutenir la croissance et de lutter plus efficacement contre la pauvreté;
 - l'accroissement des recettes publiques pour couvrir davantage, dans le budget, les dépenses prioritaires ;
- la consolidation des progrès enregistrés dans la gestion des finances publiques en renforçant la crédibilité et l'exécution budgétaire tout en évitant l'accumulation d'arriérés de paiement ;
- la poursuite des réformes structurelles pour améliorer le climat des affaires.

Au total, la loi de finances 2012 sera marquée notamment par :

- la mise en œuvre effective du Document de Politique Economique et Sociale (2011-2015) qui constitue le socle de la politique nationale de développement économique et social et le cadre de mise en œuvre des actions arrêtées pour la réalisation des objectifs du Millénaire ;
- le maintien du cap pour la stratégie de croissance accélérée ;
- la prise en charge des dépenses d'Education pour 43% du budget de fonctionnement hors Dette Publique avec notamment la couverture des salaires des corps émergents et des bourses, mais également des dépenses de santé pour 10,1% ;
- la prise en charge des frais d'organisation des élections présidentielles, législatives et sénatoriales, de la participation à la Coupe d'Afrique des Nations de football (CAN), [aux jeux olympiques](#) et de l'application du décret relatif au paiement d'émoluments des Chefs de Village.

Les principales hypothèses macroéconomiques liées à ce choix stratégique pour le compte de 2012, visent à atteindre :

- 1. un taux de croissance de 4,4% contre 4% en 2011
- 2. un taux d'inflation de 2,7% en dessous de la norme communautaire de 3% ;
- 3. un taux de pression fiscale de 19,5% ;
- 4. un taux d'investissement public d'environ 11,5% du PIB.

**

Sur la base des orientations et prévisions ci-dessus analysées, les ressources et les charges du projet de loi de finances 2012 se présentent comme suit :

I. LES RESSOURCES

Les ressources totales de la loi de finances initiale (hors emprunts pour financement du déficit de 45,5 milliards) pour **l'année 2012** sont arrêtées à **2 299,286 milliards F CFA** contre 2 284,686 milliards F CFA dans la loi de finances Rectificative 2011 soit une hausse de 14,600 milliards F CFA en valeur absolue ou 0,64% en valeur relative. Ce montant comprend : les ressources du budget général projetées à **2 221,370 milliards F CFA** contre 2 210,770 milliards F CFA pour les prévisions de la LFR de 2011 soit une hausse de 10,600 milliards F CFA en valeur absolue, 0,48% en valeur relative. A cela, viennent s'ajouter les recettes des comptes spéciaux du Trésor fixées à **77,916 milliards FCFA** contre 73,916 milliards en 2011 d'où une progression de 4 milliards en valeur absolue et 5,41% en valeur relative.

Les ressources du projet de loi de finances initiale de 2012 se décomposent comme suit :

▪ Recettes fiscales	1 417	milliards
▪ Recettes non fiscales	98	milliards
▪ Recettes exceptionnelles	60	milliards
▪ Remboursements de prêts et avances	3	milliards
▪ Dons, Legs et Emprunts	323	milliards
▪ Dons programmes	19	milliards
▪ Emprunts hors financement déficit	301,370	milliards
▪ Emprunts y comp. financement déficit	346,870	milliards
▪ Recettes des comptes spéc. du trésor	77,916	milliards

A. **LES RECETTES FISCALES**

Elles sont arrêtées à **1 417 milliards** dans la loi de Finances initiale 2012 contre **1 318,2 milliards** pour la loi de Finances rectificative 2011, soit une hausse de **98,8 milliards** en valeur absolue et de 7,50% en valeur relative.

Les principaux postes de recettes fiscales s'établissent comme suit :

- Impôts directs : **400,1 milliards** en 2012 contre 369,2 milliards en 2011 soit une progression de 30,9 milliards en valeur absolue ou 8,37% en valeur relative ;
- Impôts indirects : **1 016,9 milliards** contre 949 milliards en 2011 soit 67,9 milliards en valeur absolue et 7,15% en valeur relative ; ils sont composés de : impôts et taxes sur biens et services **733,7 milliards**, droits et taxes à l'importation : **204 milliards** ; droits d'enregistrement et de timbre **33,1 milliards** et autres recettes fiscales **46,1 milliards** :

Fonds de sécurisation des importations de pétrole (FSIPP) **36,1 milliards** ;
Contribution spéciale sur les produits des mines et carrières (CMSC)
10 milliards.

B. LES RECETTES NON FISCALES

Elles s'élèvent à **98 milliards** dans la loi de Finances initiale 2012 contre **44,800 milliards** dans la loi de Finances rectificative 2011. Soit une hausse de **53,200 milliards** en valeur absolue et 118,75% en valeur relative essentiellement due à l'instauration de la taxe sur les communications téléphoniques internationales entrant au Sénégal estimée à 50 milliards (cf décret^o 2011-1271 du 24 août 2011 abrogeant et remplaçant le décret n^o2010-632 du 28 mai 2010).

C. DONS PROGRAMMES

Ils sont estimés à **19 milliards** dans la loi de Finances initiale 2012 contre **37,300 milliards** dans la loi de Finances rectificative 2011 soit une baisse de 18,3 milliards et -49,06% due surtout à la non reconduction de l'appui budgétaire du Royaume des Pays Bas.

D. LES RECETTES EXCEPTIONNELLES

Essentiellement composées des ressources PPTe-IADM, elles connaissent une baisse de 2 milliards, soit -3,23%, étant projetées dans la loi de finances 2012 à **60 milliards** contre 62 milliards dans la LFR 2011 ;

E-EMPRUNTS

Ils sont projetés, **hors financement du déficit, à 301,370 milliards** contre 464,47 milliard, soit une baisse de **163,100 milliards** ou 35,12%.

Si l'on inclut l'emprunt de **45,500 milliards** prévu pour combler le **déficit**, elles les emprunts se situeraient à **346,870 milliards** soit une importante baisse de **164,810 milliards**, -32,12% en valeur relative.

Autres emprunts :

- **emprunts programme** : il s'agit des emprunts contractés auprès d'institutions financières internationales. Projetés à **25 milliards**, les emprunts programmes connaissent une baisse de 9 milliards en valeur absolue soit 26,47 % en valeur relative en glissement annuel.

- **émissions de bons du trésor à plus d'un an : (115 milliards)** on constate une progression de 71,120 milliards soit 162,08 % ;

- **les autres emprunts** sont prévus à **206,870 milliards** contre 425,6 milliards en 2011 ; ils connaissent une baisse de 218,730 milliards et 51,39% en valeur relative. Cette baisse est surtout due aux **emprunts auprès des**

organismes privés extérieurs prévus pour 23,350 milliards en 2012 contre 204 milliards dans la loi de finances rectificative 2011. S'agissant des **emprunts obligataires (138,020 milliards)**, ils ont connu une progression supérieure à 100 % avec 70,42 milliards en glissement annuel, cette augmentation est destinée à la prise en charge du financement d'infrastructures routières; quant aux **emprunts auprès des institutions financières ou du système bancaire interne** (45,500 milliards) prévus pour financer le déficit, ils enregistrent un recul de 1,7 milliards, soit -3,6 % par rapport à la loi de finances rectificative 2011.

F. LES RESSOURCES EXTERIEURES

Évaluées à **323** milliards en 2012 contre **281 milliards** en 2011 soit une progression notable de 42 milliards ou 14,95% en valeur relative, les ressources extérieures sont ainsi réparties :

DONS PROJETS ET LEGS :

Il s'agit de subventions allouées par les partenaires au développement à l'État pour financer des projets d'investissement. Pour la gestion 2012, ils sont prévus pour un montant **de 126,800 milliards** contre 125 milliard en 2011; ils connaissent une légère progression de 1,8 milliards (1,4%).

EMPRUNTS PROJETS :

Ce sont des prêts accordés à l'État pour financer des projets. Ils sont projetés à un montant de **196,200 milliards** soit une augmentation notable de 40,2 milliards (environ 15%).

II. LES CHARGES

Les charges totales de la loi de finances initiale pour l'année 2012 sont arrêtées à 2 344,786 milliards contre 2 331,896 milliards dans la loi de finances Rectificative 2011 soit une hausse de 12,890 milliards en valeur absolue ou 0,55% en valeur relative. Ce montant comprend :

- les charges du budget général projetées à **2 266, 870 milliards F CFA** contre 2 257,980 milliards pour les prévisions de la LFR de 2011 soit une hausse de 8,890 milliards en valeur absolue, 0,39% en valeur relative ;
- les charges des Comptes Spéciaux du Trésor arrêtées à la somme de **77,916 milliards F CFA** contre 73,916 milliards dans la loi finances rectificative de 2011 en augmentation de 4 milliards F CFA représentant une hausse en valeur relative de 5,41% .

A BUDGET GENERAL

Les charges du budget général sont réparties entre les dépenses de fonctionnement et les dépenses d'investissement.

Les charges totales sont estimées à **2 266,9 milliards F CFA** en 2012 contre 2257,9 milliards programmés en 2011, soit une augmentation de 9 milliards (+0,4%). Cette hausse est tirée principalement par les dépenses d'investissement sur ressources extérieures, les dépenses de personnel et les autres dépenses courantes. Par contre les dépenses d'investissement sur ressources internes ont connu une baisse en glissement annuel.

A-1. Les dépenses ordinaires

Les dépenses ordinaires sont projetées à **1435,9 milliards F CFA** dont 347,9 milliards F CFA de dette publique, 443,5 milliards F CFA de dépenses de personnel et les autres dépenses courantes estimées à 644,5 milliards F CFA (dont 12 milliards de PPTe/IADM). Elles sont en hausse de 33,1 milliards F CFA en valeur absolue et 2,36% en valeur relative par rapport à la loi de finances rectificative de 2011. Cette augmentation concerne les dépenses de personnel pour 27,5 milliards FCFA et les « autres dépenses courantes » pour 16,3 milliards FCFA. S'agissant de la dette publique, elle a connu une baisse de 10,7 milliards FCFA par rapport à la loi de finances rectificative de 2011.

A-1-1. La dette publique :

Elle est projetée à **347,88 milliards F CFA** contre 358,6 milliards F CFA dans la loi finances rectificative de 2011, soit une baisse en valeur absolue de 10,72 milliards F CFA et 2,99% en valeur relative.

Le service de la dette publique extérieure représente 11,02% des recettes budgétaires et 13,69% des exportations de biens et services contre des plafonds respectifs de 30% et 20% retenus dans le cadre de l'analyse de viabilité de la dette publique.

Les intérêts sur la dette publique sont projetés à 110,44 milliards dont 56,32 milliards au titre de la dette extérieure et 54,12 milliards pour celle intérieure. Les intérêts sur la dette publique extérieure baissent de 10,38 milliards F CFA (-15,56%) comparativement à l'année 2011 tandis que ceux de la dette intérieure progressent de 9,63 milliards F CFA (21,65%) par rapport l'année précédente.

A-1-2. Les dépenses de personnel :

Elles sont projetées à **443,5 milliards F CFA** contre 416 milliards F CFA en 2011, soit une hausse de 27,5 milliards F CFA en valeur absolue et une variation relative de 6,61%.

Cette hausse intègre la majoration pour la prise en charge des glissements annuels pour avancement, de la revalorisation du point indiciaire, les recrutements des agents relevant des corps émergents du secteur de l'éducation ayant obtenus leurs diplômes professionnels, la mise à jour des diverses indemnités servies et enfin, la revalorisation des salaires et indemnités de certaines catégories de fonctionnaires.

Toutefois, le ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales devrait ressortir à 31,19%, soit en dessous du plafond communautaire fixé à 35%.

A-1-3. Les autres dépenses courantes

Elles sont projetées à **644,5 milliards F CFA** (dont 12 de PPTTE/IADM) contre 628,19 milliards F CFA dans la loi de finances rectificative de 2011, soit une hausse de 16,3 milliards F CFA en valeur absolue et de 2,59% en valeur relative.

En sus des montants correspondant aux services votés réévalués notifiés aux institutions et ministères, il a été procédé à des dotations au titre de mesures nouvelles, notamment pour :

- **46 milliards F CFA** pour porter la dotation du Fonds de Soutien à l'Énergie (FSE) à 61 milliards FCFA conformément aux engagements pris dans le cadre du programme de soutien de l'ISPE.
- **16,7 milliards FCFA** pour le complément des dépenses des élections afin de les porter à un montant de 22,558 milliards FCFA pour les deux gestions;
- **7,5 milliards FCFA** pour les institutions ;
- **2,045 milliards FCFA** pour le Ministère des Forces Armées ;
- **1,8 milliard FCFA** pour les compétitions internationales pour les porter à hauteur de 2,95 milliards FCFA.
- **539,7 millions FCFA** pour le Ministère de la Justice en vue du renforcement des sessions d'assises et de l'amélioration des conditions de vie des détenus.

Enfin, suite à l'adoption du décret relatif aux émoluments des chefs de village, estimés à 8 milliards il a été procédé à une réduction de 6% de certaines lignes de crédits pour la couverture budgétaire de cette contrainte.

A-2 Les dépenses en capital

Le montant total des ressources affectées à l'investissement dans la Loi de Finances 2012 s'élève à **830,99 milliards** de FCFA réparti comme suit :

- **507,99 milliards de FCFA** pour les dépenses en capital sur ressources internes (crédits de paiement), soit **61%** des investissements publics ;
- **323 milliards de FCFA** pour les dépenses en capital sur ressources extérieures, soit **39%** des investissements publics.

L'enveloppe globale des investissements publics est passée de 798,7 milliards de FCFA en 2011 à 830,99 milliards de FCFA en 2012, soit une **hausse de 32,29 milliards de FCFA** en valeur absolue et de **4%** en valeur relative.

Cette augmentation du budget d'investissement 2012 s'explique par l'accroissement du financement extérieur pour accompagner le Gouvernement dans la mise en œuvre du plan d'urgence pour le secteur de l'électricité dénommé Plan Takkal.

Les crédits d'investissements 2012 contribuent à l'atteinte des **Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)** pour un montant de **581,73 milliards FCFA** répartis comme suit :

OMD	Montant en FCFA	%
1. réduire l'extrême pauvreté et la faim	400 347 500 000	68,8%
2. assurer l'éducation primaire pour tous	13 894 000 000	2,4%
3. promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes	1 745 000 000	0,3%
4. réduire la mortalité infantile	7 816 000 000	1,3%
5. améliorer la santé maternelle	15 910 000 000	2,7%
6. combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies	12 969 000 000	2,2%
7. assurer un environnement humain durable	112 679 000 000	19,4%
8. mettre en place un partenariat mondial pour le développement	16 369 000 000	2,8%
TOTAL GENERAL	581 729 500 000	100%

En outre, le budget d'investissement 2012 concourt à la réalisation du Plan d'Actions Prioritaires du Document de Politique Economique et Sociale (DPES) pour un montant de **731,27 milliards FCFA**, soit **88%**. Le reste du budget d'investissement 2012, d'un montant de **99,72 milliards FCFA**, soit 12% est constitué notamment des dépenses de souveraineté nationale (défense nationale, affaires étrangères, etc), d'impôts et taxes sur les marchés publics financés sur ressources extérieures, de participations financières de l'Etat aux organisations sous-régionales, régionales et internationales, d'indemnités d'expropriation et de préemption et de bâtiments et équipements administratifs pour l'amélioration des conditions de travail des services de l'administration.

Ainsi l'allocation du budget d'investissement 2012 s'est totalement inscrite dans l'opérationnalisation du DPES à travers les trois (3) axes stratégiques ci-après :

AXES STRATEGIQUES	Montant en FCFA	%
Création d'opportunités économiques et de richesses pour la promotion d'emplois productifs et la transformation structurelle de l'économie	497 264 416 000	68%
Accélération de l'accès aux services sociaux de base, protection sociale et développement durable	175 505 088 000	24%
Renforcement des principes fondamentaux de la bonne gouvernance et la promotion des droits humains	58 501 696 000	8%
TOTAL GENERAL	731 271 200 000	100%

La répartition par axe stratégique du DPES permet de constater que :

- **la Création d'opportunités économiques et de richesses pour la promotion d'emplois productifs et la transformation structurelle de l'économie** concentre **68%** des investissements prévus en 2012 traduisant ainsi la priorité que le Gouvernement accorde à la maîtrise de l'énergie, à la mise en œuvre de la Stratégie de Croissance Accélérée (SCA), au développement et à la modernisation d'infrastructures de transports, au développement de l'agriculture et de l'économie rurale et au développement de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture. En outre, le déploiement industriel, les sous-secteurs de l'artisanat, du tourisme, du commerce, de la culture des sports et loisirs et des TIC et de la Communication sont largement pris en compte à travers cet axe.

Les principaux projets programmés en 2012 sont :

- ✓ Plan Takkal avec ses différents volets (Fonds Soutien à l'Energie, Projet d'acquisition de groupes conteneurisés, projet de construction de la boucle 225 kv),
- ✓ Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance (GOANA V) avec les Programmes agricoles dans ses volets (i) subvention des semences d'arachide et de céréales, des engrais et produits phytosanitaires, (ii) protection des cultures, et (iii) création et réhabilitation des aménagements hydro-agricoles ;
- ✓ Création de la Banque Verte ;
- ✓ Programme National d'Insémination Artificielle et de Renforcement de la Protection Sanitaire ;
- ✓ Grande muraille verte ;
- ✓ Programme de Réalisation des Bassins de Rétention et de gestion des ressources naturelles ;
- ✓ Programme de Développement de l'Aquaculture ;

- ✓ Projet de construction de l'autoroute à péage Dakar-Diamniadio ;
 - ✓ Projet de prolongement de l'autoroute à péage à AIBD-Mbour-Thiès ;
 - ✓ Programmes Spéciaux de Touba et Tivaouane ;
- **l'accélération de l'accès aux services sociaux de base, protection sociale et développement durable** bénéficie de **24%** des allocations du budget d'investissement 2012 qui seront destinées essentiellement à l'éducation et au développement des compétences et qualifications, à la santé et à la nutrition, à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement, à l'habitat et au cadre de vie, la protection sociale et la solidarité avec les populations vulnérables, à la promotion de l'équité et de l'égalité de genre, à l'emploi, à la jeunesse, à la prévention et la gestion des risques et catastrophes, à l'environnement et à la gestion des ressources naturelles et au développement durable.

Les principaux projets programmés en 2012 sont les suivants :

- ✓ Achèvement des programmes de constructions scolaires et universitaires ;
 - ✓ Achèvement des constructions de Postes de Santé, de Centres de Santé, et poursuite de la construction et de l'équipement de l'Hôpital Dalal Jamm, des Hôpitaux de Ziguinchor et Fatick et de la maternité de l'hôpital Ledantec ;
 - ✓ Plan Stratégique de lutte contre le SIDA ;
 - ✓ Programme Renforcement de la Nutrition ;
 - ✓ Programme Eau Potable et Assainissement du Millénaire (PEPAM) ;
 - ✓ Plan jaxaay (constructions de logements sociaux, Equipement des zones inondées, etc).
- **le renforcement des principes fondamentaux de la bonne gouvernance et la promotion des droits humains reçoit 8%** des prévisions d'investissements 2012 et englobe le pilotage stratégique des politiques sectorielles, l'amélioration de la gestion des finances publiques, la gouvernance judiciaire, la protection et la promotion des droits humains, la décentralisation, le développement local et l'aménagement du territoire.

Les principaux projets programmés en 2012 sont :

- ✓ Fonds d'Équipement des Collectivités Locales ;
- ✓ Programme National de Développement Local ;
- ✓ Programme Renforcement des Collectivités Locales ;
- ✓ Office pour l'Emploi des jeunes, Fonds National d'Actions pour l'Emploi, Fonds de promotion des jeunes et des ASC et Volontaires du service civique national ;
- ✓ Programme National de Bonne Gouvernance ;

- ✓ Renforcement des Capacités des Attachés Parlementaires ;
- ✓ Projet de réadaptation base communautaire handicapés et Programme de Santé de la Reproduction des Jeunes, phase 2 ;

B - LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Les Comptes Spéciaux du Trésor (CST) sont projetés à **77,916 milliards F CFA**. Ce montant a connu une variation de 4 milliards F CFA par rapport à l'année 2011, pour renforcer le Fonds National de Retraite dont la dotation a augmenté d'égal montant.

Le « Fonds National de Retraite » bénéficie de l'inscription la plus importante évaluée à la somme de 58 milliards FCFA suivi du compte de « Prêts à divers particuliers » qui supporte les prêts aux logements avec une dotation reconduite de 16 milliards F CFA soit, respectivement 74,44% et 20,53% de la dotation totale des CST.

Comparativement aux lois de finances des gestions 2009, 2010 et 2011, les principaux flux retenus dans la présente loi de finances de l'année 2012, sont décrits dans le tableau ci-après :

En milliards de CFA

	2009	2010	2010	2010	2011	2011	2012	ECARTS
	LFR	LFI	LFR (1)	LFR (2)	LFI	LFR	LFI	LF08-LF07
								%
BUDGET GENERAL								
Recettes du budget général	1690,2	1780,0	1817,0	1816,8	2008,1	2210,7	2221,4	0,48%
Recettes internes	1443,2	1506,7	1543,7	1543,5	1727,1	1929,7	1898,4	-1,62%
Recettes ordinaires hors dons	1202,0	1269,0	1269,0	1253,0	1345,4	1363,0	1515,0	11,15%
Recettes exceptionnelles	70,1	61,9	61,9	61,9	59,7	62,0	60,0	-3,23%
Autres recettes	8,0	8,0	8,0	2,0	2,7	3,0	3,0	0,00%
Emprunts	111,9	125,0	160,0	193,6	289,9	464,4	301,4	-35,10%
Dons budgétaires	51,2	42,8	44,8	33,0	29,4	37,3	19,0	-49,06%
Recettes externes	247,0	273,3	273,3	273,3	281,0	281,0	323,0	14,95%
Ressources affectées	247,0	273,3	273,3	273,3	281,0	281,0	323,0	14,95%
Charges du budget général	1733,8	1822,8	1868,2	1868,1	2057,6	2257,9	2266,9	0,40%
Dépenses de fonctionnement	1079,0	1110,0	1155,4	1173,3	1258,9	1402,8	1435,9	2,36%
Dette publique	150,0	174,1	189,1	189,1	254,7	358,6	347,9	-2,98%
Traitements et salaires	389,0	396,8	396,8	396,8	416,0	416,0	443,5	6,61%
Autres dépenses courantes	540,0	539,1	569,5	587,4	588,2	628,2	644,5	2,59%
Dépenses en capital	654,8	712,8	712,8	694,8	798,7	855,1	831,0	-2,82%
- sur ressources internes	407,8	439,5	439,5	421,5	517,7	574,1	508,0	-11,51%
- sur ressources externes	247,0	273,3	273,3	273,3	281,0	281,0	323,0	14,95%
Solde du Budget général	-43,6	-42,8	-51,2	-51,3	-49,5	-47,2	-45,5	-3,60%
COMPTES SPECIAUX TRESOR								
Ressources propres	61,1	65,7	65,7	65,7	73,9	73,9	77,9	5,41%
Charges	61,1	65,7	65,7	65,7	73,9	73,9	77,9	5,41%
Solde des comptes spéciaux	0,0							
dont Avals et garanties +/- prêts log	6,0	6,0	6,0	6,0	6,0	6,0	6,0	0,00%
SOLDE GLOBAL								
Y compris dons	-43,6	-42,8	-51,2	-51,3	-49,5	-47,2	-45,5	-3,60%

Telle est l'économie du présent projet de loi de finances de l'année 2012 soumis à l'adoption du Parlement.



B – EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE



LISTE DES ARTICLES

ARTICLES	LIBELLES	N° de page
	PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER	
1	Dispositions relatives aux ressources	4
2	Dispositions relatives aux charges	5
3	Dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges	5
	DEUXIEME PARTIE : MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS DIVERSES	
	A- BUDGET GENERAL	
	A-1 Dépenses ordinaires	
4	Dépenses ordinaires : services votés	9
5	Dépenses ordinaires : mesures nouvelles	10
	A-1 Budget d'investissement	
6	Dépenses en capital sur ressources internes	11
7	Dépenses en capital sur ressources extérieures	17
	B : COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	
8	Comptes d'affectation spéciale	18
9	Autorisation de report des soldes des comptes d'affectation spéciale	20
10	Comptes de commerce	20
11	Comptes de prêts	21
12	Comptes d'avances	22
13	Affectations comptables	22
	C- : DISPOSITIONS DIVERSES	
14	Taxes parafiscales	23
15	Crédits évaluatifs	24
16	Dispositions relatives au respect des règles organisant les dépenses publiques	24
17	Autorisation de régulation des dépenses	25
18	Centralisation des transferts dans le compte unique du Trésor	25
19	Projet de loi instituant une contribution spéciale sur les produits des mines et carrières (CSMC)	26



**PREMIERE PARTIE :
CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER**

Cette première partie de la loi de finances a pour objet d'autoriser la perception des ressources publiques et comporte les voies et moyens qui assurent l'équilibre financier.

A – DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

ARTICLE PREMIER : Evaluation et autorisation de perception des ressources.

Texte de l'article :

« I – La perception des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat, aux collectivités locales et aux divers organismes habilités à les percevoir, continue d'être effectuée pendant l'année 2012 conformément aux lois et règlements en vigueur et aux dispositions de la présente loi de finances.

II – Les ressources internes du budget général sont évaluées dans la loi de finances de l'année 2012, à la somme de 1.898.370.000. 000 de francs CFA conformément à l'annexe 1 de la présente loi.

III – Les ressources externes du budget général sont évaluées dans la loi de finances de l'année 2012, à la somme de 323.000.000.000 de francs CFA conformément à l'annexe 1 de la présente loi.

IV – Les ressources totales du budget général sont ainsi prévues à 2.221.370.000.000 francs CFA. »

Exposé des motifs

Cet article évalue le montant des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat et dont la perception est autorisée annuellement conformément aux lois et règlements, notamment l'article 6 de la loi organique relative aux lois de finances et aux dispositions de la présente loi de finances. Un état qui donne les prévisions de recettes par chapitre est annexé à cet article, il s'agit du tableau I.

L'évaluation de tous les articles de recettes du budget est fondée sur les réalisations au 31 août 2011 d'une part, et d'autre part sur les projections révisées du programme financier du mois d'octobre 2011. Les prévisions de ressources internes sont de 1.898.370.000. 000 de francs CFA (hors financement du déficit par emprunt).

Les prévisions de ressources externes sont de 323.000.000.000 de francs CFA financées notamment par des dons projet d'un montant de 134.000.000.000 de francs CFA et des emprunts pour un montant 189.600.000.000 de francs CFA.

B – DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

ARTICLE 2 : Evaluation des charges

Texte de l'article :

« Les charges du budget général sont évaluées dans la loi de finances de l'année 2012, à la somme de 2.266.870.000.000 francs CFA conformément aux annexes 3, 4 et 5 de la présente loi. »

Exposé des motifs

Cet article évalue le montant des charges imputables au budget général et sont relatives à l'amortissement des charges de la dette publique, aux dépenses de personnel, aux autres dépenses de fonctionnement, aux dépenses d'investissement et une subvention de 6 milliards aux comptes spéciaux du Trésor

Par rapport à l'année 2011, ces charges progressent de 9 milliards de francs CFA en valeur absolue et 0,40% en valeur relative.

C – DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

ARTICLE 3 : Equilibre général du Budget

Texte de l'article

I - Pour l'année 2012, les ressources évaluées dans l'annexe I de la présente loi, les plafonds des charges de l'Etat et l'équilibre qui en résulte, sont fixés aux montants suivants :



En millions de francs

RESSOURCES	Montant	CHARGES	Montant	SOLDE
I - BUDGET GENERAL				
A - OPERATIONS DONT LE TRESOR EST COMPTABLE ASSIGNATAIRE				
<i>A 1 - Recettes internes</i>		<i>A1 Dépenses sur recettes internes</i>		
<i>A 1-1 Recettes</i>				
<i>Recettes fiscales</i>	1 417 000	<i>Dette publique</i>	347 880	
<i>Recettes non fiscales</i>	98 000	<i>Dépenses de personnel</i>	443 500	
<i>Recettes Exceptionnelles</i>	60 000	<i>Autres dépenses courantes</i>	644 500	
<i>Remboursements Prêts et avances</i>	3 000	<i>Dépenses en capital sur ressources internes</i>	507 990	
<i>Dons budgétaires</i>	19 000			
Total recettes	1 597 000	Total dépenses sur recettes internes	1 943 870	-346 870
<i>A 1-2 - Emprunts</i>				
<i>Emprunts</i>	301 370			
Total emprunts	301 370			
Total A = (A-1-1 + A 1-2)	1 898 370	Total A = (A1)	1 943 870	-45 500
B - OPERATIONS DONT LE TRESOR N'EST PAS COMPTABLE ASSIGNATAIRE				
<i>B - Recettes externes</i>				
<i>Tirage Dons et emprunts</i>	323 000	<i>Dépenses en capital sur ressources externes</i>	323 000	
Total B	323 000	Total B	323 000	
TOTAL I= (A + B)	2 221 370	TOTAL I = (A + B)	2 266 870	-45 500
2 - COMPTES SPECIAUX DU TRESOR				
<i>Recettes</i>	77 916	<i>Dépenses</i>	77 916	0
TOTAL BUDGET = (1 + 2)	2 299 286	TOTAL BUDGET = (1 + 2)	2 344 786	-45 500

II. – Pour l'année 2012, le Président de la République est autorisé à contracter des emprunts et à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal d'un montant de 688.870. 000. 000 francs CFA.

Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention

III - Le Président de la République est autorisé à procéder, dans les conditions fixées par décret, à des émissions de titres et à des emprunts à court et moyen terme pour couvrir l'ensemble des charges de trésorerie.»

Exposé des motifs

1- Le tableau annexé à l'article 3 récapitule les ressources et les charges du Budget général et des Comptes spéciaux du Trésor.

2 - Par ailleurs, le même article autorise le Président de la République à émettre des emprunts et à recevoir des dons afin d'assurer la trésorerie de l'Etat pour un montant global de 688.870. 000. 000 de francs CFA. Ce montant correspond au déficit budgétaire évalué à 45.500.000.000 de francs CFA augmenté du montant des ressources extérieures affectées à des dépenses d'investissement de 323.000.000.000 de francs CFA, des dons budgétaires de 19.000.000.000 de francs CFA et d'emprunts budgétaires de 301.370.000.000 de francs CFA.

3 - Comme chaque année, l'alinéa 3 de cet article autorise le Président de la République à recourir à différents instruments de gestion de la trésorerie.



DEUXIEME PARTIE :
MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS DIVERSES

Cette deuxième partie de la loi de finances fixe pour le budget général, le montant des crédits ouverts au titre des services votés et au titre des mesures nouvelles, le plafond des dépenses ordinaires et d'investissement et le montant des crédits de paiement et des autorisations de programme assorties de leurs échéanciers, les opérations des comptes spéciaux du Trésor et énonce les dispositions diverses.

A – BUDGET GENERAL

A–1 DEPENSES ORDINAIRES

ARTICLE 4 : Services votés

Texte de l'article :

« Le montant des crédits ouverts pour la loi de finances de l'année 2012, au titre des services votés réévalués des dépenses ordinaires, est fixé à la somme de 1 332 246 874 000 francs CFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par titre suivante :

- Titre 1 Amortissement et charges de la dette publique	347 880 000 000 francs CFA
- Titre 2 dépenses de personnel	440 843 052 000 francs CFA
- Titre 3 dépenses de fonctionnement	312 552 965 670 francs CFA
- Titre 4 transferts courants	230 970 856 330 francs CFA

Exposé des motifs

I – Les services votés font l'objet d'une évaluation globale et d'un vote unique (article 41 alinéa 2 de la loi organique relative aux lois de finances).

II – Les éléments de comparaison entre les crédits ouverts pour la loi de finances rectificative 2011 et ceux prévus pour la loi de finances de l'année 2012, au titre des services votés, sont fournis, en ce qui concerne les dépenses ordinaires :

- par le tableau II annexés au présent exposé des motifs ;

- par des annexes « fascicules budgétaires » établies pour chaque ministère et qui fournissent les explications des différences concernant tant les services votés que les mesures nouvelles.

III – La répartition des crédits applicables aux services votés s'établit comme suit par grande catégorie de dépenses :

- Titre 1 Amortissement et charges de la dette publique	347 880 000 000	francs CFA
- Titre 2 dépenses de personnel	440 843 052 000	francs CFA
- Titre 3 et 4 autres dépenses courantes	543 523 822 000	francs CFA
total	1 332 246 874 000	francs CFA

ARTICLE 5 : mesures nouvelles

Texte de l'article :

« Il est ouvert, pour la loi de finances de l'année 2012, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses ordinaires, des crédits d'un montant de 103 633 126 000 francs CFA ainsi répartis :

- Titre 2 dépenses de personnel	2 656 948 000	francs CFA
- Titre 3 dépenses de fonctionnement	33 242 738 000	francs CFA
- Titre 4 transferts courants	67 733 440 000	francs CFA

Ces crédits sont répartis par ministère conformément à l'annexe IV de la présente loi.»

Exposé des motifs

I – La comparaison, par pouvoir public et ministère, des crédits ouverts par la loi de finances rectificative 2011 et ceux prévus par la loi de finances de l'année 2012, au titre des dépenses ordinaires (mesures nouvelles) est donnée au tableau n° II en annexe.

II – Les justifications détaillées par titre sont présentées dans les fascicules établis pour chaque pouvoir public ou ministère.

Le tableau n° II en annexe présente les éléments essentiels des dépenses ordinaires pour l'année 2012.

Conformément à l'article 41 alinéa 2 de la loi organique relative aux lois de finances, les mesures nouvelles par titre et par pouvoir public et ministère, des dépenses ordinaires sont présentées en annexe IV.

A –2 DEPENSES D'INVESTISSEMENT

ARTICLE 6 : Dépenses en capital sur ressources internes

Texte de l'article :

« I – Il est ouvert pour l'année 2012, au titre des dépenses en capital du budget général, les crédits de paiement d'un montant de 507.990.000.000 francs CFA ainsi répartis :

- Titre 5: Investissement exécutés par l'Etat	150 164 000 000 francs CFA
- Titre 6: Transfert en capital	357 826 000 000 francs CFA

II – Il est ouvert pour la loi de finances 2012, au titre des dépenses en capital du budget général, des autorisations de programmes de montant 4.377.978.000.000 francs CFA.

Ces autorisations de programme (AP) sont reprises conformément à l'annexe V jointe à la présente loi.

Exposé des motifs

B- 1 Financement intérieur

Le financement intérieur d'un montant de **507,99 milliards de FCFA** prend en charge : (i) les contreparties aux financements extérieurs ; (ii) les engagements financiers portant notamment sur les lettres de mission, les impôts et taxes sur marchés publics, l'acquisition d'immeubles et terrains, les participations financières et les indemnités d'expropriation et de préemption ; (iii) les projets et actions financés entièrement par l'Etat et (iv) les dotations budgétaires aux principaux fonds.



B 1-1 Principales contreparties aux financements extérieurs

PRIMAIRE

Code PTIP	Intitulé Projets	Montant en FCFA
11072	Projet de Développement Agricole de Matam, phase II (PRODAM2)	600 000 000
11879	Appui Développement Rural en Casamance	231.000.000
12014	Projet Développement Sénégal Oriental et Casamance	204 000 000
13101	Projet de Gestion Intégrée des Ecosystèmes	90 000 000
13062	Projet création Ecovillages	365.000.000
15002	Projet Appui à la Petite Irrigation Locale	230.000.000
15030	PEPAM AEP BAD en milieu rural phase 2	634.000.000
14014	Programme Régional d'Appui à la Pêche Artisanale en Afrique Occidentale (PRAO)	55.000.000

SECONDAIRE

Code PTIP	Intitulé Projets	Montant en FCFA
22834	Plates Formes multifonctionnelles	300.000.000
24026	Projet de réalisation du parc éolien de Saint-Louis	250.000.000
24020	Projet de Construction de la Boucle 225 KV	250.000.000
24029	Programme d'Acquisition de Groupes Conteneurs 40 MW	500 000 000
24034	Fonds de contrepartie pour les concessions d'électrification rurale	2 264 000 000

TERTIAIRE

Code PTIP	Intitulé Projets	Montant en FCFA
33001	Projet construction autoroute à péage Dakar-Diamniadio	33 520 000 000
33097	Projet Route Linguère-Matam	500 000 000
33023	Route Tamba- Médina Gounass- Frontière Guinée	1 950 000 000
29037	Projet Mobile Banking	280.000.000

QUATERNAIRE

Code PTIP	Intitulé Projets	Montant en FCFA
41605	Projet Assainissement ville de Diourbel	300.000.000
41619	Projet Assainissement Louga	206 000 000
	Projet de gestion des déchets solides municipaux du Sénégal	166.000.000
44001	Plan Stratégique Lutte SIDA	700.000.000
44050	Programme Santé Maternelle et Infantile	466.000.000
44081	Programme Renforcement de la Nutrition	1.372.000.000
44139	Construction Hôpital Dallal Jamm	1.144.000.000
44063	Construction Hôpital Pédiatrique de Diamniadio	500.000.000



45017	Projet Education BAD IV - PDEF	350 000 000
45018	Projet Education BID - PDEF	250 000 000
45027	Projet de Construction Collèges de proximité	3 000 000 000
45 072	Projet de qualification des ressources humaines. construction de 3 centres sectoriels	624 000 000
45129	Projet de construction Institut Africain de l'Enseignement des Maths et des Sciences	390.000.000
46155	Projet lutte contre la vulnérabilité des enfants	330 000 000
46020	Projet Alphabétisation et Apprentissage Lutte contre la pauvreté	610.000.000
49024	Projet de Renforcement et d'Equipement des Collectivités Locales (PRECOL)	300.000.000

B-1-2 Autres principaux engagements financiers

PRIMAIRE

	Intitulé Projets	Montant en FCFA
19024	Neuvième (9 ^{ème}) Lettre de Mission SAED	3.600.000.000
19153	Cinquième Lettre de Mission SODAGRI	700.000.000

SECONDAIRE

Code PTIP	Intitulé Projets	Montant en FCFA
24080	Différentiel transport produits pétroliers	3.254.000.000
24011	Programme Appui au fonctionnement de l'Agence Sénégalaise d'Electrification Rurale	1.108.000.000

TERTIAIRE

Code PTIP	Intitulé Projets	Montant en FCFA
48009	Millénium Challenge Account	700.000.000
33056	Réhabilitation et construction de ponts	4 000 000 000
34015	Plan urgence Transrail	2.982.000.000
36002	Investissements Aéroport International Blaise Diagne	7 000 000 000
33007	Gare des Baux Maraîchers	500.000.000
33026	Prime à la Casse	400.000.000
47042	Redevance Microsoft	500.000.000
37011	Redevance Eutelsat	200.000.000
37015	Redevance Intelsat	400.000.000

QUATERNAIRE

Code PTIP	Intitulé Projets	Montant en FCFA
47715/ 47732/	Programme Informatisation DGID, Modernisation de l'Administration fiscale, Aménagement et Equipement Services Fiscaux	3 581 500 000



47 057	Plan Equipement et Modernisation Douanes	3 430 500 000
49011	Impôts et Taxes sur marchés	4.000.000.000
47087	Indemnités Expropriation et Prémption	5.000.000.000
49010	Participations financières	17.090.000.000
43008	Acquisition Immeubles et Appartements de la SICAP par l'Etat	3.728.000.000
42016	Projet de construction de l'Arène Nationale	798.000.000
	Programme d'Appui aux Etablissements Publics de Santé (contrat de performance Saint-Louis, Touba, Thies, Fann, Albert Royer)	1.900.000.000

B-1-3 Principaux Projets et actions entièrement financés par l'Etat

PRIMAIRE

Code PTIP	Intitulé Projets	Montant en FCFA
	Création de la Banque verte	12 000 000 000
11006/ 11010	Programme agricole/volet semences (arachide, céréales, etc)	12.218.000.000
11012	Programme agricole/volet engrais	12.520.000.000
46159	Reconstitution Stock sécurité Alimentaire	1.200.000.000
12018	Programme National d'Insémination Artificielle	1.500.000.000
12065	Programme de Renforcement Protection Zoosanitaire	847.000.000
14133	Aires de Transformation	359.000.000
35052	Ouvrage d'accostage et gare maritime de Karabane	1.521.000.000
14007	Programme de Développement de l'Aquaculture	300.000.000
15512	Programme de réalisation des Bassins de Rétention	800.000.000

SECONDAIRE

Code PTIP	Intitulé Projets	Montant en FCFA
21001	Etudes Prospection Promotion Géologique et Minier	703.000.000
24009	Prospection Promotion Pétrole	250.000.000
24012	Programme Economie et Maîtrise de l'Energie	250.000.000
47714	Réhabilitation CNFA de Rufisque	140.000.000

TERTIAIRE

Code PTIP	Intitulé Projets	Montant en FCFA
37013	Maison de la Presse	2.000.000.000
37017	Appui à la Radiodiffusion Télévision Sénégalaise (RTS)	4.800.000.000
33061	Projet prolongement autoroute à AIBD-Mbour-Thiès	23.000.000.000
33098	Construction pont de Halwar	1.390.000.000
	Construction pont de Kédougou	1.000.000.000
33040	Programme Spécial Touba	10.000 000 000
33105	Programme Spécial Tivaouane	1.000.000.000

**QUATERNAIRE**

Code PTIP	Intitulé Projets	Montant en FCFA
45139 45111	Construction et Equipement Cases des Tout Petits	600.000.000
45012 45015	Projet de Construction de Salles de Classe	6.931.000.000
45014	Projet manuels scolaires PDEF	2.435.000.000
45048 45049 45082 45113	Construction, Réhabilitation et Extension Lycées Techniques (Fatick, Kolda, Tambacounda, Mbacké, Pikine)	2.045.000.000

Code PTIP	Intitulé Projets	Montant en FCFA
45032 45035 45091 45092 45093 45094 45096 45095 45128 45130 45129	Construction, Réhabilitation et Equipement infrastructures universitaires (amphithéâtres, bâtiments pour hébergement des étudiants, restaurant à l'UCAD, l'UGB, le CUR de Ziguinchor, le CUR de Bambey, l'Université de Kaolack, l'UPT-EPT)	6.796.000.000
45143	Construction Cité des Enseignants	600.000.000
44085	Construction et Equipement Hôpitaux Fatick et Ziguinchor	1.500.000.000
44013 44116 44090 44041	Construction, Réhabilitation et Equipement Postes de Santé (Tivaouane, Médina Gounass, Samine et Mékhé)	627.000.000
44009	Construction et Equipement Maternité Le Dantec	1.206.000.000
44058 44065 44066	Acquisition Scanner, Echographies et Mammographies	580.000.000
46158	Réadaptation Base Communautaire Handicapés	300.000.000
46110	Appui groupements féminins	500.000.000
41025	Projet Assainissement Opérations Hivernales	4.500.000.000
41616	PEPAM-Réhabilitation de 30 KM d'Assainissement Eaux Usées	600.000.000
47078	Equipement Défense Nationale	4.123.000.000
47008 47078	Réhabilitation, Construction Casernes Gendarmerie Nationale et Equipement Gendarmerie Nationale	1.956.000.000
47895	Construction Siège Cour des Comptes	3.165.303.000
47199 47201	Réhabilitation, Construction, et Equipement Sûreté Nationale	4.065.000.000



47205 47206 47063 43046	Acquisition et Construction postes diplomatiques et Consulaires	9.400.000.000
48010	Recensement général de la population et de la démographie	2.000.000.000
47055	Projet de Gestion de carte d'Identité Nationale	3.530.000.000
43254 43068 43069 43072	Plan « JAXAAY » (construction logements sociaux, équipement des zones inondées, fournitures produits phytosanitaires) et Travaux prévention des inondations	9.700.000.000
47315	Acquisition immeubles et terrains	5.000.000.000

B-1-4 Dotation budgétaire aux principaux Fonds

PRIMAIRE

Code PTIP	Intitulé Projets	Montant en FCFA
12016	Fonds d'Appui à la Stabulation (FONSTAB)	300.000.000
15001	Fonds National de l'Hydraulique (FNH)	1.350.000.000

SECONDAIRE

Code PTIP	Intitulé Projets	Montant en FCFA
	Fonds de Soutien à l'Energie	15.000.000.000
24007	Fonds Energies Renouvelables	250.000.000
11037	Fonds d'Impulsion des Biocarburants	200.000.000
29026	Fonds d'Appui à la Mise à Niveau des Entreprises	250.000.000
23002	Fonds d'Appui à l'Artisanat	300.000.000
29013	Fonds d'Appui à la Stratégie de Croissance Accélérée	450.000.000

TERTIAIRE

Code PTIP	Intitulé Projets	Montant en FCFA
33039	Fonds d'Entretien Routier Autonome (FERA)	22.500.000.000
33562	Fonds de Développement des Transports Urbains (FDTU)	400.000.000

QUATERNAIRE

Code PTIP	Intitulé Projets	Montant en FCFA
43036	Fonds Spécial de Gestion des inondations	2.000.000.000
49038	Fonds d'Appui à l'Investissement des Sénégalais de l'Extérieur (FASIE)	320.000.000
46143	Fonds de Solidarité Nationale	550.000.000

Par rapport à la loi de finances rectificative 2011,

- Les autorisations de programme augmentent de 472.286.000.000 francs CFA en valeur absolue et de 12,09 % en valeur relative.
- Les crédits de paiement baissent 66.201.000.000 de francs CFA en valeur absolue et 11,53 % en valeur relative.

Les crédits ouverts au titre des autorisations de programme (AP) et des crédits de paiement (CP) du Budget d'Investissement augmentent de 9,06% en valeur relative.

ARTICLE 7 : Dépenses en capital sur ressources externes

Texte de l'article :

« I Pour la loi de finances de l'année 2012, les prévisions de tirage (emprunts et subventions) affectées à des dépenses en capital sur ressources extérieures sont évaluées à 323.000.000.000 de francs CFA ainsi réparties :

- Emprunt	189 000 000 000 francs CFA
- Subvention	134 000 000 000 francs CFA

II Les financements acquis affectés à des dépenses en capital sont évalués à 2 871.717.000.000 de francs CFA ainsi répartis :

- Emprunt	1 633 170 000 000 francs CFA
- Subvention	1 238 547 000 000 francs CFA

Ces prévisions de tirage (PT) et financements acquis (FA) sont repris conformément à l'annexe V jointe à la présente loi. »

Exposé des motifs

Le financement extérieur, d'un montant de 323 milliards de FCFA est constitué de prêts à des conditions concessionnelles pour un montant de 189 milliards de FCFA (58,5%) et de subventions pour un montant de 134 milliards de FCFA (48,5%). Ce financement extérieur enregistre l'important financement accordé à notre pays par les partenaires techniques et financiers pour notamment le financement du plan Takkal. Les justifications détaillées sont présentées dans l'annexe V consacrée au budget d'investissement.

Par rapport à la loi de finances rectificative 2011 : Les financements acquis sur emprunts et subventions diminuent globalement de 411.307.000.000 francs CFA en valeur absolue et de 17,62% en valeur relative ;

Les Prévisions de Tirage augmentent globalement de 42.000.000.000 francs CFA en valeur absolue et de 14,95 % en valeur relative.

B – COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

I – COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE

ARTICLE 8 :

Texte de l'article :

« I.- Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances de l'année 2012 sont évaluées à 60.166.000.000 francs CFA.

II – Les plafonds applicables aux comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances de l'année 2012, s'élèvent à 60.166.000.000 francs CFA.

III – Est autorisé le paiement direct des indemnités et traitements dus au personnel qui concourt à la réalisation des objectifs des comptes d'affectation spéciale suivants :

- *Caisse d'encouragement à la pêche et industries annexes ;*
- *Frais de contrôle des sociétés à participation publique.»*

Exposé des motifs

I- L'article 41 alinéa 1^{er} de la loi organique stipule que les évaluations de recettes font l'objet d'un vote par catégorie de comptes spéciaux.

L'alinéa 3 du même article dispose que les dépenses des Comptes spéciaux du Trésor sont votées par catégorie de Comptes spéciaux dans les mêmes conditions que les dépenses du budget général.

II – Les crédits applicables aux comptes d'affectation spéciale figurent dans le tableau V annexé à l'exposé des motifs du présent projet de loi.

En outre, le tableau V fournit également des éléments de comparaison entre les crédits ouverts par la loi de finances 2012 et ceux prévus par la loi de finances de l'année 2011.

La justification des écarts est donnée dans l'annexe II des Comptes spéciaux du Trésor.

IV – L'article 26 alinéa 2 de la loi organique précitée dispose que le total des dépenses engagées ou ordonnancées au titre d'un compte d'affectation spéciale ne peut excéder les recettes du même compte, sauf pendant les trois mois de création de celui-ci. Dans ce dernier cas, le découvert ne peut être supérieur au quart des dépenses autorisées pour l'année.

Le présent projet de loi de finances de l'année 2012 prévoit que les comptes d'affectation spéciale doivent être exécutés en dépenses à hauteur des recettes réalisées. En outre, il n'est pas autorisé de découvert pour ces comptes au titre de l'année 2012.

V- l'article 25 alinéa 3 de la loi organique précitée dispose que sauf dérogations prévues par une loi de finances, il est interdit d'imputer directement à un compte spécial du Trésor les dépenses résultant du paiement de traitements ou indemnités à des agents de l'Etat.

La présente loi de finances autorise le paiement de ces dépenses sur les comptes d'affectation spéciale ci après:

- la Caisse d'Encouragement à la Pêche et aux Industries Annexes
- le compte des Frais de Contrôle des Sociétés à Participation Publique.

ARTICLE 9 : Autorisation de report

Texte de l'article :

« Les soldes des comptes d'affectation spéciale, au 31 décembre 2012, ne seront pas reportés à l'exception du solde créditeur du compte « Fonds national de Retraite. »

Exposé des motifs

L'article 25 alinéa 2 de la loi organique relative aux lois de finances stipule que sauf dispositions contraires prévues par une loi de finances, le solde de chaque compte spécial du Trésor est reporté d'année en année.

Pour l'année 2012, seul le solde créditeur du compte spécial « Fonds National de Retraite » est reportable. L'application de cet article vise à limiter les dérapages résultant des autres Comptes d'affectation spéciale.

II – COMPTES DE COMMERCE

ARTICLE 10 :

Texte de l'article :

«I.- Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes de commerce pour la loi de finances de l'année 2012 sont évaluées à 150.000.000 francs CFA.

II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes de commerce, pour la loi de finances 2012, s'élèvent à 150.000.000 francs CFA.»

Exposé des motifs

L'article 27 alinéa 1^{er} de la loi organique relative aux lois de finances stipule que le découvert fixé annuellement pour chaque compte de commerce a un caractère limitatif. Pour la loi de finances 2012, il n'est pas accordé de découvert pour les comptes de commerce.

III – COMPTES DE PRETS.

ARTICLE 11:

Texte de l'article :

« I – Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes de prêts, pour la loi de finances 2012, sont évaluées à 16.800.000.000 francs CFA.

II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes de prêts, pour la loi de finances 2012, s'élèvent à 16.800.000.000 francs CFA. »

Exposé des motifs

Les plafonds sont ainsi répartis :

- Prêts aux collectivités locales 800.000.000 francs CFA ;
- Prêts à divers particuliers 16.000.000.000 francs CFA ;

Pour appuyer la politique d'accès au logement pour les agents de l'Etat, ce dernier compte est subventionné à hauteur de 6 milliards de F CFA par le budget général en sus de ses ressources ordinaires provenant des remboursements.

Le tableau V annexé à l'exposé des motifs du présent projet de loi fournit des éléments de comparaison entre les crédits ouverts par la loi de finances 2012 et ceux prévus pour la loi de finances de l'année 2011.

La justification des écarts est donnée dans l'annexe II des Comptes Spéciaux du Trésor.

V – COMPTES D'AVANCES.

ARTICLE 12:

Texte de l'article :

« I – Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes d'avances sont évaluées à 800.000.000 francs CFA.

II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes d'avances, pour la loi de finances 2012, s'élèvent à 800.000.000 francs CFA. »

Exposé des motifs

Ce plafond concerne les avances consenties aux Collectivités locales.

Le tableau V annexé à l'exposé des motifs du présent projet de loi fournit des éléments de comparaison entre les crédits ouverts par la loi de finances 2012 et ceux prévus pour la loi de finances de l'année 2011.

La justification des écarts est donnée dans l'annexe II des Comptes Spéciaux du Trésor.

ARTICLE 13: Affectations comptables

Texte de l'article :

«Compte tenu des dispositions des articles 8 à 14, les prévisions de recettes pour l'ensemble des comptes spéciaux du Trésor s'élèvent à 77.916.000.000 francs CFA comme indiqué à l'annexe II jointe à la présente loi.

Les charges des comptes spéciaux du Trésor pour la loi de finances de l'année 2012 sont évaluées à la somme de 77.916.000.000 francs CFA. »

Exposé des motifs

L'article 19 alinéa 2 et suivants de la loi organique relative aux lois de finances stipule toutefois que, certaines recettes peuvent être directement affectées à certaines dépenses. Ces affectations spéciales prennent la forme de budgets annexes, de comptes spéciaux du Trésor ou de procédures comptables particulières au sein du budget général ou d'un budget annexe.

L'affectation par procédures comptables particulières au sein du budget général ou d'un budget annexe est décidée par voie réglementaire dans les conditions prévues à l'article 20 de la loi organique 2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances.

Dans tous les autres cas, l'affectation est exceptionnelle et ne peut résulter que d'une disposition de la loi de finances, d'initiative gouvernementale.

L'objet de cet article est de confirmer pour la loi de finances de l'année 2012, les affectations résultant des lois de finances antérieures.

Par rapport à la loi de finances 2011, les affectations augmentent en valeur absolue de 4 milliards de Francs CFA et de 5,41% en valeur relative.

C- : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 14 : Taxes parafiscales

Texte de l'article :

« La perception des taxes parafiscales dont la liste figure en annexe VI, jointe à la présente loi continuera d'être opérée pendant l'année 2012. »

Exposé des motifs

L'article 33 alinéa 4° de la loi organique énumère parmi les annexes explicatives qui doivent accompagner la loi de finances de l'année, la liste complète des taxes parafiscales.

ARTICLE 15 : Crédits évaluatifs

Texte de l'article :

« Aux termes de l'article 11 de la loi organique relative aux lois de finances, la liste des chapitres ou comptes spéciaux du Trésor dotés de crédits évaluatifs est donnée en annexe VII. »

Exposé des motifs

L'objet de cet article est d'autoriser que des dépenses auxquelles s'appliquent les crédits ouverts au titre de ces chapitres ou comptes spéciaux du Trésor puissent s'imputer, en cas de besoin, au delà des crédits ouverts par la présente loi.

Aux termes de l'article 11 de la loi organique, les crédits évaluatifs s'appliquent aux crédits afférents au service de la dette publique (charge des intérêts et remboursement des emprunts), aux frais de justice et aux réparations civiles, aux remboursements, aux dégrèvements et aux restitutions ainsi qu'aux dépenses imputables sur les chapitres dont l'énumération figure sur un état spécial annexé à la présente loi de finances ».

ARTICLE 16: Respect des règles organisant les dépenses publiques

Texte de l'article :

« Tout acte de dépenses qui engage les finances de l'Etat est subordonné à l'existence de crédits suffisants et au respect des règles organisant les dépenses publiques

L'agent de l'Etat, qui viole cette disposition, est puni des peines applicables par la Cour des comptes, sans préjudice d'autres sanctions administratives prévues par la réglementation.

Par dérogation à l'alinéa 2 de l'article 17 du Code des Obligations de l'Administration, la personne qui conclut et exécute un contrat avec l'Administration sans s'assurer de l'existence de crédits budgétaires suffisants, par la délivrance d'une attestation à cet effet, ou qui effectue des prestations pour le compte de l'Etat en violation manifeste des règles organisant les dépenses publiques, ne pourra obtenir le paiement de l'intégralité de sa créance.

De même, lorsque des prestations ont été fournies à l'Administration en l'absence d'un marché public régulier, alors que l'application du Code des Marchés publics était requise, l'indemnité prévue à l'article 45 du Code des Obligations de l'Administration ne devra pas couvrir la totalité de la créance réclamée à titre de contrepartie. »

Exposé des motifs

L'objet de cet article est de réaffirmer la règle de l'engagement préalable en matière de dépenses publiques et de préciser les conditions d'application des dispositions pertinentes du Code des Obligations de l'Administration.

ARTICLE 17: autorisation de régulation des dépenses

Texte de l'article :

« Le Président de la République est autorisé à opérer, par décret, des abattements sur les dotations applicables aux divers chapitres de crédits de fonctionnement et de dépenses en capital »

Exposé des motifs

Cet article a pour objet d'habiliter le gouvernement, à procéder à une régulation des dépenses, en vue de définir des objectifs qui sont compatibles avec la situation financière de l'Etat. En d'autres termes il donne la possibilité au Gouvernement de geler les crédits et de les débloquer en fonction de la situation financière. Les modalités **d'application de ces opérations sont précisées par circulaire du Ministre chargé des Finances.**

ARTICLE 18 : Centralisation des transferts dans le compte unique du Trésor

Texte de l'article :

« Les subventions, dons et autres concours financiers alloués par l'Etat aux établissements publics, agences et autres entités publiques similaires ou assimilés sont versés dans des comptes de dépôt ouverts au Trésor.

La mobilisation des fonds, soit pour payer directement des tiers, soit pour alimenter des comptes ouverts au nom des dites entités dans les banques, est faite selon un planning arrêté en accord avec le Trésor.

Exposé des motifs de l'article:

Les dispositions de cet article contribuent à améliorer la gestion de la trésorerie et à favoriser la stratégie de retour au Compte unique du Trésor préconisé par diverses études.

Il s'agit, par ailleurs de compléter le dispositif, en vigueur, de centralisation de la trésorerie dans un compte unique ouvert au nom du Trésor dans les livres de la BCEAO, par un mécanisme de mise à disposition maîtrisée des subventions et autres concours du budget de l'Etat aux établissements publics, agences et autres entités publiques. La domiciliation de ces concours dans les livres du Trésor et sa mobilisation, de façon concertée, permet ainsi de ne plus entretenir inutilement une trésorerie publique oisive dans les banques tout en assurant aux entités bénéficiaires le financement correct et régulier de leurs opérations.

ARTICLE 19 : institution d'une contribution spéciale sur les produits des mines et carrières (CSMC)

Texte de l'article :

« Il est institué au profit du budget de l'Etat une CSMC.

Cette contribution s'applique aux substances minérales et fossiles visées à l'article 4 du Code minier et au ciment.

Les produits des mines et carrières sont exonérés de la contribution spéciale lorsqu'ils sont utilisés dans la production de biens soumis à cette même contribution.

La base imposable est déterminée :

- à la vente, par le prix normal de vente tous frais et taxes compris, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée et de la CSMC elle-même ;*
- à l'importation, par la valeur en douane augmentée de tous les droits et taxes liquidés par la Douane, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée et de la CSMC elle-même ;*
- dans tous les autres cas, par le prix normal ou la valeur normale du bien tous frais et taxes compris, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée et de la CSMC elle-même.*

La contribution spéciale s'applique aux livraisons sur le marché local, aux importations et aux exportations.

Le fait générateur de la contribution spéciale est constitué :

1° pour les substances extraites ou produites au Sénégal, par la première cession effectuée à titre onéreux ou à titre gratuit, par le prélèvement ou par la livraison à soi-même pour la consommation personnelle ;

2° pour les substances importées, par la mise en consommation matérielle ou juridique sur le territoire du Sénégal.

Le taux de la contribution spéciale est fixé à 5%.

Les règles relatives à la liquidation, au recouvrement et au contentieux en matière de taxe sur la valeur ajoutée s'appliquent à la CSMC. »

Exposé des motifs de l'article:

Le Sénégal s'est lancé dans une politique d'incitation aux investissements à travers l'assainissement du climat des affaires. A ce titre, le secteur minier a largement bénéficié des investissements directs étrangers à la faveur du dispositif législatif et fiscal incitatif mis en place.

Cependant, l'exploitation des mines et carrières expose l'environnement à des dommages importants. Ainsi, notre pays s'est doté d'une réglementation visant à préserver l'environnement. Celle-ci cherche à développer une attitude responsable auprès des exploitants miniers dont la pérennité de l'activité dépend de la sauvegarde de l'environnement.

Pour sa part, l'Etat du Sénégal entend renforcer le dispositif existant par une stratégie de réhabilitation et de restauration des sites miniers après exploitation. En effet, une bonne politique de réhabilitation des mines et carrières est indispensable à la préservation de l'environnement et participe de la régénération du potentiel de ressources.

La remise en état des sites d'exploitation minière doit être garantie par l'Etat. Elle exige de la part des exploitants et des bénéficiaires une contribution financière qu'il convient d'affecter au budget de l'Etat afin de pouvoir couvrir les charges publiques rendues nécessaires par la réhabilitation et la sauvegarde de l'environnement sous-jacent aux exploitations minières et des carrières.

C'est ainsi qu'il est institué une contribution spéciale sur les produits des mines et carrières ainsi que le ciment. Le présent projet de loi en fixe l'assiette, le taux ainsi que les modalités de recouvrement.

Telle est l'économie du présent projet de loi.



C - TABLEAUX RECAPITULATIFS



- BUDGET GENERAL



- RECETTES

I . PRESENTATION DES RECETTES DE LA LOI DE FINANCES 2012.



TABLEAU 1 : Prévisions des ressources par article et par paragraphe

NOMENCLATURE ET NATURE DE RECETTES	PREVISIONS LFR 2011	REALISATIONS AU 31-08-11	PREVISIONS LFI 2012	ECARTS: LFR/LFI	TAUX ECART
ARTICLE 71- RECETTES FISCALES					
Paragraphe 0711 - Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	139 000 000	103 600 000	134 500 000	-4 500 000	-3,24%
Paragraphe 0712 - Impôts sur les salaires et autres rémunérations	206 500 000	124 500 000	239 100 000	32 600 000	15,79%
Paragraphe 0713 - Impôts sur le patrimoine (droit d'enregistrement)	23 300 000	0	25 900 000	2 600 000	11,16%
Paragraphe 0714 - Autres impôts directs (dont CGU)	400 000	0	600 000	200 000	50,00%
TOTAL IMPOTS DIRECTS	369 200 000	228 100 000	400 100 000	30 900 000	8,37%
Paragraphe 0715 - Impôts et taxes intérieures sur les biens et services	691 300 000	428 400 000	733 700 000	42 400 000	6,13%
Paragraphe 0716 - Droits de timbre et d'enregistrement	30 800 000	33 400 000	33 100 000	2 300 000	7,47%
Paragraphe 0717 - Droits et taxes à l'importation	189 200 000	131 600 000	204 000 000	14 800 000	7,82%
Paragraphe 0719 - Autres recettes fiscales*	37 700 000	0	46 100 000	8 400 000	22,28%
TOTAL IMPOTS INDIRECTS	949 000 000	593 400 000	1 016 900 000	67 900 000	7,15%
071 - TOTAL RECETTES FISCALES	1 318 200 000	821 500 000	1 417 000 000	98 800 000	7,50%
ARTICLE 72 - RECETTES NON FISCALES				0	#DIV/0!
Paragraphe 0721 - Revenu de l'Entreprise et du Domaine	22 100 000	9 100 000	18 600 000	-3 500 000	-15,84%
Paragraphe 0722 - Droits et frais administratifs	100 000	0	100 000	0	0,00%
Paragraphe 0723 - Amendes et Condamnations pécuniaires	100 000	0	100 000	0	0,00%
Paragraphe 0724 - Produits financiers	20 300 000	20 100 000	27 000 000	6 700 000	33,00%
Paragraphe 0729 - Autres recettes non fiscales**	2 200 000	1 600 000	52 200 000	50 000 000	2272,73%
072 - TOTAL RECETTES NON FISCALES	44 800 000	30 800 000	98 000 000	53 200 000	118,75%
TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES	1 363 000 000	852 300 000	1 515 000 000	152 000 000	11,15%
074 - DONS PROGRAMMES	37 300 000	0	19 000 000	-18 300 000	-49,06%
076 - RECETTES EXCEPTIONNELLES***	62 000 000	36 140 700	60 000 000	-2 000 000	-3,23%
729 - REMBOURSEMENT DE PRÊTS ET AVANCES (PRÊTS RETROCEDES)	3 000 000	0	3 000 000	0	0,00%
014 - EMISSIONS DE BONS DU TRESOR A PLUS D'UN AN	43 880 000	0	115 000 000	71 120 000	162,08%



NOMENCLATURE ET NATURE DE RECETTES	PREVISIONS LFR 2011	REALISATIONS AU 31-08-11	PREVISIONS LFI 2012	ECARTS: LFR/LFI	TAUX ECART
016 - EMPRUNTS PROGRAMMES	42 200 000	0	25 000 000	-17 200 000	-40,76%
017 AUTRES EMPRUNTS****	425 600 000	0	206 870 000	-218 730 000	-51,39%
Total emprunts	511 680 000	0	346 870 000	-164 810 000	-32,21%
emprunts hors financement déficit	464 470 000		301 370 000	-163 100 000	-35,12%
TOTAL ARTICLES 74, 76, 729, 16 et 17	613 980 000	36 140 700	428 870 000	-185 110 000	-30,15%
TOTAL ARTICLES 71 - 72 - 76 - 29 - 14-16 et 17	1 976 980 000	888 440 700	1 943 870 000	-33 110 000	-1,67%
012 - DONS PROJETS ET LEGS	125 000 000	51 739 000	126 800 000	1 800 000	1,44%
015 - TIRAGES SUR EMPRUNTS PROJETS	156 000 000	87 632 000	196 200 000	40 200 000	25,77%
TOTAL ARTICLES 12, et 15	281 000 000	139 371 000	323 000 000	42 000 000	14,95%
TOTAL RESSOURCES BUDGET GENERAL	2 257 980 000	1 027 811 700	2 266 870 000	8 890 000	0,39%
TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	73 916 000		77 916 000	4 000 000	5,41%
TOTAL RESSOURCES LOI DE FINANCES (BG+CST) y compris financement déficit	2 331 896 000	1 027 811 700	2 344 786 000	12 890 000	0,55%
TOTAL RESSOURCES LOI DE FIN(BG+CST) HORS FINANCEMENT DU DEFICIT	2 284 686 000		2 299 286 000	14 600 000	0,64%
FONDS DE SOUTIEN A L'ENERGIE	18 000 000		28 000 000	10 000 000	55,56%
TOTAL RESSOURCES LOI DE FINANCES Y COMPRIS FSE	2 349 896 000	1 027 811 700	2 372 786 000	22 890 000	0,97%

* 0719 Autres recettes fiscales : Fonds de sécurisation des importations de pétrole (FSIPP) 36,1 milliards ; Contribution spéciale sur les produits des mines et carrières (CMSC) 10 milliards.

** 0729 dont taxes sur les appels entrants 50 milliards

*** 076 Recettes exceptionnelles : ressources PPTE-IADM : 60 milliards

** ** 017 Autres emprunts : 206,870 milliards :

Emprunts obligataires 138,020 milliards ;

Emprunts auprès des organismes privés

Extérieurs 23,350 milliards ; emprunts auprès des

Institutions financières et du système bancaire 45,5 milliards pour financer le déficit.



TABLEAU 1 bis : Exécution recettes 2010

DEVELOPPEMENT DES RECETTES DU BUDGET GENERAL - ANNEE 2010

Nature de la recette	Loi de finances initiale	Loi de finances rectificative 1	Loi de finances rectificative 2	Total prévisions	Recouvrement
071 RECETTES FISCALES					
711 Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	147 300 000 000	147 300 000 000	143 300 000 000	143 300 000 000	110 048 249 569
712 Impôts sur les salaires et autres rémunérations	189 300 000 000	189 300 000 000	185 800 000 000	185 800 000 000	172 965 749 314
Total impôts sur revenu et sur salaires(711+712)	336 600 000 000	336 600 000 000	329 100 000 000	329 100 000 000	283 013 998 883
713 impôts sur le patrimoine	15 000 000 000	15 000 000 000	0	0	27 740 379 594
714 Autres impôts directs	1 200 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	558 965 581
TOTAL Impôts directs (711+ 712+ 713+ 714)	352 800 000 000	352 800 000 000	330 300 000 000	330 300 000 000	311 313 344 058
715 Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	632 200 000 000	632 200 000 000	626 400 000 000	626 400 000 000	612 511 657 679
716 Droits de timbre et d'enregistrement	35 200 000 000	35 200 000 000	49 200 000 000	49 200 000 000	23 079 980 176
717 Droits et taxes à l'importation	171 100 000 000	171 100 000 000	171 100 000 000	171 100 000 000	183 711 722 725
719 Autres recettes fiscales	35 000 000 000	35 000 000 000	33 000 000 000	33 000 000 000	12 715 294 781
Total impôts indirects (715+716+717+719)	873 500 000 000	873 500 000 000	879 700 000 000	879 700 000 000	832 018 655 361
071 TOTAL RECETTES FISCALES(711+715+716+717+719)	1 226 300 000 000	1 226 300 000 000	1 210 000 000 000	1 210 000 000 000	1 143 331 999 419
072 RECETTES NON FISCALES					
721 Revenu de l'Entreprise et du Domaine	5 400 000 000	5 400 000 000	15 700 000 000	15 700 000 000	12 376 917 614
722 Droits et frais administratifs	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	674 770 899
723 Amendes et condamnations pécuniaires	100 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	198 749 983
724 Produits financiers	35 000 000 000	35 000 000 000	25 000 000 000	25 000 000 000	19 328 806 573
729 Autres recettes non fiscales	2 100 000 000	2 100 000 000	2 100 000 000	2 100 000 000	859 128 250
TOTAL RECETTES NON FISCALES (721 à 731)	42 700 000 000	42 700 000 000	43 000 000 000	43 000 000 000	33 438 373 319
TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES	1 269 000 000 000	1 269 000 000 000	1 253 000 000 000	1 253 000 000 000	1 176 770 372 738
74 Dons budgétaires	42 800 000 000	44 767 000 000	33 000 000 000	33 000 000 000	11 944 134 255
75 Banque mondiale IDA - BAD - FAD					
76 Recettes exceptionnelles (dont PPTE / IADM)	61 900 000 000	61 900 000 000	61 900 000 000	61 900 000 000	98 058 378 424
17 Autres Emprunts*	87 800 000 000	160 027 000 000	215 347 000 000	215 347 000 000	108 227 000 000
29 Remboursement Prêts rétrocédés	8 000 000 000	8 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	3 363 904 060
16 Emprunt Programme	80 000 000 000	51 228 000 000	29 675 000 000	29 675 000 000	29 713 940 359
Total Autres Recettes (74 - 76- 29)	280 500 000 000	325 922 000 000	341 922 000 000	341 922 000 000	251 307 357 098
Total Recettes internes (71-72-74-76-29)	1 549 500 000 000	1 594 922 000 000	1 594 922 000 000	1 594 922 000 000	1 428 077 729 836
Recettes externes					
12 Dons Projet et leg	116 969 000 000	116 969 000 000	116 969 000 000	116 969 000 000	136 721 369 810
15 Emprunts projets	156 331 000 000	156 331 000 000	156 331 000 000	156 331 000 000	155 343 769 804
Total Recettes externes (12 - 15 - 74)	273 300 000 000	273 300 000 000	273 300 000 000	273 300 000 000	292 065 139 614
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES	1 822 800 000 000	1 868 222 000 000	1 868 222 000 000	1 868 222 000 000	1 720 142 869 450

* Déficit compris dans les prévisions



**II . COMPARAISON PAR TITRE ET PAR POUVOIR PUBLIC OU MINISTERE
DES CREDITS OUVERTS PAR LA LOI DE FINANCES 2011 ET CEUX
PREVUS DANS LA LOI DE FINANCES 2012.**



République du Sénégal



Un Peuple - Un But - Une Foi

RECAPITULATION GLOBALE PAR TITRE

	Crédits Ouverts en LFI		Loi de Finances pour l'année 2012			
	2011	Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
BUDGET GENERAL						
Dépenses consolidées						
Titre 1 - Dette Publique	254 730 000 000	347 880 000 000	0	347 880 000 000	93 150 000 000	36,57%
Titre 2 - Dépenses de personnel	416 000 000 000	440 843 052 000	2 656 948 000	443 500 000 000	27 500 000 000	6,61%
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	349 827 514 500	312 552 965 670	33 242 738 000	345 795 703 670	-4 031 810 830	-1,15%
Titre 4 - Dépenses de transfert	238 362 485 500	230 970 856 330	67 733 440 000	298 704 296 330	60 341 810 830	25,32%
TOTAL CONSOLIDE AVEC DOTATIONS INTERNES	1 258 920 000 000	1 332 246 874 000	103 633 126 000	1 435 880 000 000	176 960 000 000	14,06%
Dépenses d'Investissement						
Titre 5 - Dépenses en capital	431 635 200 000	473 162 285 000	0	473 162 285 000	41 527 085 000	9,62%
Titre 6 - Transfert en capital	367 064 800 000	357 827 715 000	0	357 827 715 000	-9 237 085 000	-2,52%
TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT	798 700 000 000	830 990 000 000	0	830 990 000 000	32 290 000 000	4,04%
TOTAL BUDGET GENERAL	2 057 620 000 000	2 163 236 874 000	103 633 126 000	2 266 870 000 000	209 250 000 000	10,17%
Titre 7 - Comptes Spéciaux du Trésor	73 916 000 000	77 916 000 000	0	77 916 000 000	4 000 000 000	5,41%
TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	73 916 000 000	77 916 000 000	0	77 916 000 000	4 000 000 000	5,41%
TOTAL BUDGET GENERAL ET CST	2 131 536 000 000	2 241 152 874 000	103 633 126 000	2 344 786 000 000	213 250 000 000	10,00%
dont total hors dépenses de personnel et dette	588 190 000 000	543 523 822 000	100 976 178 000	644 500 000 000	56 310 000 000	9,57%
Dotation internes(transferts courants) (1)						
Dotation Aval et Garanties	0	0	0	0	0	
Dotation Prêts au logement	6 000 000 000	6 000 000 000	0	6 000 000 000	0	0,0%
Total dotations internes(Transferts courants)	6 000 000 000	6 000 000 000	0	6 000 000 000	0	0,0%
Dont Budget Gén à CST						
Total Dépenses consolidées						
Titre 1 - Dette Publique	254 730 000 000	347 880 000 000	0	347 880 000 000	93 150 000 000	36,57%
Titre 2 - Dépenses de personnel	416 000 000 000	440 843 052 000	2 656 948 000	443 500 000 000	27 500 000 000	6,61%
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	349 827 514 500	312 552 965 670	33 242 738 000	345 795 703 670	-4 031 810 830	-1,15%
Titre 4 - Transferts courant	232 362 485 500	224 970 856 330	67 733 440 000	292 704 296 330	60 341 810 830	25,97%
TOTAL CONSOLIDE HORS DOTATIONS INTERNES ET DETTE	1 252 920 000 000	1 326 246 874 000	103 633 126 000	1 429 880 000 000	176 960 000 000	14,12%
Dépenses d'Investissement						
Titre 5 - Dépenses en capital	431 635 200 000	473 162 285 000	0	473 162 285 000	41 527 085 000	9,62%
Titre 6 - Transfert en capital	367 064 800 000	357 827 715 000	0	357 827 715 000	-9 237 085 000	-2,52%
Total Dépenses d'Investissement	798 700 000 000	830 990 000 000	0	830 990 000 000	32 290 000 000	4,04%
Total Budget Général	2 051 620 000 000	2 157 236 874 000	103 633 126 000	2 260 870 000 000	209 250 000 000	10,20%
Titre 7 - Comptes Spéciaux du Trésor	73 916 000 000	77 916 000 000	0	77 916 000 000	4 000 000 000	5,41%
Total Comptes Spéciaux du Trésor	73 916 000 000	77 916 000 000	0	77 916 000 000	4 000 000 000	5,41%
TOTAL BUDGET GENERAL ET CST	2 125 536 000 000	2 235 152 874 000	103 633 126 000	2 338 786 000 000	213 250 000 000	10,03%

(1) BG à CST = Dotations du Budget Général aux Comptes Spéciaux du Trésor



Un Peuple-Un But-Une Foi

RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2011	Loi de Finances pour l'année 2012				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
10 Dette Publique						
DETTE PUBLIQUE						
Dette Publique						
Titre 1 - 10 Amortissement et charge de la dette publique	254 730 000 000	347 880 000 000	0	347 880 000 000	93 150 000 000	36,57
Total Dette Publique	254 730 000 000	347 880 000 000	0	347 880 000 000	93 150 000 000	36,57
TOTAL DETTE PUBLIQUE	254 730 000 000	347 880 000 000	0	347 880 000 000	93 150 000 000	36,57
Total Général Section 10	254 730 000 000	347 880 000 000	0	347 880 000 000	93 150 000 000	36,57
21 Présidence de la République						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 21 Dépenses de personnel	4 189 452 080	4 114 615 620	0	4 114 615 620	-74 836 460	-1,79
Titre 3 - 21 Dépenses de fonctionnement	10 065 999 750	10 045 999 000	0	10 045 999 000	-20 000 750	-0,20
Titre 4 - 21 Transferts courants	14 221 192 500	14 025 728 000	456 000 000	14 481 728 000	260 535 500	1,83
Total Budget de Fonctionnement	28 476 644 330	28 186 342 620	456 000 000	28 642 342 620	165 698 290	0,58
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 21 Investissements executés par l'état	15 082 875 000	19 033 870 000	0	19 033 870 000	3 950 995 000	26,20
Titre 6 - 21 Transfert en capital	46 722 000 000	42 864 337 000	0	42 864 337 000	-3 857 663 000	-8,26
Total Budget d'Investissement	61 804 875 000	61 898 207 000	0	61 898 207 000	93 332 000	0,15
TOTAL BUDGET GENERAL	90 281 519 330	90 084 549 620	456 000 000	90 540 549 620	259 030 290	0,29
COMPTES SPECIAUX DU TRESOR						
Comptes Spéciaux du Trésor						
Titre 7 - 21 Comptes Spéciaux du Trésor	210 000 000	210 000 000	0	210 000 000	0	0,0
Total Comptes Spéciaux du Trésor	210 000 000	210 000 000	0	210 000 000	0	0,0
TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	210 000 000	210 000 000	0	210 000 000	0	0,0
Total Général Section 21	90 491 519 330	90 294 549 620	456 000 000	90 750 549 620	259 030 290	0,29
22 Assemblée Nationale						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 22 Dépenses de personnel	6 617 315 560	7 857 863 800	0	7 857 863 800	1 240 548 240	18,75
Titre 3 - 22 Dépenses de fonctionnement	4 842 745 000	4 842 745 000	2 265 600 000	7 108 345 000	2 265 600 000	46,78
Titre 4 - 22 Transferts courants	91 161 000	91 161 000	0	91 161 000	0	0,0
Total Budget de Fonctionnement	11 551 221 560	12 791 769 800	2 265 600 000	15 057 369 800	3 506 148 240	30,35
Budget d'Investissement						
Titre 6 - 22 Transfert en capital	750 000 000	750 000 000	0	750 000 000	0	0,0
Total Budget d'Investissement	750 000 000	750 000 000	0	750 000 000	0	0,0
TOTAL BUDGET GENERAL	12 301 221 560	13 541 769 800	2 265 600 000	15 807 369 800	3 506 148 240	28,50
Total Général Section 22	12 301 221 560	13 541 769 800	2 265 600 000	15 807 369 800	3 506 148 240	28,50



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2011	Loi de Finances pour l'année 2012				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
23 Commission Electorale Nationale Autonome						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 4 - 23 Transferts courants	2 300 983 000	1 600 983 000	700 000 000	2 300 983 000	0	0,0
Total Budget de Fonctionnement	2 300 983 000	1 600 983 000	700 000 000	2 300 983 000	0	0,0
TOTAL BUDGET GENERAL	2 300 983 000	1 600 983 000	700 000 000	2 300 983 000	0	0,0
Total Général Section 23	2 300 983 000	1 600 983 000	700 000 000	2 300 983 000	0	0,0
24 Conseil Economique et Social						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 24 Dépenses de personnel	1 782 000 000	1 782 000 000	386 400 000	2 168 400 000	386 400 000	21,68
Titre 3 - 24 Dépenses de fonctionnement	1 270 224 000	1 270 224 000	3 113 240 000	4 383 464 000	3 113 240 000	245,09
Titre 4 - 24 Transferts courants	47 087 000	47 087 000	0	47 087 000	0	0,0
Total Budget de Fonctionnement	3 099 311 000	3 099 311 000	3 499 640 000	6 598 951 000	3 499 640 000	112,92
TOTAL BUDGET GENERAL	3 099 311 000	3 099 311 000	3 499 640 000	6 598 951 000	3 499 640 000	112,92
Total Général Section 24	3 099 311 000	3 099 311 000	3 499 640 000	6 598 951 000	3 499 640 000	112,92
25 Conseil Constitutionnel						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 25 Dépenses de personnel	146 008 000	132 285 400	0	132 285 400	-13 722 600	-9,40
Titre 3 - 25 Dépenses de fonctionnement	58 370 000	58 370 000	50 000 000	108 370 000	50 000 000	85,66
Titre 4 - 25 Transferts courants	0	0	0	0	0	0,0
Total Budget de Fonctionnement	204 378 000	190 655 400	50 000 000	240 655 400	36 277 400	17,75
Budget d'Investissement						
Titre 6 - 25 Transfert en capital	0	43 400 000	0	43 400 000	43 400 000	
Total Budget d'Investissement	0	43 400 000	0	43 400 000	43 400 000	
TOTAL BUDGET GENERAL	204 378 000	234 055 400	50 000 000	284 055 400	79 677 400	38,99
Total Général Section 25	204 378 000	234 055 400	50 000 000	284 055 400	79 677 400	38,99
27 Cour Suprême						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 27 Dépenses de personnel	748 683 000	683 864 000	0	683 864 000	-64 819 000	-8,66
Titre 3 - 27 Dépenses de fonctionnement	715 956 000	715 956 000	200 000 000	915 956 000	200 000 000	27,93
Titre 4 - 27 Transferts courants	1 977 000	1 977 000	0	1 977 000	0	0,0
Total Budget de Fonctionnement	1 466 616 000	1 401 797 000	200 000 000	1 601 797 000	135 181 000	9,22
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 27 Investissements executés par l'état	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	0	0,0
Total Budget d'Investissement	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	0	0,0
TOTAL BUDGET GENERAL	1 616 616 000	1 551 797 000	200 000 000	1 751 797 000	135 181 000	8,36
Total Général Section 27	1 616 616 000	1 551 797 000	200 000 000	1 751 797 000	135 181 000	8,36



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2011	Loi de Finances pour l'année 2012				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
28 Cour des Comptes						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 28 Dépenses de personnel	755 181 560	755 375 760	0	755 375 760	194 200	0,03
Titre 3 - 28 Dépenses de fonctionnement	243 952 000	243 952 000	10 000 000	253 952 000	10 000 000	4,10
Total Budget de Fonctionnement	999 133 560	999 327 760	10 000 000	1 009 327 760	10 194 200	1,02
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 28 Investissements executés par l'état	1 125 000 000	125 000 000	0	125 000 000	-1 000 000 000	-88,89
Titre 6 - 28 Transfert en capital	0	3 165 303 000	0	3 165 303 000	3 165 303 000	
Total Budget d'Investissement	1 125 000 000	3 290 303 000	0	3 290 303 000	2 165 303 000	192,47
TOTAL BUDGET GENERAL	2 124 133 560	4 289 630 760	10 000 000	4 299 630 760	2 175 497 200	102,42
Total Général Section 28	2 124 133 560	4 289 630 760	10 000 000	4 299 630 760	2 175 497 200	102,42
29 SENAT						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 29 Dépenses de personnel	3 062 777 000	3 062 777 000	500 000 000	3 562 777 000	500 000 000	16,33
Titre 3 - 29 Dépenses de fonctionnement	1 302 073 000	1 302 073 000	2 120 000 000	3 422 073 000	2 120 000 000	162,82
Total Budget de Fonctionnement	4 364 850 000	4 364 850 000	2 620 000 000	6 984 850 000	2 620 000 000	60,02
Budget d'Investissement						
Titre 6 - 29 Transfert en capital	0	250 000 000	0	250 000 000	250 000 000	
Total Budget d'Investissement	0	250 000 000	0	250 000 000	250 000 000	
TOTAL BUDGET GENERAL	4 364 850 000	4 614 850 000	2 620 000 000	7 234 850 000	2 870 000 000	65,75
Total Général Section 29	4 364 850 000	4 614 850 000	2 620 000 000	7 234 850 000	2 870 000 000	65,75
30 Primature						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 30 Dépenses de personnel	1 480 588 940	1 292 853 640	0	1 292 853 640	-187 735 300	-12,68
Titre 3 - 30 Dépenses de fonctionnement	3 335 064 500	3 287 600 090	0	3 287 600 090	-47 464 410	-1,42
Titre 4 - 30 Transferts courants	4 568 415 000	4 588 415 000	30 000 000	4 618 415 000	50 000 000	1,09
Total Budget de Fonctionnement	9 384 068 440	9 168 868 730	30 000 000	9 198 868 730	-185 199 710	-1,97
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 30 Investissements executés par l'état	7 122 000 000	6 880 000 000	0	6 880 000 000	-242 000 000	-3,40
Titre 6 - 30 Transfert en capital	4 497 000 000	4 897 000 000	0	4 897 000 000	400 000 000	8,89
Total Budget d'Investissement	11 619 000 000	11 777 000 000	0	11 777 000 000	158 000 000	1,36
TOTAL BUDGET GENERAL	21 003 068 440	20 945 868 730	30 000 000	20 975 868 730	-27 199 710	-0,13
Total Général Section 30	21 003 068 440	20 945 868 730	30 000 000	20 975 868 730	-27 199 710	-0,13



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2011	Loi de Finances pour l'année 2012				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
31 Ministère des Affaires Etrangères						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 31 Dépenses de personnel	17 164 974 800	17 232 537 460	1 518 644 000	18 751 181 460	1 586 206 660	9,24
Titre 3 - 31 Dépenses de fonctionnement	12 834 332 000	12 276 726 880	40 000 000	12 316 726 880	-517 605 120	-4,03
Titre 4 - 31 Transferts courants	5 169 820 000	5 169 820 000	0	5 169 820 000	0	0,0
Total Budget de Fonctionnement	35 169 126 800	34 679 084 340	1 558 644 000	36 237 728 340	1 068 601 540	3,04
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 31 Investissements executés par l'état	6 045 000 000	6 147 000 000	0	6 147 000 000	102 000 000	1,69
Titre 6 - 31 Transfert en capital	150 000 000	200 000 000	0	200 000 000	50 000 000	33,33
Total Budget d'Investissement	6 195 000 000	6 347 000 000	0	6 347 000 000	152 000 000	2,45
TOTAL BUDGET GENERAL	41 364 126 800	41 026 084 340	1 558 644 000	42 584 728 340	1 220 601 540	2,95
Total Général Section 31	41 364 126 800	41 026 084 340	1 558 644 000	42 584 728 340	1 220 601 540	2,95
32 Ministère des Forces Armées						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 32 Dépenses de personnel	63 681 244 480	62 322 322 980	0	62 322 322 980	-1 358 921 500	-2,13
Titre 3 - 32 Dépenses de fonctionnement	20 134 068 000	20 134 068 000	2 045 000 000	22 179 068 000	2 045 000 000	10,16
Titre 4 - 32 Transferts courants	2 249 687 000	2 249 687 000	0	2 249 687 000	0	0,0
Total Budget de Fonctionnement	86 064 999 480	84 706 077 980	2 045 000 000	86 751 077 980	686 078 500	0,80
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 32 Investissements executés par l'état	10 204 000 000	11 470 000 000	0	11 470 000 000	1 266 000 000	12,41
Titre 6 - 32 Transfert en capital	12 350 000 000	2 180 000 000	0	2 180 000 000	-10 170 000 000	-82,35
Total Budget d'Investissement	22 554 000 000	13 650 000 000	0	13 650 000 000	-8 904 000 000	-39,48
TOTAL BUDGET GENERAL	108 618 999 480	98 356 077 980	2 045 000 000	100 401 077 980	-8 217 921 500	-7,57
COMPTE SPECIAUX DU TRESOR						
Comptes Spéciaux du Trésor						
Titre 7 - 32 Comptes Spéciaux du Trésor	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	0	0,0
Total Comptes Spéciaux du Trésor	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	0	0,0
TOTAL COMPTE SPECIAUX DU TRESOR	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	0	0,0
Total Général Section 32	108 768 999 480	98 506 077 980	2 045 000 000	100 551 077 980	-8 217 921 500	-7,56



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2011	Loi de Finances pour l'année 2012				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
33 Ministère de l'Intérieur						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 33 Dépenses de personnel	23 993 305 500	24 180 033 400	251 904 000	24 431 937 400	438 631 900	1,83
Titre 3 - 33 Dépenses de fonctionnement	8 806 617 750	4 604 940 280	0	4 604 940 280	-4 201 677 470	-47,71
Titre 4 - 33 Transferts courants	0	0	8 000 000 000	8 000 000 000	8 000 000 000	
Total Budget de Fonctionnement	32 799 923 250	28 784 973 680	8 251 904 000	37 036 877 680	4 236 954 430	12,92
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 33 Investissements executés par l'état	5 715 000 000	9 975 000 000	0	9 975 000 000	4 260 000 000	74,54
Titre 6 - 33 Transfert en capital	850 000 000	0	0	0	-850 000 000	-100,0
Total Budget d'Investissement	6 565 000 000	9 975 000 000	0	9 975 000 000	3 410 000 000	51,94
TOTAL BUDGET GENERAL	39 364 923 250	38 759 973 680	8 251 904 000	47 011 877 680	7 646 954 430	19,43
COMPTES SPECIAUX DU TRESOR						
Comptes Spéciaux du Trésor						
Titre 7 - 33 Comptes Spéciaux du Trésor	1 056 000 000	1 056 000 000	0	1 056 000 000	0	0,0
Total Comptes Spéciaux du Trésor	1 056 000 000	1 056 000 000	0	1 056 000 000	0	0,0
TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	1 056 000 000	1 056 000 000	0	1 056 000 000	0	0,0
Total Général Section 33	40 420 923 250	39 815 973 680	8 251 904 000	48 067 877 680	7 646 954 430	18,92
34 Ministère de la Justice						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 34 Dépenses de personnel	16 714 525 480	16 640 937 960	0	16 640 937 960	-73 587 520	-0,44
Titre 3 - 34 Dépenses de fonctionnement	4 431 419 250	4 451 419 000	349 680 000	4 801 099 000	369 679 750	8,34
Titre 4 - 34 Transferts courants	715 862 000	715 862 000	190 000 000	905 862 000	190 000 000	26,54
Total Budget de Fonctionnement	21 861 806 730	21 808 218 960	539 680 000	22 347 898 960	486 092 230	2,22
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 34 Investissements executés par l'état	1 150 000 000	4 175 000 000	0	4 175 000 000	3 025 000 000	263,04
Total Budget d'Investissement	1 150 000 000	4 175 000 000	0	4 175 000 000	3 025 000 000	263,04
TOTAL BUDGET GENERAL	23 011 806 730	25 983 218 960	539 680 000	26 522 898 960	3 511 092 230	15,26
Total Général Section 34	23 011 806 730	25 983 218 960	539 680 000	26 522 898 960	3 511 092 230	15,26
35 Ministère de la Fonction Publique et de l'Emploi						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 35 Dépenses de personnel	795 160 260	814 100 940	0	814 100 940	18 940 680	2,38
Titre 3 - 35 Dépenses de fonctionnement	324 051 750	308 025 380	37 000 000	345 025 380	20 973 630	6,47
Titre 4 - 35 Transferts courants	929 649 000	873 870 060	0	873 870 060	-55 778 940	-6,0
Total Budget de Fonctionnement	2 048 861 010	1 995 996 380	37 000 000	2 032 996 380	-15 864 630	-0,77
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 35 Investissements executés par l'état	607 000 000	468 000 000	0	468 000 000	-139 000 000	-22,90
Titre 6 - 35 Transfert en capital	0	140 000 000	0	140 000 000	140 000 000	
Total Budget d'Investissement	607 000 000	608 000 000	0	608 000 000	1 000 000	0,16
TOTAL BUDGET GENERAL	2 655 861 010	2 603 996 380	37 000 000	2 640 996 380	-14 864 630	-0,56
Total Général Section 35	2 655 861 010	2 603 996 380	37 000 000	2 640 996 380	-14 864 630	-0,56



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2011	Loi de Finances pour l'année 2012				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
36 Ministère des relations avec les institutions						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 36 Dépenses de personnel	89 059 440	120 719 080	0	120 719 080	31 659 640	35,55
Titre 3 - 36 Dépenses de fonctionnement	227 553 000	214 739 820	0	214 739 820	-12 813 180	-5,63
Total Budget de Fonctionnement	316 612 440	335 458 900	0	335 458 900	18 846 460	5,95
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 36 Investissements executés par l'état	325 000 000	325 000 000	0	325 000 000	0	0,0
Total Budget d'Investissement	325 000 000	325 000 000	0	325 000 000	0	0,0
TOTAL BUDGET GENERAL	641 612 440	660 458 900	0	660 458 900	18 846 460	2,94
Total Général Section 36	641 612 440	660 458 900	0	660 458 900	18 846 460	2,94
37 Ministère du Travail et des Organisations Professionnelles						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 37 Dépenses de personnel	869 554 200	923 821 680	0	923 821 680	54 267 480	6,24
Titre 3 - 37 Dépenses de fonctionnement	175 258 000	165 426 520	3 500 000	168 926 520	-6 331 480	-3,61
Titre 4 - 37 Transferts courants	218 000 000	204 920 000	0	204 920 000	-13 080 000	-6,0
Total Budget de Fonctionnement	1 262 812 200	1 294 168 200	3 500 000	1 297 668 200	34 856 000	2,76
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 37 Investissements executés par l'état	301 000 000	117 000 000	0	117 000 000	-184 000 000	-61,13
Titre 6 - 37 Transfert en capital	0	243 000 000	0	243 000 000	243 000 000	
Total Budget d'Investissement	301 000 000	360 000 000	0	360 000 000	59 000 000	19,60
TOTAL BUDGET GENERAL	1 563 812 200	1 654 168 200	3 500 000	1 657 668 200	93 856 000	6,00
Total Général Section 37	1 563 812 200	1 654 168 200	3 500 000	1 657 668 200	93 856 000	6,00
38						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 38 Dépenses de personnel	86 670 000	0	0	0	-86 670 000	-100,0
Titre 3 - 38 Dépenses de fonctionnement	118 200 000	0	0	0	-118 200 000	-100,0
Total Budget de Fonctionnement	204 870 000	0	0	0	-204 870 000	-100,0
TOTAL BUDGET GENERAL	204 870 000	0	0	0	-204 870 000	-100,0
Total Général Section 38	204 870 000	0	0	0	-204 870 000	-100,0



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2011	Loi de Finances pour l'année 2012					
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart		
					Valeur Absolue	%	
39 Ministère des Sénégalais de l'Extérieur							
BUDGET GENERAL							
Budget de Fonctionnement							
Titre 2 - 39 Dépenses de personnel	254 135 000	181 235 260	0	181 235 260	-72 899 740	-28,69	
Titre 3 - 39 Dépenses de fonctionnement	194 850 000	283 386 000	0	283 386 000	88 536 000	45,44	
Titre 4 - 39 Transferts courants	148 419 750	40 813 860	0	40 813 860	-107 605 890	-72,50	
Total Budget de Fonctionnement	597 404 750	505 435 120	0	505 435 120	-91 969 630	-15,39	
Budget d'Investissement							
Titre 5 - 39 Investissements executés par l'état	150 000 000	280 000 000	0	280 000 000	130 000 000	86,67	
Titre 6 - 39 Transfert en capital	300 000 000	320 000 000	0	320 000 000	20 000 000	6,67	
Total Budget d'Investissement	450 000 000	600 000 000	0	600 000 000	150 000 000	33,33	
TOTAL BUDGET GENERAL	1 047 404 750	1 105 435 120	0	1 105 435 120	58 030 370	5,54	
Total Général Section 39	1 047 404 750	1 105 435 120	0	1 105 435 120	58 030 370	5,54	
40 Ministère de l'Economie Maritime							
BUDGET GENERAL							
Budget de Fonctionnement							
Titre 2 - 40 Dépenses de personnel	1 316 503 880	1 441 340 080	0	1 441 340 080	124 836 200	9,48	
Titre 3 - 40 Dépenses de fonctionnement	494 406 250	467 970 060	3 000 000	470 970 060	-23 436 190	-4,74	
Titre 4 - 40 Transferts courants	161 605 000	153 447 100	0	153 447 100	-8 157 900	-5,05	
Total Budget de Fonctionnement	1 972 515 130	2 062 757 240	3 000 000	2 065 757 240	93 242 110	4,73	
Budget d'Investissement							
Titre 5 - 40 Investissements executés par l'état	12 388 000 000	10 132 000 000	0	10 132 000 000	-2 256 000 000	-18,21	
Titre 6 - 40 Transfert en capital	79 000 000	2 423 200 000	0	2 423 200 000	2 344 200 000	2967,34	
Total Budget d'Investissement	12 467 000 000	12 555 200 000	0	12 555 200 000	88 200 000	0,71	
TOTAL BUDGET GENERAL	14 439 515 130	14 617 957 240	3 000 000	14 620 957 240	181 442 110	1,26	
COMPTE SPECIAUX DU TRESOR							
Comptes Spéciaux du Trésor							
Titre 7 - 40 Comptes Spéciaux du Trésor	900 000 000	900 000 000	0	900 000 000	0	0,0	
Total Comptes Spéciaux du Trésor	900 000 000	900 000 000	0	900 000 000	0	0,0	
TOTAL COMPTE SPECIAUX DU TRESOR	900 000 000	900 000 000	0	900 000 000	0	0,0	
Total Général Section 40	15 339 515 130	15 517 957 240	3 000 000	15 520 957 240	181 442 110	1,18	
41 Ministère Coop. Int. ,des Trans. Aériens, des Infrastructures et de l'énergie.							
BUDGET GENERAL							
Budget de Fonctionnement							
Titre 2 - 41 Dépenses de personnel	841 235 720	805 473 200	0	805 473 200	-35 762 520	-4,25	
Titre 3 - 41 Dépenses de fonctionnement	539 332 750	511 960 020	0	511 960 020	-27 372 730	-5,08	
Titre 4 - 41 Transferts courants	285 771 000	222 564 740	100 000 000	322 564 740	36 793 740	12,88	
Total Budget de Fonctionnement	1 666 339 470	1 539 997 960	100 000 000	1 639 997 960	-26 341 510	-1,58	
Budget d'Investissement							
Titre 5 - 41 Investissements executés par l'état	74 734 623 000	97 444 850 000	0	97 444 850 000	22 710 227 000	30,39	
Titre 6 - 41 Transfert en capital	171 631 000 000	104 935 000 000	0	104 935 000 000	-66 696 000 000	-38,86	
Total Budget d'Investissement	246 365 623 000	202 379 850 000	0	202 379 850 000	-43 985 773 000	-17,85	
TOTAL BUDGET GENERAL	248 031 962 470	203 919 847 960	100 000 000	204 019 847 960	-44 012 114 510	-17,74	
Total Général Section 41	248 031 962 470	203 919 847 960	100 000 000	204 019 847 960	-44 012 114 510	-17,74	



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2011	Loi de Finances pour l'année 2012				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
42 Ministère de l'agriculture						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 42 Dépenses de personnel	2 605 696 000	2 420 438 660	0	2 420 438 660	-185 257 340	-7,11
Titre 3 - 42 Dépenses de fonctionnement	1 042 784 750	995 622 080	0	995 622 080	-47 162 670	-4,52
Titre 4 - 42 Transferts courants	4 771 162 500	4 650 126 100	822 000 000	5 472 126 100	700 963 600	14,69
Total Budget de Fonctionnement	8 419 643 250	8 066 186 840	822 000 000	8 888 186 840	468 543 590	5,56
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 42 Investissements executés par l'état	46 854 000 000	39 401 000 000	0	39 401 000 000	-7 453 000 000	-15,91
Titre 6 - 42 Transfert en capital	32 129 000 000	42 995 675 000	0	42 995 675 000	10 866 675 000	33,82
Total Budget d'Investissement	78 983 000 000	82 396 675 000	0	82 396 675 000	3 413 675 000	4,32
TOTAL BUDGET GENERAL	87 402 643 250	90 462 861 840	822 000 000	91 284 861 840	3 882 218 590	4,44
Total Général Section 42	87 402 643 250	90 462 861 840	822 000 000	91 284 861 840	3 882 218 590	4,44
43 Ministère de l'Economie et des Finances						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 43 Dépenses de personnel	17 760 808 760	17 968 461 460	0	17 968 461 460	207 652 700	1,17
Titre 3 - 43 Dépenses de fonctionnement	6 559 471 750	6 980 801 556	386 218 000	7 367 019 556	807 547 806	12,31
Titre 4 - 43 Transferts courants	3 664 856 000	3 974 441 040	250 000 000	4 224 441 040	559 585 040	15,27
Total Budget de Fonctionnement	27 985 136 510	28 923 704 056	636 218 000	29 559 922 056	1 574 785 546	5,63
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 43 Investissements executés par l'état	48 554 325 000	49 114 285 000	0	49 114 285 000	559 960 000	1,15
Titre 6 - 43 Transfert en capital	21 224 800 000	55 080 800 000	0	55 080 800 000	33 856 000 000	159,51
Total Budget d'Investissement	69 779 125 000	104 195 085 000	0	104 195 085 000	34 415 960 000	49,32
TOTAL BUDGET GENERAL	97 764 261 510	133 118 789 056	636 218 000	133 755 007 056	35 990 745 546	36,81
COMPTE SPECIAUX DU TRESOR						
Comptes Spéciaux du Trésor						
Titre 7 - 43 Comptes Spéciaux du Trésor	71 600 000 000	75 600 000 000	0	75 600 000 000	4 000 000 000	5,59
Total Comptes Spéciaux du Trésor	71 600 000 000	75 600 000 000	0	75 600 000 000	4 000 000 000	5,59
TOTAL COMPTE SPECIAUX DU TRESOR	71 600 000 000	75 600 000 000	0	75 600 000 000	4 000 000 000	5,59
Total Général Section 43	169 364 261 510	208 718 789 056	636 218 000	209 355 007 056	39 990 745 546	23,61
44 Ministère des Mines, de l'Industrie, de l'Agro industrie et des PME						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 44 Dépenses de personnel	513 262 120	521 749 520	0	521 749 520	8 487 400	1,65
Titre 3 - 44 Dépenses de fonctionnement	207 431 000	196 205 600	8 000 000	204 205 600	-3 225 400	-1,55
Titre 4 - 44 Transferts courants	1 057 877 750	1 385 568 460	0	1 385 568 460	327 690 710	30,98
Total Budget de Fonctionnement	1 778 570 870	2 103 523 580	8 000 000	2 111 523 580	332 952 710	18,72
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 44 Investissements executés par l'état	8 072 000 000	7 955 000 000	0	7 955 000 000	-117 000 000	-1,45
Titre 6 - 44 Transfert en capital	990 000 000	1 085 000 000	0	1 085 000 000	95 000 000	9,60
Total Budget d'Investissement	9 062 000 000	9 040 000 000	0	9 040 000 000	-22 000 000	-0,24
TOTAL BUDGET GENERAL	10 840 570 870	11 143 523 580	8 000 000	11 151 523 580	310 952 710	2,87
Total Général Section 44	10 840 570 870	11 143 523 580	8 000 000	11 151 523 580	310 952 710	2,87



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2011	Loi de Finances pour l'année 2012				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
45 Ministère du Commerce						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 45 Dépenses de personnel	1 402 237 840	1 292 194 380	0	1 292 194 380	-110 043 460	-7,85
Titre 3 - 45 Dépenses de fonctionnement	373 692 000	355 235 880	10 000 000	365 235 880	-8 456 120	-2,26
Titre 4 - 45 Transferts courants	1 032 028 000	970 106 320	0	970 106 320	-61 921 680	-6,0
Total Budget de Fonctionnement	2 807 957 840	2 617 536 580	10 000 000	2 627 536 580	-180 421 260	-6,43
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 45 Investissements executés par l'état	1 425 000 000	1 575 000 000	0	1 575 000 000	150 000 000	10,53
Titre 6 - 45 Transfert en capital	830 000 000	680 000 000	0	680 000 000	-150 000 000	-18,07
Total Budget d'Investissement	2 255 000 000	2 255 000 000	0	2 255 000 000	0	0,0
TOTAL BUDGET GENERAL	5 062 957 840	4 872 536 580	10 000 000	4 882 536 580	-180 421 260	-3,56
Total Général Section 45	5 062 957 840	4 872 536 580	10 000 000	4 882 536 580	-180 421 260	-3,56
46 Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, de l'Hydraulique et de l'assainissement						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 46 Dépenses de personnel	1 061 941 300	1 737 297 360	0	1 737 297 360	675 356 060	63,60
Titre 3 - 46 Dépenses de fonctionnement	542 503 500	574 208 680	0	574 208 680	31 705 180	5,84
Titre 4 - 46 Transferts courants	264 492 250	290 599 120	26 000 000	316 599 120	52 106 870	19,70
Total Budget de Fonctionnement	1 868 937 050	2 602 105 160	26 000 000	2 628 105 160	759 168 110	40,62
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 46 Investissements executés par l'état	19 351 000 000	32 822 000 000	0	32 822 000 000	13 471 000 000	69,61
Titre 6 - 46 Transfert en capital	29 848 000 000	36 152 000 000	0	36 152 000 000	6 304 000 000	21,12
Total Budget d'Investissement	49 199 000 000	68 974 000 000	0	68 974 000 000	19 775 000 000	40,19
TOTAL BUDGET GENERAL	51 067 937 050	71 576 105 160	26 000 000	71 602 105 160	20 534 168 110	40,21
Total Général Section 46	51 067 937 050	71 576 105 160	26 000 000	71 602 105 160	20 534 168 110	40,21
49 Ministère de l'Artisanat du tourisme et des relations avec le secteur privé et le secteur informel						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 49 Dépenses de personnel	605 455 720	631 094 000	0	631 094 000	25 638 280	4,23
Titre 3 - 49 Dépenses de fonctionnement	242 834 000	229 300 520	0	229 300 520	-13 533 480	-5,57
Titre 4 - 49 Transferts courants	508 846 500	478 315 240	0	478 315 240	-30 531 260	-6,00
Total Budget de Fonctionnement	1 357 136 220	1 338 709 760	0	1 338 709 760	-18 426 460	-1,36
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 49 Investissements executés par l'état	1 025 000 000	885 000 000	0	885 000 000	-140 000 000	-13,66
Titre 6 - 49 Transfert en capital	350 000 000	730 000 000	0	730 000 000	380 000 000	108,57
Total Budget d'Investissement	1 375 000 000	1 615 000 000	0	1 615 000 000	240 000 000	17,45
TOTAL BUDGET GENERAL	2 732 136 220	2 953 709 760	0	2 953 709 760	221 573 540	8,11
Total Général Section 49	2 732 136 220	2 953 709 760	0	2 953 709 760	221 573 540	8,11



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2011	Loi de Finances pour l'année 2012				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
50 Ministère de l'Enseignement Élémentaire, du Moyen secondaire et des langues nationales						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 50 Dépenses de personnel	150 542 066 940	158 555 980 440	0	158 555 980 440	8 013 913 500	5,32
Titre 3 - 50 Dépenses de fonctionnement	114 448 836 500	114 385 956 000	3 000 000 000	117 385 956 000	2 937 119 500	2,57
Titre 4 - 50 Transferts courants	1 577 405 000	1 487 405 000	0	1 487 405 000	-90 000 000	-5,71
Total Budget de Fonctionnement	266 568 308 440	274 429 341 440	3 000 000 000	277 429 341 440	10 861 033 000	4,07
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 50 Investissements executés par l'état	45 823 277 000	48 545 000 000	0	48 545 000 000	2 721 723 000	5,94
Titre 6 - 50 Transfert en capital	2 512 000 000	2 030 000 000	0	2 030 000 000	-482 000 000	-19,19
Total Budget d'Investissement	48 335 277 000	50 575 000 000	0	50 575 000 000	2 239 723 000	4,63
TOTAL BUDGET GENERAL	314 903 585 440	325 004 341 440	3 000 000 000	328 004 341 440	13 100 756 000	4,16
Total Général Section 50	314 903 585 440	325 004 341 440	3 000 000 000	328 004 341 440	13 100 756 000	4,16
52 Ministère des Sports						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 52 Dépenses de personnel	1 332 887 960	1 171 173 920	0	1 171 173 920	-161 714 040	-12,13
Titre 3 - 52 Dépenses de fonctionnement	1 776 582 250	1 740 817 080	1 800 000 000	3 540 817 080	1 764 234 830	99,30
Titre 4 - 52 Transferts courants	531 250 000	500 275 000	0	500 275 000	-30 975 000	-5,83
Total Budget de Fonctionnement	3 640 720 210	3 412 266 000	1 800 000 000	5 212 266 000	1 571 545 790	43,17
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 52 Investissements executés par l'état	3 100 000 000	2 097 000 000	0	2 097 000 000	-1 003 000 000	-32,35
Titre 6 - 52 Transfert en capital	0	1 500 000 000	0	1 500 000 000	1 500 000 000	
Total Budget d'Investissement	3 100 000 000	3 597 000 000	0	3 597 000 000	497 000 000	16,03
TOTAL BUDGET GENERAL	6 740 720 210	7 009 266 000	1 800 000 000	8 809 266 000	2 068 545 790	30,69
Total Général Section 52	6 740 720 210	7 009 266 000	1 800 000 000	8 809 266 000	2 068 545 790	30,69
53 Ministère de la Culture du Genre et du Cadre de Vie						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 53 Dépenses de personnel	879 410 080	1 175 624 740	0	1 175 624 740	296 214 660	33,68
Titre 3 - 53 Dépenses de fonctionnement	355 883 250	632 652 180	0	632 652 180	276 768 930	77,77
Titre 4 - 53 Transferts courants	2 738 911 500	2 859 833 380	1 450 000 000	4 309 833 380	1 570 921 880	57,36
Total Budget de Fonctionnement	3 974 204 830	4 668 110 300	1 450 000 000	6 118 110 300	2 143 905 470	53,95
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 53 Investissements executés par l'état	1 770 000 000	2 310 150 000	0	2 310 150 000	540 150 000	30,52
Titre 6 - 53 Transfert en capital	2 450 000 000	2 055 000 000	0	2 055 000 000	-395 000 000	-16,12
Total Budget d'Investissement	4 220 000 000	4 365 150 000	0	4 365 150 000	145 150 000	3,44
TOTAL BUDGET GENERAL	8 194 204 830	9 033 260 300	1 450 000 000	10 483 260 300	2 289 055 470	27,94
Total Général Section 53	8 194 204 830	9 033 260 300	1 450 000 000	10 483 260 300	2 289 055 470	27,94



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2011	Loi de Finances pour l'année 2012				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
54 Ministère de la Santé, de l'hygiène Publique et de la Prévention						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 54 Dépenses de personnel	35 539 122 020	36 532 629 086	0	36 532 629 086	993 507 066	2,80
Titre 3 - 54 Dépenses de fonctionnement	9 943 543 000	10 122 322 000	3 000 000	10 125 322 000	181 779 000	1,83
Titre 4 - 54 Transferts courants	24 902 337 000	24 902 337 000	0	24 902 337 000	0	0,0
Total Budget de Fonctionnement	70 385 002 020	71 557 288 086	3 000 000	71 560 288 086	1 175 286 066	1,67
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 54 Investissements executés par l'état	34 180 000 000	36 086 000 000	0	36 086 000 000	1 906 000 000	5,58
Titre 6 - 54 Transfert en capital	1 735 000 000	2 859 000 000	0	2 859 000 000	1 124 000 000	64,78
Total Budget d'Investissement	35 915 000 000	38 945 000 000	0	38 945 000 000	3 030 000 000	8,44
TOTAL BUDGET GENERAL	106 300 002 020	110 502 288 086	3 000 000	110 505 288 086	4 205 286 066	3,96
Total Général Section 54	106 300 002 020	110 502 288 086	3 000 000	110 505 288 086	4 205 286 066	3,96
55 Ministère de la Jeunesse et des Loisirs						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 55 Dépenses de personnel	1 227 862 020	1 164 878 260	0	1 164 878 260	-62 983 760	-5,13
Titre 3 - 55 Dépenses de fonctionnement	726 219 750	688 235 640	0	688 235 640	-37 984 110	-5,23
Titre 4 - 55 Transferts courants	186 250 000	175 075 000	0	175 075 000	-11 175 000	-6,0
Total Budget de Fonctionnement	2 140 331 770	2 028 188 900	0	2 028 188 900	-112 142 870	-5,24
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 55 Investissements executés par l'état	1 368 000 000	990 000 000	0	990 000 000	-378 000 000	-27,63
Titre 6 - 55 Transfert en capital	425 000 000	425 000 000	0	425 000 000	0	0,0
Total Budget d'Investissement	1 793 000 000	1 415 000 000	0	1 415 000 000	-378 000 000	-21,08
TOTAL BUDGET GENERAL	3 933 331 770	3 443 188 900	0	3 443 188 900	-490 142 870	-12,46
Total Général Section 55	3 933 331 770	3 443 188 900	0	3 443 188 900	-490 142 870	-12,46
56 Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 56 Dépenses de personnel	3 981 264 520	3 856 152 480	0	3 856 152 480	-125 112 040	-3,14
Titre 3 - 56 Dépenses de fonctionnement	3 043 167 500	2 916 381 180	1 000 000	2 917 381 180	-125 786 320	-4,13
Titre 4 - 56 Transferts courants	391 620 000	368 122 800	0	368 122 800	-23 497 200	-6,0
Total Budget de Fonctionnement	7 416 052 020	7 140 656 460	1 000 000	7 141 656 460	-274 395 560	-3,70
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 56 Investissements executés par l'état	22 686 000 000	18 591 000 000	0	18 591 000 000	-4 095 000 000	-18,05
Titre 6 - 56 Transfert en capital	950 000 000	4 300 000 000	0	4 300 000 000	3 350 000 000	352,63
Total Budget d'Investissement	23 636 000 000	22 891 000 000	0	22 891 000 000	-745 000 000	-3,15
TOTAL BUDGET GENERAL	31 052 052 020	30 031 656 460	1 000 000	30 032 656 460	-1 019 395 560	-3,28
Total Général Section 56	31 052 052 020	30 031 656 460	1 000 000	30 032 656 460	-1 019 395 560	-3,28



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2011	Loi de Finances pour l'année 2012				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
57 Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 57 Dépenses de personnel	724 412 360	607 447 020	0	607 447 020	-116 965 340	-16,15
Titre 3 - 57 Dépenses de fonctionnement	295 082 750	255 576 580	5 000 000	260 576 580	-34 506 170	-11,69
Titre 4 - 57 Transferts courants	311 403 000	297 528 000	45 000 000	342 528 000	31 125 000	10,0
Total Budget de Fonctionnement	1 330 898 110	1 160 551 600	50 000 000	1 210 551 600	-120 346 510	-9,04
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 57 Investissements executés par l'état	179 000 000	179 000 000	0	179 000 000	0	0,0
Titre 6 - 57 Transfert en capital	671 000 000	1 171 000 000	0	1 171 000 000	500 000 000	74,52
Total Budget d'Investissement	850 000 000	1 350 000 000	0	1 350 000 000	500 000 000	58,82
TOTAL BUDGET GENERAL	2 180 898 110	2 510 551 600	50 000 000	2 560 551 600	379 653 490	17,41
Total Général Section 57	2 180 898 110	2 510 551 600	50 000 000	2 560 551 600	379 653 490	17,41
58 Ministère de la Famille et des Organisations Feminines						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 58 Dépenses de personnel	1 391 433 060	1 097 815 740	0	1 097 815 740	-293 617 320	-21,10
Titre 3 - 58 Dépenses de fonctionnement	1 153 006 000	1 023 861 900	0	1 023 861 900	-129 144 100	-11,20
Titre 4 - 58 Transferts courants	860 713 500	756 430 220	0	756 430 220	-104 283 280	-12,12
Total Budget de Fonctionnement	3 405 152 560	2 878 107 860	0	2 878 107 860	-527 044 700	-15,48
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 58 Investissements executés par l'état	4 930 000 000	5 607 000 000	0	5 607 000 000	677 000 000	13,73
Titre 6 - 58 Transfert en capital	1 130 000 000	1 423 000 000	0	1 423 000 000	293 000 000	25,93
Total Budget d'Investissement	6 060 000 000	7 030 000 000	0	7 030 000 000	970 000 000	16,01
TOTAL BUDGET GENERAL	9 465 152 560	9 908 107 860	0	9 908 107 860	442 955 300	4,68
Total Général Section 58	9 465 152 560	9 908 107 860	0	9 908 107 860	442 955 300	4,68
59 Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 59 Dépenses de personnel	10 011 175 940	8 318 695 340	0	8 318 695 340	-1 692 480 600	-16,91
Titre 3 - 59 Dépenses de fonctionnement	6 111 264 000	6 116 264 000	0	6 116 264 000	5 000 000	0,08
Titre 4 - 59 Transferts courants	929 105 000	941 105 000	0	941 105 000	12 000 000	1,29
Total Budget de Fonctionnement	17 051 544 940	15 376 064 340	0	15 376 064 340	-1 675 480 600	-9,83
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 59 Investissements executés par l'état	9 607 000 000	7 540 000 000	0	7 540 000 000	-2 067 000 000	-21,52
Titre 6 - 59 Transfert en capital	1 378 000 000	4 104 000 000	0	4 104 000 000	2 726 000 000	197,82
Total Budget d'Investissement	10 985 000 000	11 644 000 000	0	11 644 000 000	659 000 000	6,00
TOTAL BUDGET GENERAL	28 036 544 940	27 020 064 340	0	27 020 064 340	-1 016 480 600	-3,63
Total Général Section 59	28 036 544 940	27 020 064 340	0	27 020 064 340	-1 016 480 600	-3,63



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2011	Loi de Finances pour l'année 2012				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
60 Charges non Réparties						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 60 Dépenses de personnel	33 778 617 400	51 854 202 214	0	51 854 202 214	18 075 584 814	53,51
Titre 3 - 60 Dépenses de fonctionnement	127 408 770 000	94 992 528 744	1 730 000 000	96 722 528 744	-30 686 241 256	-24,08
Titre 4 - 60 Transferts courants	64 864 713 250	60 864 713 250	50 781 900 000	111 646 613 250	46 781 900 000	72,12
Total Budget de Fonctionnement	226 052 100 650	207 711 444 208	52 511 900 000	260 223 344 208	34 171 243 558	15,12
TOTAL BUDGET GENERAL	226 052 100 650	207 711 444 208	52 511 900 000	260 223 344 208	34 171 243 558	15,12
Total Général Section 60	226 052 100 650	207 711 444 208	52 511 900 000	260 223 344 208	34 171 243 558	15,12
62 Min Elevage						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 62 Dépenses de personnel	1 582 926 880	1 691 004 300	0	1 691 004 300	108 077 420	6,83
Titre 3 - 62 Dépenses de fonctionnement	539 388 750	511 198 680	0	511 198 680	-28 190 070	-5,23
Titre 4 - 62 Transferts courants	215 795 000	204 595 820	0	204 595 820	-11 199 180	-5,19
Total Budget de Fonctionnement	2 338 110 630	2 406 798 800	0	2 406 798 800	68 688 170	2,94
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 62 Investissements executés par l'état	6 035 000 000	6 399 000 000	0	6 399 000 000	364 000 000	6,03
Titre 6 - 62 Transfert en capital	518 000 000	763 000 000	0	763 000 000	245 000 000	47,30
Total Budget d'Investissement	6 553 000 000	7 162 000 000	0	7 162 000 000	609 000 000	9,29
TOTAL BUDGET GENERAL	8 891 110 630	9 568 798 800	0	9 568 798 800	677 688 170	7,62
Total Général Section 62	8 891 110 630	9 568 798 800	0	9 568 798 800	677 688 170	7,62
63 Ministère de la communication et des Télécommunications						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 63 Dépenses de personnel	366 857 900	298 820 060	0	298 820 060	-68 037 840	-18,55
Titre 3 - 63 Dépenses de fonctionnement	449 987 500	494 859 420	0	494 859 420	44 871 920	9,97
Titre 4 - 63 Transferts courants	721 370 000	721 370 000	200 000 000	921 370 000	200 000 000	27,73
Total Budget de Fonctionnement	1 538 215 400	1 515 049 480	200 000 000	1 715 049 480	176 834 080	11,50
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 63 Investissements executés par l'état	330 000 000	1 665 000 000	0	1 665 000 000	1 335 000 000	404,55
Titre 6 - 63 Transfert en capital	5 000 000 000	7 700 000 000	0	7 700 000 000	2 700 000 000	54,0
Total Budget d'Investissement	5 330 000 000	9 365 000 000	0	9 365 000 000	4 035 000 000	75,70
TOTAL BUDGET GENERAL	6 868 215 400	10 880 049 480	200 000 000	11 080 049 480	4 211 834 080	61,32
Total Général Section 63	6 868 215 400	10 880 049 480	200 000 000	11 080 049 480	4 211 834 080	61,32



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2011	Loi de Finances pour l'année 2012				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
64 Ministère de l'Entreprenariat Féminin et de la Microfinance						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 64 Dépenses de personnel	147 318 000	244 908 100	0	244 908 100	97 590 100	66,24
Titre 3 - 64 Dépenses de fonctionnement	154 451 000	145 852 940	0	145 852 940	-8 598 060	-5,57
Total Budget de Fonctionnement	301 769 000	390 761 040	0	390 761 040	88 992 040	29,49
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 64 Investissements executés par l'état	2 705 000 000	3 510 000 000	0	3 510 000 000	805 000 000	29,76
Titre 6 - 64 Transfert en capital	1 375 000 000	0	0	0	-1 375 000 000	-100,0
Total Budget d'Investissement	4 080 000 000	3 510 000 000	0	3 510 000 000	-570 000 000	-13,97
TOTAL BUDGET GENERAL	4 381 769 000	3 900 761 040	0	3 900 761 040	-481 007 960	-10,98
Total Général Section 64	4 381 769 000	3 900 761 040	0	3 900 761 040	-481 007 960	-10,98
65 Ministère de la Décentralisation et des Collectivités locales						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 65 Dépenses de personnel	1 333 726 920	1 396 277 900	0	1 396 277 900	62 550 980	4,69
Titre 3 - 65 Dépenses de fonctionnement	331 092 750	375 088 800	0	375 088 800	43 996 050	13,29
Titre 4 - 65 Transferts courants	19 084 099 000	16 704 275 260	1 682 540 000	18 386 815 260	-697 283 740	-3,65
Total Budget de Fonctionnement	20 748 918 670	18 475 641 960	1 682 540 000	20 158 181 960	-590 736 710	-2,85
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 65 Investissements executés par l'état	15 393 100 000	22 238 000 000	0	22 238 000 000	6 844 900 000	44,47
Titre 6 - 65 Transfert en capital	13 560 000 000	13 600 000 000	0	13 600 000 000	40 000 000	0,29
Total Budget d'Investissement	28 953 100 000	35 838 000 000	0	35 838 000 000	6 884 900 000	23,78
TOTAL BUDGET GENERAL	49 702 018 670	54 313 641 960	1 682 540 000	55 996 181 960	6 294 163 290	12,66
Total Général Section 65	49 702 018 670	54 313 641 960	1 682 540 000	55 996 181 960	6 294 163 290	12,66
66 Min. des Transports Terrestres, des Trans. Ferroviaires et de l'Amén. du territoire						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 66 Dépenses de personnel	734 860 460	602 927 820	0	602 927 820	-131 932 640	-17,95
Titre 3 - 66 Dépenses de fonctionnement	205 590 000	193 451 040	0	193 451 040	-12 138 960	-5,90
Titre 4 - 66 Transferts courants	100 000 000	140 060 000	0	140 060 000	40 060 000	40,06
Total Budget de Fonctionnement	1 040 450 460	936 438 860	0	936 438 860	-104 011 600	-10,0
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 66 Investissements executés par l'état	1 130 000 000	1 780 000 000	0	1 780 000 000	650 000 000	57,52
Titre 6 - 66 Transfert en capital	4 150 000 000	6 852 000 000	0	6 852 000 000	2 702 000 000	65,11
Total Budget d'Investissement	5 280 000 000	8 632 000 000	0	8 632 000 000	3 352 000 000	63,48
TOTAL BUDGET GENERAL	6 320 450 460	9 568 438 860	0	9 568 438 860	3 247 988 400	51,39
Total Général Section 66	6 320 450 460	9 568 438 860	0	9 568 438 860	3 247 988 400	51,39



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2011	Loi de Finances pour l'année 2012				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
67 Ministère des Energies Renouvelables						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 67 Dépenses de personnel	92 982 100	86 101 200	0	86 101 200	-6 880 900	-7,40
Titre 3 - 67 Dépenses de fonctionnement	155 575 000	147 080 500	0	147 080 500	-8 494 500	-5,46
Total Budget de Fonctionnement	248 557 100	233 181 700	0	233 181 700	-15 375 400	-6,19
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 67 Investissements executés par l'état	400 000 000	2 950 000 000	0	2 950 000 000	2 550 000 000	637,50
Titre 6 - 67 Transfert en capital	0	250 000 000	0	250 000 000	250 000 000	
Total Budget d'Investissement	400 000 000	3 200 000 000	0	3 200 000 000	2 800 000 000	700,0
TOTAL BUDGET GENERAL	648 557 100	3 433 181 700	0	3 433 181 700	2 784 624 600	429,36
Total Général Section 67	648 557 100	3 433 181 700	0	3 433 181 700	2 784 624 600	429,36
68 Ministère de l'Urbanisme, de l'Assainissement et de l'Hygiène Publique						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 68 Dépenses de personnel	729 289 720	0	0	0	-729 289 720	-100,0
Titre 3 - 68 Dépenses de fonctionnement	254 531 500	0	0	0	-254 531 500	-100,0
Total Budget de Fonctionnement	983 821 220	0	0	0	-983 821 220	-100,0
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 68 Investissements executés par l'état	10 098 000 000	0	0	0	-10 098 000 000	-100,0
Titre 6 - 68 Transfert en capital	7 010 000 000	0	0	0	-7 010 000 000	-100,0
Total Budget d'Investissement	17 108 000 000	0	0	0	-17 108 000 000	-100,0
TOTAL BUDGET GENERAL	18 091 821 220	0	0	0	-18 091 821 220	-100,0
Total Général Section 68	18 091 821 220	0	0	0	-18 091 821 220	-100,0
69						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 69 Dépenses de personnel	723 833 000	0	0	0	-723 833 000	-100,0
Titre 3 - 69 Dépenses de fonctionnement	386 640 000	0	0	0	-386 640 000	-100,0
Total Budget de Fonctionnement	1 110 473 000	0	0	0	-1 110 473 000	-100,0
TOTAL BUDGET GENERAL	1 110 473 000	0	0	0	-1 110 473 000	-100,0
Total Général Section 69	1 110 473 000	0	0	0	-1 110 473 000	-100,0



RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2011	Loi de Finances pour l'année 2012				
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart	
					Valeur Absolue	%
72 Ministère des Ecovillages, des Bassins de Retention, des Lacs Artificiels et de la Pisciculture						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 72 Dépenses de personnel	140 489 000	169 768 000	0	169 768 000	29 279 000	20,84
Titre 3 - 72 Dépenses de fonctionnement	195 365 000	184 986 620	2 500 000	187 486 620	-7 878 380	-4,03
Titre 4 - 72 Transferts courants	442 624 000	416 066 560	0	416 066 560	-26 557 440	-6,0
Total Budget de Fonctionnement	778 478 000	770 821 180	2 500 000	773 321 180	-5 156 820	-0,66
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 72 Investissements executés par l'état	3 020 000 000	4 444 130 000	0	4 444 130 000	1 424 130 000	47,16
Titre 6 - 72 Transfert en capital	850 000 000	1 045 000 000	0	1 045 000 000	195 000 000	22,94
Total Budget d'Investissement	3 870 000 000	5 489 130 000	0	5 489 130 000	1 619 130 000	41,84
TOTAL BUDGET GENERAL	4 648 478 000	6 259 951 180	2 500 000	6 262 451 180	1 613 973 180	34,72
Total Général Section 72	4 648 478 000	6 259 951 180	2 500 000	6 262 451 180	1 613 973 180	34,72
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur, des Universités et des Centres Universitaires Régionaux(CUR) et de la Recherche Scientifique						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 75 Dépenses de personnel	2 124 241 080	2 031 010 300	0	2 031 010 300	-93 230 780	-4,39
Titre 3 - 75 Dépenses de fonctionnement	2 679 117 000	2 679 117 000	50 000 000	2 729 117 000	50 000 000	1,87
Titre 4 - 75 Transferts courants	77 299 708 000	77 299 708 000	3 000 000 000	80 299 708 000	3 000 000 000	3,88
Total Budget de Fonctionnement	82 103 066 080	82 009 835 300	3 050 000 000	85 059 835 300	2 956 769 220	3,60
Budget d'Investissement						
Titre 5 - 75 Investissements executés par l'état	7 200 000 000	9 368 000 000	0	9 368 000 000	2 168 000 000	30,11
Titre 6 - 75 Transfert en capital	0	7 886 000 000	0	7 886 000 000	7 886 000 000	
Total Budget d'Investissement	7 200 000 000	17 254 000 000	0	17 254 000 000	10 054 000 000	139,64
TOTAL BUDGET GENERAL	89 303 066 080	99 263 835 300	3 050 000 000	102 313 835 300	13 010 769 220	14,57
Total Général Section 75	89 303 066 080	99 263 835 300	3 050 000 000	102 313 835 300	13 010 769 220	14,57
76						
BUDGET GENERAL						
Budget de Fonctionnement						
Titre 2 - 76 Dépenses de personnel	77 446 000	0	0	0	-77 446 000	-100,0
Titre 3 - 76 Dépenses de fonctionnement	130 231 000	0	0	0	-130 231 000	-100,0
Total Budget de Fonctionnement	207 677 000	0	0	0	-207 677 000	-100,0
TOTAL BUDGET GENERAL	207 677 000	0	0	0	-207 677 000	-100,0
Total Général Section 76	207 677 000	0	0	0	-207 677 000	-100,0



Un Peuple-Un But-Une Foi

RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2011	Loi de Finances pour l'année 2012				Ecart	
		Réévaluation Services Votés	Mesures Nouvelles/Crédits de Paiement Nouv	Total	Ecart		
					Valeur Absolue	%	
77 Ministère de Petite Enfance et de l'Enfance							
BUDGET GENERAL							
Budget de Fonctionnement							
Titre 2 - 77 Dépenses de personnel	0	450 057 780	0	450 057 780	450 057 780		
Titre 3 - 77 Dépenses de fonctionnement	0	221 668 000	10 000 000	231 668 000	231 668 000		
Titre 4 - 77 Transferts courants	0	596 464 000	0	596 464 000	596 464 000		
Total Budget de Fonctionnement	0	1 268 189 780	10 000 000	1 278 189 780	1 278 189 780		
Budget d'Investissement							
Titre 5 - 77 Investissements exécutés par l'état	0	388 000 000	0	388 000 000	388 000 000		
Titre 6 - 77 Transfert en capital	0	730 000 000	0	730 000 000	730 000 000		
Total Budget d'Investissement	0	1 118 000 000	0	1 118 000 000	1 118 000 000		
TOTAL BUDGET GENERAL	0	2 386 189 780	10 000 000	2 396 189 780	2 396 189 780		
Total Général Section 77	0	2 386 189 780	10 000 000	2 396 189 780	2 396 189 780		
78 Ministère Chargé des Elections							
BUDGET GENERAL							
Budget de Fonctionnement							
Titre 2 - 78 Dépenses de personnel	0	622 184 660	0	622 184 660	622 184 660		
Titre 3 - 78 Dépenses de fonctionnement	0	208 112 000	16 000 000 000	16 208 112 000	16 208 112 000		
Total Budget de Fonctionnement	0	830 296 660	16 000 000 000	16 830 296 660	16 830 296 660		
TOTAL BUDGET GENERAL	0	830 296 660	16 000 000 000	16 830 296 660	16 830 296 660		
Total Général Section 78	0	830 296 660	16 000 000 000	16 830 296 660	16 830 296 660		
TOTAL GENERAL TOUTES SECTIONS:	2 128 789 711 000	2 241 152 874 000	103 633 126 000	2 344 786 000 000	215 996 289 000	10,15	



**SITUATION PROVISoire D'EXECUTION BUDGETAIRE
PAR SECTION ET PAR TITRE (niveau central et régional)**

- **Gestion 2010 au 31 décembre 2010**
- **Gestion 2011 au 30 juin 2011**



SITUATION DE LA GESTION 2010 au 31 décembre 2010



GESTION :

2010

MOIS :

12-2010

à la date du 07/10/11

IMPUTATION Budget	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reportis de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= 9/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= 11/5)*1 00	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)	Reste à Payer (14=12-15)
21 - Présidence de la République	61 341 472 000	5 837 000 000	5 315 032 904	16 855 000	72 510 359 904	69 069 837 647	3 440 522 257	69 049 837 647	95	69 049 835 127	69 049 835 127	95	69 049 835 127	69 049 835 127	0
Dépenses de fonctionnement	12 406 086 000	0	7 480 032 904	0	19 886 118 904	16 681 807 367	3 204 311 537	16 661 807 367	84	16 661 805 154	16 661 805 154	84	16 661 805 154	16 661 805 154	0
Transferts courants	18 596 386 000	7 000 000 000	-2 165 000 000	0	23 431 386 000	23 331 386 000	100 000 000	23 331 386 000	100	23 331 386 000	23 331 386 000	100	23 331 386 000	23 331 386 000	0
Investissements exécutés par l'état	318 000 000	89 000 000	0	16 855 000	423 855 000	335 644 280	88 210 720	335 644 280	79	335 643 973	335 643 973	79	335 643 973	335 643 973	0
Transfert en capital	30 021 000 000	-1 252 000 000	0	0	28 769 000 000	28 721 000 000	48 000 000	28 721 000 000	100	28 721 000 000	28 721 000 000	100	28 721 000 000	28 721 000 000	0
22 - Assemblée Nationale	6 876 968 000	1 000 000 000	0	0	7 876 968 000	7 876 968 000	0	7 876 968 000	100	7 876 968 000	7 876 968 000	100	7 876 968 000	7 876 968 000	0
Dépenses de fonctionnement	6 280 168 000	1 000 000 000	0	0	7 280 168 000	7 280 168 000	0	7 280 168 000	100	7 280 168 000	7 280 168 000	100	7 280 168 000	7 280 168 000	0
Transferts courants	96 800 000	0	0	0	96 800 000	96 800 000	0	96 800 000	100	96 800 000	96 800 000	100	96 800 000	96 800 000	0
Transfert en capital	500 000 000	0	0	0	500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	100	500 000 000	500 000 000	100	500 000 000	500 000 000	0
23 - Commission Electorale	1 700 000 000	0	450 000 000	0	2 150 000 000	2 150 000 000	0	2 150 000 000	100	2 150 000 000	2 150 000 000	100	2 150 000 000	2 150 000 000	0
Transferts courants	1 700 000 000	0	450 000 000	0	2 150 000 000	2 150 000 000	0	2 150 000 000	100	2 150 000 000	2 150 000 000	100	2 150 000 000	2 150 000 000	0
24 - Conseil Economique et	1 442 000 000	1 970 016 000	0	0	3 412 016 000	3 412 016 000	0	3 412 016 000	100	3 412 016 000	3 412 016 000	100	3 412 016 000	3 412 016 000	0
Dépenses de fonctionnement	1 392 000 000	1 970 016 000	0	0	3 362 016 000	3 362 016 000	0	3 362 016 000	100	3 362 016 000	3 362 016 000	100	3 362 016 000	3 362 016 000	0
Transferts courants	50 000 000	0	0	0	50 000 000	50 000 000	0	50 000 000	100	50 000 000	50 000 000	100	50 000 000	50 000 000	0
25 - Conseil Constitutionnel	72 016 000	0	0	0	72 016 000	61 150 400	10 865 600	61 150 400	85	61 150 400	61 150 400	85	60 556 800	60 556 800	0
Dépenses de fonctionnement	72 016 000	0	0	0	72 016 000	61 150 400	10 865 600	61 150 400	85	61 150 400	61 150 400	85	60 556 800	60 556 800	0
27 - Cour Suprême	1 564 943 000	-500 000 000	320 000 000	0	1 384 943 000	1 382 830 543	2 112 457	1 382 830 543	100	1 382 830 543	1 382 830 543	100	1 382 830 543	1 382 830 543	0
Dépenses de fonctionnement	718 843 000	0	320 000 000	0	1 038 843 000	1 038 843 000	0	1 038 843 000	100	1 038 843 000	1 038 843 000	100	1 038 843 000	1 038 843 000	0
Transferts courants	2 100 000	0	0	0	2 100 000	0	2 100 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements exécutés par l'état	844 000 000	-500 000 000	0	0	344 000 000	343 987 543	12 457	343 987 543	100	343 987 543	343 987 543	100	343 987 543	343 987 543	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

**GESTION : 2010****MOIS : 12-2010**

à la date du 07/10/11

IMPUTATION Budget	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)*1 00	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)	Reste à Payer (14=12-15)
28 - Cour des Comptes	1 431 815 000	-83 000 000	0	2 000 000 000	3 348 815 000	271 281 237	3 077 533 763	268 204 537	8	252 602 779	252 602 779	8	252 602 779	252 602 779	0
Dépenses de fonctionnement	306 815 000	0	0	0	306 815 000	241 003 412	65 811 588	237 926 712	78	222 324 954	222 324 954	72	222 324 954	222 324 954	0
Investissements exécutés par l'état	1 125 000 000	-83 000 000	0	2 000 000 000	3 042 000 000	30 277 825	3 011 722 175	30 277 825	1	30 277 825	30 277 825	1	30 277 825	30 277 825	0
29 - SENAT	3 409 101 000	1 000 000 000	0	0	4 409 101 000	4 409 101 000	0	4 409 101 000	100	4 409 101 000	4 409 101 000	100	4 409 101 000	4 409 101 000	0
Dépenses de fonctionnement	1 109 101 000	1 000 000 000	0	0	2 109 101 000	2 109 101 000	0	2 109 101 000	100	2 109 101 000	2 109 101 000	100	2 109 101 000	2 109 101 000	0
Transfert en capital	2 300 000 000	0	0	0	2 300 000 000	2 300 000 000	0	2 300 000 000	100	2 300 000 000	2 300 000 000	100	2 300 000 000	2 300 000 000	0
30 - Primature	14 608 444 000	150 000 000	250 000 000	307 295 186	15 315 739 186	14 440 442 442	875 296 744	14 440 442 058	94	14 421 329 946	14 421 329 946	94	14 343 419 946	14 330 771 452	12 648 494
Dépenses de fonctionnement	4 053 465 000	0	250 000 000	0	4 303 465 000	4 093 302 073	210 162 927	4 093 301 873	95	4 074 189 761	4 074 189 761	95	4 070 279 761	4 057 631 267	12 648 494
Transferts courants	4 934 979 000	0	0	0	4 934 979 000	4 627 915 000	307 064 000	4 627 915 000	94	4 627 915 000	4 627 915 000	94	4 627 915 000	4 627 915 000	0
Investissements exécutés par l'état	795 000 000	0	0	307 295 186	1 102 295 186	744 225 369	358 069 817	744 225 185	68	744 225 185	744 225 185	68	670 225 185	670 225 185	0
Transfert en capital	4 825 000 000	150 000 000	0	0	4 975 000 000	4 975 000 000	0	4 975 000 000	100	4 975 000 000	4 975 000 000	100	4 975 000 000	4 975 000 000	0
31 - Ministère des Affaires Etrangères	23 624 943 000	-2 302 680 150	402 328 341	0	21 724 591 191	8 472 819 471	13 251 771 720	8 472 819 471	39	7 988 836 262	7 988 836 262	37	7 988 836 262	7 988 836 262	0
Dépenses de fonctionnement	14 321 307 000	-732 680 150	652 328 341	0	14 240 955 191	3 339 327 871	10 901 627 320	3 339 327 871	23	2 855 344 662	2 855 344 662	20	2 855 344 662	2 855 344 662	0
Transferts courants	4 958 636 000	0	-250 000 000	0	4 708 636 000	4 699 065 527	9 570 473	4 699 065 527	100	4 699 065 527	4 699 065 527	100	4 699 065 527	4 699 065 527	0
Investissements exécutés par l'état	4 195 000 000	-1 670 000 000	0	0	2 525 000 000	184 426 073	2 340 573 927	184 426 073	7	184 426 073	184 426 073	7	184 426 073	184 426 073	0
Transfert en capital	150 000 000	100 000 000	0	0	250 000 000	250 000 000	0	250 000 000	100	250 000 000	250 000 000	100	250 000 000	250 000 000	0
32 - Ministère des Forces Armées	34 626 121 000	-450 970 520	239 591 030	4 000 000 000	38 414 741 510	38 357 325 273	57 416 237	38 349 325 026	100	37 771 193 431	37 771 193 431	98	37 728 260 589	36 890 193 990	838 066 599
Dépenses de fonctionnement	20 370 842 000	749 029 480	239 591 030	0	21 359 462 510	21 302 484 461	56 978 049	21 294 484 214	96	20 716 385 624	20 716 385 624	97	20 693 266 632	19 855 200 033	838 066 599
Transferts courants	2 362 279 000	0	0	0	2 362 279 000	2 362 279 000	0	2 362 279 000	100	2 362 279 000	2 362 279 000	100	2 362 279 000	2 362 279 000	0
Investissements exécutés par l'état	11 419 000 000	-1 200 000 000	0	4 000 000 000	14 219 000 000	14 218 561 812	438 188	14 218 561 812	100	14 218 528 807	14 218 528 807	100	14 198 714 957	14 198 714 957	0
Transfert en capital	474 000 000	0	0	0	474 000 000	474 000 000	0	474 000 000	100	474 000 000	474 000 000	100	474 000 000	474 000 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



GESTION :

2010

MOIS :

12-2010

à la date du 07/10/11

IMPUTATION Budget	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)*1 00	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)	Reste à Payer (14=12-15)
33 - Ministère de l'Intérieur	16 718 587 000	-356 812 260	1 699 550 951	692 862 534	18 754 188 225	18 578 329 353	175 858 872	18 578 317 813	99	18 575 676 641	18 575 257 625	99	18 510 549 260	17 155 221 011	1 355 328 249
Dépenses de fonctionnement	6 918 587 000	-926 812 260	559 664 196	0	6 551 438 936	6 416 297 669	135 141 267	6 416 286 129	98	6 413 646 843	6 413 227 827	98	6 348 519 462	4 993 191 213	1 355 328 249
Investissements exécutés par l'état	7 800 000 000	570 000 000	0	692 862 534	9 062 862 534	9 022 144 929	40 717 605	9 022 144 929	100	9 022 143 043	9 022 143 043	100	9 022 143 043	9 022 143 043	0
Transfert en capital	2 000 000 000	0	1 139 886 755	0	3 139 886 755	3 139 886 755	0	3 139 886 755	100	3 139 886 755	3 139 886 755	100	3 139 886 755	3 139 886 755	0
34 - Ministère de la Justice	9 847 854 000	-1 206 135 015	-145 229 242	1 819 847 600	10 316 337 343	6 967 431 447	3 348 905 896	6 965 734 253	68	6 947 823 232	6 947 823 232	67	6 892 538 241	4 389 860 968	2 502 677 273
Dépenses de fonctionnement	6 412 154 000	-706 135 015	-111 861 242	0	5 594 157 743	5 427 985 050	166 172 693	5 426 287 856	97	5 408 544 359	5 408 544 359	97	5 353 259 368	2 850 582 095	2 502 677 273
Transferts courants	885 700 000	0	-33 368 000	0	852 332 000	852 332 000	0	852 332 000	100	852 332 000	852 332 000	100	852 332 000	852 332 000	0
Investissements exécutés par l'état	2 150 000 000	-100 000 000	0	1 819 847 600	3 869 847 600	687 114 397	3 182 733 203	687 114 397	18	686 946 873	686 946 873	18	686 946 873	686 946 873	0
Transfert en capital	400 000 000	-400 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
35 - Ministère de la Fonction Publique	2 094 846 000	-51 154 120	-20 271 736	0	2 023 420 144	2 000 263 227	23 156 917	2 000 263 227	99	1 996 854 556	1 996 854 556	99	1 981 076 556	1 980 000 536	1 076 020
Dépenses de fonctionnement	465 217 000	10 045 880	-20 271 736	0	454 991 144	440 922 588	14 068 556	440 922 588	97	437 515 140	437 515 140	96	421 737 140	420 661 120	1 076 020
Transferts courants	1 078 629 000	0	0	0	1 078 629 000	1 078 629 000	0	1 078 629 000	100	1 078 629 000	1 078 629 000	100	1 078 629 000	1 078 629 000	0
Investissements exécutés par l'état	551 000 000	-61 200 000	0	0	489 800 000	480 711 639	9 088 361	480 711 639	98	480 710 416	480 710 416	98	480 710 416	480 710 416	0
36 - Ministère des relations avec les	38 465 000	-3 496 010	48 604 544	0	83 573 534	83 547 346	26 188	83 547 346	100	83 315 346	83 315 346	100	83 315 346	83 315 346	0
Dépenses de fonctionnement	13 465 000	-3 496 010	48 604 544	0	58 573 534	58 556 716	16 818	58 556 716	100	58 324 716	58 324 716	100	58 324 716	58 324 716	0
Investissements exécutés par l'état	25 000 000	0	0	0	25 000 000	24 990 630	9 370	24 990 630	100	24 990 630	24 990 630	100	24 990 630	24 990 630	0
37 - Ministère du Travail et des	498 115 000	11 866 800	420 477 660	0	930 459 460	767 285 535	163 173 925	767 285 535	82	767 247 607	767 247 607	82	767 247 607	731 972 505	35 275 102
Dépenses de fonctionnement	82 115 000	27 866 800	420 477 660	0	530 459 460	530 309 018	150 442	530 309 018	100	530 271 090	530 271 090	100	530 271 090	494 995 988	35 275 102
Transferts courants	140 000 000	0	0	0	140 000 000	140 000 000	0	140 000 000	100	140 000 000	140 000 000	100	140 000 000	140 000 000	0
Investissements exécutés par l'état	276 000 000	-16 000 000	0	0	260 000 000	96 976 517	163 023 483	96 976 517	37	96 976 517	96 976 517	37	96 976 517	96 976 517	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

**GESTION : 2010****MOIS : 12-2010**

à la date du 07/10/11

IMPUTATION Budget	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Report de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)*1 00	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)	Reste à Payer (14=12-15)
38 -	169 000 000	-49 910 000	90 498 086	0	209 588 086	192 285 116	17 302 970	192 285 116	92	191 471 734	191 471 734	91	191 442 934	191 442 934	0
Dépenses de fonctionnement	24 000 000	-9 910 000	90 498 086	0	104 588 086	101 186 996	3 401 090	101 186 996	97	100 373 614	100 373 614	96	100 373 614	100 373 614	0
Investissements exécutés par l'état	145 000 000	-40 000 000	0	0	105 000 000	91 098 120	13 901 880	91 098 120	87	91 098 120	91 098 120	87	91 069 320	91 069 320	0
39 - Ministère des Sénégalais de	792 702 000	-61 413 780	-24 822 424	0	706 465 796	701 152 724	5 313 072	699 152 724	99	699 151 839	699 151 839	99	698 169 039	698 161 339	7 700
Dépenses de fonctionnement	386 228 000	-36 413 780	-23 758 324	0	326 055 896	320 759 630	5 296 266	318 759 630	98	318 758 745	318 758 745	98	317 775 945	317 768 245	7 700
Transferts courants	61 474 000	0	-1 064 100	0	60 409 900	60 409 900	0	60 409 900	100	60 409 900	60 409 900	100	60 409 900	60 409 900	0
Investissements exécutés par l'état	95 000 000	-25 000 000	0	0	70 000 000	69 983 194	16 806	69 983 194	100	69 983 194	69 983 194	100	69 983 194	69 983 194	0
Transfert en capital	250 000 000	0	0	0	250 000 000	250 000 000	0	250 000 000	100	250 000 000	250 000 000	100	250 000 000	250 000 000	0
40 - Ministère de l'Economie	4 720 126 000	-432 442 460	-53 675 908	158 028 976	4 392 036 608	4 307 975 661	84 060 947	4 307 975 661	98	4 306 468 610	4 306 468 610	98	4 298 154 728	4 174 846 919	123 307 809
Dépenses de fonctionnement	757 526 000	-99 442 460	-47 375 908	0	610 707 632	578 492 477	32 215 155	578 492 477	95	576 986 126	576 986 126	94	571 504 201	448 196 392	123 307 809
Transferts courants	171 600 000	0	-6 300 000	0	165 300 000	165 300 000	0	165 300 000	100	165 300 000	165 300 000	100	165 300 000	165 300 000	0
Investissements exécutés par l'état	3 551 000 000	-233 000 000	0	158 028 976	3 476 028 976	3 424 183 184	51 845 792	3 424 183 184	99	3 424 182 484	3 424 182 484	99	3 421 350 527	3 421 350 527	0
Transfert en capital	240 000 000	-100 000 000	0	0	140 000 000	140 000 000	0	140 000 000	100	140 000 000	140 000 000	100	140 000 000	140 000 000	0
41 - Ministère Coop. Int. des	101 269 572 000	-448 159 180	-38 954 478	293 000 000	101 075 458 342	100 880 311 718	195 146 624	100 880 304 578	100	100 880 227 662	100 880 227 662	100	100 867 845 983	100 835 144 453	32 701 530
Dépenses de fonctionnement	768 572 000	-41 159 180	-38 954 478	0	688 458 342	686 183 337	2 275 005	686 176 197	100	686 100 708	686 100 708	100	673 719 029	641 017 499	32 701 530
Transferts courants	300 000 000	0	0	0	300 000 000	300 000 000	0	300 000 000	100	300 000 000	300 000 000	100	300 000 000	300 000 000	0
Investissements exécutés par l'état	4 407 000 000	-67 000 000	0	0	4 340 000 000	4 147 128 381	192 871 619	4 147 128 381	96	4 147 126 954	4 147 126 954	96	4 147 126 954	4 147 126 954	0
Transfert en capital	95 794 000 000	-340 000 000	0	293 000 000	95 747 000 000	95 747 000 000	0	95 747 000 000	100	95 747 000 000	95 747 000 000	100	95 747 000 000	95 747 000 000	0
42 - Ministère de l'agriculture	48 846 496 000	-279 981 120	66 968 493	43 882 600	48 677 365 973	48 006 781 431	670 584 542	48 005 712 833	99	48 003 488 732	48 003 488 732	99	47 980 284 512	47 487 537 357	492 747 155
Dépenses de fonctionnement	1 476 879 000	-179 981 120	-33 031 507	0	1 263 866 373	1 200 449 445	63 416 928	1 200 449 445	95	1 198 231 423	1 198 231 423	95	1 183 935 613	691 188 458	492 747 155
Transferts courants	5 121 317 000	0	0	0	5 121 317 000	5 121 317 000	0	5 121 317 000	100	5 121 317 000	5 121 317 000	100	5 121 317 000	5 121 317 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

**GESTION : 2010****MOIS : 12-2010**

à la date du 07/10/11

IMPUTATION Budget	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8/ 9/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= 11/5)*1 00	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)	Reste à Payer (14=12-15)
Investissements executés par l'état	4 616 100 000	-250 000 000	-1 528 564 374	43 882 600	2 881 418 226	2 274 450 612	606 967 614	2 273 382 014	79	2 273 375 935	2 273 375 935	79	2 264 467 525	2 264 467 525	0
Transfert en capital	37 632 200 000	150 000 000	1 628 564 374	0	39 410 764 374	39 410 564 374	200 000	39 410 564 374	100	39 410 564 374	39 410 564 374	100	39 410 564 374	39 410 564 374	0
43 - Ministère de l'Economie et des	53 258 857 000	-6 868 445 872	4 828 505 025	4 502 428 350	55 721 344 503	63 353 435 105	-7 632 090 602	63 351 571 047	114	63 222 033 143	63 222 008 143	113	62 953 432 409	62 363 420 099	590 012 310
Dépenses de fonctionnement	8 125 428 000	-303 765 128	-689 494 975	0	7 132 167 897	7 042 738 182	89 429 715	7 042 724 496	99	6 913 190 577	6 913 165 577	97	6 755 638 353	6 165 626 043	590 012 310
Transferts courants	3 838 429 000	0	618 000 000	0	4 456 429 000	4 456 429 000	0	4 456 429 000	100	4 456 429 000	4 456 429 000	100	4 456 429 000	4 456 429 000	0
Investissements executés par l'état	23 514 300 000	-3 695 396 930	2 732 957 361	4 502 428 350	27 054 288 781	34 814 227 448	-7 759 938 667	34 812 377 076	129	34 812 373 091	34 812 373 091	129	34 701 324 581	34 701 324 581	0
Transfert en capital	17 780 700 000	-2 869 283 814	2 167 042 639	0	17 078 458 825	17 040 040 475	38 418 350	17 040 040 475	100	17 040 040 475	17 040 040 475	100	17 040 040 475	17 040 040 475	0
44 - Ministère des Mines, de	4 336 916 000	-551 525 418	-9 533 205	0	3 775 857 377	3 364 520 773	411 336 604	3 364 520 773	89	3 364 520 002	3 364 520 002	89	3 330 057 236	3 301 240 475	28 816 761
Dépenses de fonctionnement	312 852 000	-26 525 418	-9 533 205	0	276 793 377	268 251 764	8 541 613	268 251 764	97	268 251 109	268 251 109	97	268 151 109	239 334 348	28 816 761
Transferts courants	1 311 064 000	0	0	0	1 311 064 000	1 311 064 000	0	1 311 064 000	100	1 311 064 000	1 311 064 000	100	1 311 064 000	1 311 064 000	0
Investissements executés par l'état	1 796 000 000	-525 000 000	0	0	1 271 000 000	868 205 009	402 794 991	868 205 009	68	868 204 893	868 204 893	68	833 842 127	833 842 127	0
Transfert en capital	917 000 000	0	0	0	917 000 000	917 000 000	0	917 000 000	100	917 000 000	917 000 000	100	917 000 000	917 000 000	0
45 - Ministère du Commerce	2 590 311 000	-71 253 850	-11 193 886	0	2 507 863 264	2 495 993 086	11 870 178	2 495 992 752	100	2 495 992 423	2 495 992 423	100	2 492 140 332	2 381 931 775	110 208 557
Dépenses de fonctionnement	440 691 000	-71 253 850	-11 193 886	0	358 243 264	348 597 251	9 646 013	348 596 917	97	348 596 588	348 596 588	97	344 744 497	234 535 940	110 208 557
Transferts courants	1 074 620 000	0	0	0	1 074 620 000	1 074 620 000	0	1 074 620 000	100	1 074 620 000	1 074 620 000	100	1 074 620 000	1 074 620 000	0
Investissements executés par l'état	225 000 000	0	0	0	225 000 000	222 775 835	2 224 165	222 775 835	99	222 775 835	222 775 835	99	222 775 835	222 775 835	0
Transfert en capital	850 000 000	0	0	0	850 000 000	850 000 000	0	850 000 000	100	850 000 000	850 000 000	100	850 000 000	850 000 000	0
46 - Ministère de l'Urbanisme, de	53 241 248 000	-1 208 510 020	-5 711 578 949	796 915 908	47 118 074 939	45 674 637 622	1 443 437 317	45 661 636 593	97	45 657 020 152	45 657 020 152	97	45 503 664 493	45 430 948 829	72 715 664
Dépenses de fonctionnement	768 248 000	-2 510 020	-36 578 949	0	729 159 031	721 253 514	7 905 517	721 246 274	99	716 632 488	716 632 488	98	710 654 484	637 938 820	72 715 664
Transferts courants	55 000 000	50 000 000	0	0	105 000 000	105 000 000	0	105 000 000	100	105 000 000	105 000 000	100	105 000 000	105 000 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

**GESTION :****2010****MOIS :****12-2010**

à la date du 07/10/11

IMPUTATION Budget	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)*1 00	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)	Reste à Payer (14=12-15)
Investissements executés par l'état	7 313 000 000	-400 000 000	-558 330 770	796 915 908	7 151 585 138	5 716 053 338	1 435 531 800	5 703 059 549	80	5 703 056 894	5 703 056 894	80	5 555 679 239	5 555 679 239	0
Transfert en capital	45 105 000 000	-856 000 000	-5 116 669 230	0	39 132 330 770	39 132 330 770	0	39 132 330 770	100	39 132 330 770	39 132 330 770	100	39 132 330 770	39 132 330 770	0
47 -	2 138 281 000	-19 899 340	-13 291 891	0	2 105 089 769	2 100 209 564	4 880 205	2 100 209 564	100	2 100 208 537	2 100 208 537	100	2 080 121 989	2 080 121 989	0
Dépenses de fonctionnement	138 281 000	-19 899 340	-13 291 891	0	105 089 769	100 209 564	4 880 205	100 209 564	95	100 208 537	100 208 537	95	80 121 989	80 121 989	0
Transfert en capital	2 000 000 000	0	0	0	2 000 000 000	2 000 000 000	0	2 000 000 000	100	2 000 000 000	2 000 000 000	100	2 000 000 000	2 000 000 000	0
49 - Ministère de l'Artisanat du	1 722 845 000	-27 426 100	170 253 781	0	1 865 672 681	1 828 054 633	37 618 048	1 828 053 623	98	1 825 020 416	1 825 020 416	98	1 822 512 744	1 774 329 185	48 183 559
Dépenses de fonctionnement	355 069 000	-27 426 100	-5 655 219	0	321 987 681	318 758 632	3 229 049	318 758 632	99	315 726 103	315 726 103	98	313 597 731	265 414 172	48 183 559
Transferts courants	547 776 000	0	175 909 000	0	723 685 000	723 685 000	0	723 685 000	100	723 685 000	723 685 000	100	723 685 000	723 685 000	0
Investissements executés par l'état	520 000 000	0	0	0	520 000 000	485 611 001	34 388 999	485 609 991	93	485 609 313	485 609 313	93	485 230 013	485 230 013	0
Transfert en capital	300 000 000	0	0	0	300 000 000	300 000 000	0	300 000 000	100	300 000 000	300 000 000	100	300 000 000	300 000 000	0
50 - Ministère de l'Enseignement	112 476 022 000	32 360 267 160	1 497 292 856	213 004 480	146 546 586 496	143 163 355 729	3 383 230 767	143 147 702 058	98	139 149 880 670	139 149 562 230	95	135 449 982 423	60 007 053 041	75 442 929 382
Dépenses de fonctionnement	88 063 412 000	35 460 267 160	1 547 292 856	0	125 070 972 016	123 241 609 130	1 829 362 886	123 225 955 459	37	119 228 358 513	119 228 040 073	95	115 533 585 266	40 090 655 884	75 442 929 382
Transferts courants	1 686 910 000	0	-50 000 000	0	1 636 910 000	1 636 908 800	1 200	1 636 908 800	100	1 636 908 800	1 636 908 800	100	1 636 908 800	1 636 908 800	0
Investissements executés par l'état	18 496 000 000	-3 100 000 000	0	213 004 480	15 609 004 480	14 105 137 799	1 503 866 681	14 105 137 799	90	14 104 913 357	14 104 913 357	90	14 099 788 357	14 099 788 357	0
Transfert en capital	4 229 700 000	0	0	0	4 229 700 000	4 179 700 000	50 000 000	4 179 700 000	99	4 179 700 000	4 179 700 000	99	4 179 700 000	4 179 700 000	0
52 - Ministère des Sports	4 362 786 000	-32 628 290	167 644 517	0	4 497 802 227	4 042 371 660	455 430 567	4 041 580 048	90	4 033 047 859	4 033 047 859	90	4 024 833 749	3 965 144 598	59 689 151
Dépenses de fonctionnement	1 672 153 000	1 371 710	795 776 792	0	2 469 301 502	2 467 589 633	1 711 869	2 466 798 021	99	2 458 265 832	2 458 265 832	100	2 457 051 722	2 397 362 571	59 689 151
Transferts courants	1 190 633 000	-34 000 000	-628 132 275	0	528 500 725	528 500 725	0	528 500 725	100	528 500 725	528 500 725	100	528 500 725	528 500 725	0
Investissements executés par l'état	1 500 000 000	0	0	0	1 500 000 000	1 046 281 302	453 718 698	1 046 281 302	70	1 046 281 302	1 046 281 302	70	1 039 281 302	1 039 281 302	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

**GESTION :****2010****MOIS :****12-2010**

à la date du 07/10/11

IMPUTATION Budget	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)*1 00	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)	Reste à Payer (14=12-15)
53 - Ministère de la Culture du Genre	22 785 899 000	-681 360 120	7 982 216 445	180 000 000	30 266 755 325	30 258 759 987	7 995 338	30 258 759 987	100	30 258 248 165	30 258 248 165	100	30 251 261 099	30 169 273 577	81 987 522
Dépenses de fonctionnement	520 889 000	-64 795 640	-17 641 555	0	438 451 805	430 547 716	7 904 089	430 547 716	98	430 035 894	430 035 894	98	423 048 828	341 061 306	81 987 522
Transferts courants	3 267 010 000	0	-142 000	0	3 266 868 000	3 266 867 999	1	3 266 867 999	100	3 266 867 999	3 266 867 999	100	3 266 867 999	3 266 867 999	0
Investissements executés par l'état	698 000 000	-616 564 480	-180 000 000	180 000 000	81 435 520	81 344 272	91 248	81 344 272	100	81 344 272	81 344 272	100	81 344 272	81 344 272	0
Transfert en capital	18 300 000 000	0	8 180 000 000	0	26 480 000 000	26 480 000 000	0	26 480 000 000	100	26 480 000 000	26 480 000 000	100	26 480 000 000	26 480 000 000	0
54 - Ministère de la Santé, de l'hygiene	55 115 981 000	289 028 405	-242 234 083	2 000 000 000	57 162 775 322	52 844 927 083	4 317 848 239	52 766 710 871	92	52 634 565 169	52 634 565 169	92	52 448 005 397	50 188 754 463	2 259 250 934
Dépenses de fonctionnement	14 543 550 000	387 837 000	1 493 522 846	0	16 424 909 846	16 048 445 944	376 463 902	15 970 229 732	97	15 838 084 414	15 838 084 414	96	15 697 465 076	13 438 214 142	2 259 250 934
Transferts courants	28 450 431 000	-387 837 000	-1 735 756 929	0	26 326 837 071	26 322 232 227	4 604 844	26 322 232 227	100	26 322 232 227	26 322 232 227	100	26 299 692 727	26 299 692 727	0
Investissements executés par l'état	9 937 000 000	289 028 405	0	2 000 000 000	12 226 028 405	8 289 248 912	3 936 779 493	8 289 248 912	68	8 289 248 528	8 289 248 528	68	8 265 847 594	8 265 847 594	0
Transfert en capital	2 185 000 000	0	0	0	2 185 000 000	2 185 000 000	0	2 185 000 000	100	2 185 000 000	2 185 000 000	100	2 185 000 000	2 185 000 000	0
55 - Ministère de la Jeunesse et des	2 390 416 000	-158 449 460	-24 512 519	0	2 207 454 021	1 956 322 929	251 131 092	1 947 211 167	88	1 940 685 742	1 940 685 742	88	1 916 899 357	1 825 439 015	91 460 342
Dépenses de fonctionnement	1 083 416 000	-158 449 460	-22 512 519	0	902 454 021	888 122 421	14 331 600	888 122 421	95	881 597 492	881 597 492	98	872 311 107	780 850 765	91 460 342
Transferts courants	245 000 000	0	-2 000 000	0	243 000 000	243 000 000	0	243 000 000	100	243 000 000	243 000 000	100	243 000 000	243 000 000	0
Investissements executés par l'état	562 000 000	0	0	0	562 000 000	325 200 508	236 799 492	316 088 746	56	316 088 250	316 088 250	56	301 588 250	301 588 250	0
Transfert en capital	500 000 000	0	0	0	500 000 000	500 000 000	0	500 000 000	100	500 000 000	500 000 000	100	500 000 000	500 000 000	0
56 - Ministère de l'Environnement et	8 955 092 000	-297 431 480	-164 130 104	22 600 000	8 516 130 416	8 030 369 699	485 760 717	8 030 368 535	94	7 987 522 997	7 987 129 961	94	7 950 356 843	6 510 816 401	1 439 540 442
Dépenses de fonctionnement	4 126 472 000	-324 431 480	-114 130 104	0	3 687 910 416	3 639 671 434	48 238 982	3 639 670 270	98	3 596 444 287	3 596 444 287	98	3 559 671 169	2 120 130 727	1 439 540 442
Transferts courants	391 620 000	0	-50 000 000	0	341 620 000	341 620 000	0	341 620 000	100	341 620 000	341 620 000	100	341 620 000	341 620 000	0
Investissements executés par l'état	2 752 000 000	17 000 000	14 000 000	22 600 000	2 805 600 000	2 378 078 265	427 521 735	2 378 078 265	85	2 378 458 710	2 378 065 674	85	2 378 065 674	2 378 065 674	0
Transfert en capital	1 685 000 000	10 000 000	-14 000 000	0	1 681 000 000	1 671 000 000	10 000 000	1 671 000 000	99	1 671 000 000	1 671 000 000	99	1 671 000 000	1 671 000 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

**GESTION : 2010****MOIS : 12-2010**

à la date du 07/10/11

IMPUTATION Budget	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)*1 00	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)	Reste à Payer (14=12-15)
57 - Ministère de l'Action Sociale et	1 588 535 000	344 867 900	42 159 194	174 750 000	2 150 312 094	2 120 743 205	29 568 889	2 120 743 205	99	2 117 690 332	2 117 690 332	98	2 107 058 953	1 976 853 953	130 205 000
Dépenses de fonctionnement	413 382 000	-65 632 100	42 698 094	0	390 447 994	369 541 643	20 906 351	369 541 643	95	366 488 770	366 488 770	94	355 857 391	225 652 391	130 205 000
Transferts courants	375 153 000	84 500 000	-538 900	0	459 114 100	459 114 100	0	459 114 100	100	459 114 100	459 114 100	100	459 114 100	459 114 100	0
Investissements executés par l'état	222 000 000	0	0	750 000	222 750 000	214 087 462	8 662 538	214 087 462	96	214 087 462	214 087 462	96	214 087 462	214 087 462	0
Transfert en capital	578 000 000	326 000 000	0	174 000 000	1 078 000 000	1 078 000 000	0	1 078 000 000	100	1 078 000 000	1 078 000 000	100	1 078 000 000	1 078 000 000	0
58 - Ministère de la Famille et des	10 077 734 000	105 753 040	73 729 713	556 000 000	10 813 216 753	10 601 767 931	211 448 822	10 601 017 931	98	10 596 313 951	10 596 313 951	98	10 403 081 372	10 321 779 165	81 302 207
Dépenses de fonctionnement	1 638 534 000	-104 746 960	-201 670 487	0	1 332 116 553	1 283 329 958	48 786 595	1 282 579 958	96	1 277 875 998	1 277 875 998	96	1 273 527 025	1 192 224 818	81 302 207
Transferts courants	1 106 200 000	25 500 000	275 400 200	0	1 407 100 200	1 407 100 200	0	1 407 100 200	100	1 407 100 200	1 407 100 200	100	1 231 700 000	1 231 700 000	0
Investissements executés par l'état	2 043 500 000	-918 000 000	0	0	1 125 500 000	962 837 773	162 662 227	962 837 773	86	962 837 753	962 837 753	86	949 354 347	949 354 347	0
Transfert en capital	5 289 500 000	1 103 000 000	0	556 000 000	6 948 500 000	6 948 500 000	0	6 948 500 000	100	6 948 500 000	6 948 500 000	100	6 948 500 000	6 948 500 000	0
59 - Ministère de l'Enseignement	12 590 939 000	-548 091 054	-129 983 557	540 000 000	12 452 864 389	11 192 510 810	1 260 353 579	11 192 510 810	90	11 026 340 999	11 026 340 999	89	10 991 173 895	8 570 477 691	2 420 696 204
Dépenses de fonctionnement	5 485 555 000	-363 186 360	-74 836 557	0	5 047 532 083	4 950 148 708	97 383 375	4 950 148 708	56	4 783 979 697	4 783 979 697	95	4 748 812 593	2 332 116 389	2 416 696 204
Transferts courants	892 384 000	0	-55 147 000	0	837 237 000	837 237 000	0	837 237 000	100	837 237 000	837 237 000	100	837 237 000	837 237 000	0
Investissements executés par l'état	4 736 000 000	-184 904 694	-75 000 000	540 000 000	5 016 095 306	3 928 125 102	1 087 970 204	3 928 125 102	78	3 928 124 302	3 928 124 302	78	3 928 124 302	3 924 124 302	4 000 000
Transfert en capital	1 477 000 000	0	75 000 000	0	1 552 000 000	1 477 000 000	75 000 000	1 477 000 000	95	1 477 000 000	1 477 000 000	95	1 477 000 000	1 477 000 000	0
60 - Charges non Réparties	141 239 266 000	463 438 601	-15 477 795 267	0	126 224 909 334	119 812 479 222	6 412 430 112	119 812 479 222	95	119 221 896 394	119 221 667 394	94	119 174 605 606	118 502 322 968	672 282 638
Dépenses de fonctionnement	76 496 329 000	16 182 556 601	-15 680 008 601	0	76 998 877 000	76 154 205 966	844 671 034	76 154 205 966	98	75 563 623 138	75 563 394 138	98	75 516 332 350	74 844 049 712	672 282 638
Transferts courants	64 742 937 000	-15 719 118 000	202 213 334	0	49 226 032 334	43 658 273 256	5 567 759 078	43 658 273 256	89	43 658 273 256	43 658 273 256	89	43 658 273 256	43 658 273 256	0
62 - Min Elevage	5 969 847 000	-245 489 367	-12 238 709	2 657 529 366	8 369 648 290	7 739 282 305	630 365 985	7 739 204 665	92	7 734 053 825	7 733 269 396	92	7 720 798 021	7 346 668 124	374 129 897
Dépenses de fonctionnement	813 705 000	-73 810 880	-12 238 709	0	727 655 411	695 524 326	32 131 085	695 446 686	96	694 855 478	694 855 478	95	683 326 998	338 338 313	344 988 685
Transferts courants	229 142 000	0	0	0	229 142 000	229 142 000	0	229 142 000	87	229 141 212	229 141 212	100	229 141 212	200 000 000	29 141 212

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



GESTION : 2010

MOIS : 12-2010

à la date du 07/10/11

IMPUTATION Budget	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)*1 00	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)	Reste à Payer (14=12-15)
Investissements exécutés par l'état	4 053 000 000	-97 678 487	-440 000 000	817 529 366	4 332 850 879	4 174 615 979	158 234 900	4 174 615 979	96	4 170 057 135	4 169 272 706	96	4 168 329 811	4 168 329 811	0
Transfert en capital	874 000 000	-74 000 000	440 000 000	1 840 000 000	3 080 000 000	2 640 000 000	440 000 000	2 640 000 000	86	2 640 000 000	2 640 000 000	86	2 640 000 000	2 640 000 000	0
63 - Ministère de la communication et	7 205 784 000	-2 644 920	-72 899 180	0	7 130 239 900	7 130 108 737	131 163	7 127 608 664	100	7 127 285 487	7 127 285 487	100	7 127 285 487	7 127 285 487	0
Dépenses de fonctionnement	1 075 414 000	-2 644 920	-72 899 180	0	999 869 900	999 738 737	131 163	997 238 664	100	996 915 487	996 915 487	100	996 915 487	996 915 487	0
Transferts courants	721 370 000	0	0	0	721 370 000	721 370 000	0	721 370 000	100	721 370 000	721 370 000	100	721 370 000	721 370 000	0
Transfert en capital	5 409 000 000	0	0	0	5 409 000 000	5 409 000 000	0	5 409 000 000	100	5 409 000 000	5 409 000 000	100	5 409 000 000	5 409 000 000	0
64 - Ministère de l'Entrepreneuriat	1 587 327 000	-459 728 080	55 031 770	0	1 182 630 690	1 145 109 782	37 520 908	1 145 109 782	97	1 144 109 262	1 144 109 262	97	1 131 609 262	1 131 609 262	0
Dépenses de fonctionnement	82 454 000	-39 728 080	55 031 770	0	97 757 690	94 552 543	3 205 147	94 552 543	97	93 552 023	93 552 023	96	93 552 023	93 552 023	0
Transferts courants	441 873 000	0	0	0	441 873 000	441 873 000	0	441 873 000	100	441 873 000	441 873 000	100	441 873 000	441 873 000	0
Investissements exécutés par l'état	318 000 000	-150 000 000	0	0	168 000 000	133 684 239	34 315 761	133 684 239	80	133 684 239	133 684 239	80	121 184 239	121 184 239	0
Transfert en capital	745 000 000	-270 000 000	0	0	475 000 000	475 000 000	0	475 000 000	100	475 000 000	475 000 000	100	475 000 000	475 000 000	0
65 - Ministère de la Décentralisation et	33 302 449 000	-1 069 192 920	-46 720 537	0	32 186 535 543	31 872 151 218	314 384 325	31 872 151 218	99	31 870 829 573	31 870 829 573	99	31 858 782 953	31 730 060 684	128 722 269
Dépenses de fonctionnement	487 773 000	-39 192 920	-3 152 537	0	445 427 543	431 305 593	14 121 950	431 305 593	97	429 984 196	429 984 196	97	417 937 576	289 215 307	128 722 269
Transferts courants	18 626 676 000	-1 100 000 000	-43 568 000	0	17 483 108 000	17 483 108 000	0	17 483 108 000	100	17 483 108 000	17 483 108 000	100	17 483 108 000	17 483 108 000	0
Investissements exécutés par l'état	1 388 000 000	0	0	0	1 388 000 000	1 087 737 625	300 262 375	1 087 737 625	78	1 087 737 377	1 087 737 377	78	1 087 737 377	1 087 737 377	0
Transfert en capital	12 800 000 000	70 000 000	0	0	12 870 000 000	12 870 000 000	0	12 870 000 000	100	12 870 000 000	12 870 000 000	100	12 870 000 000	12 870 000 000	0
66 - Min. des Transports	5 612 196 000	-526 108 120	13 933 533	0	5 100 021 413	5 014 315 700	85 705 713	5 014 315 700	98	5 014 315 690	5 014 315 690	98	5 008 057 303	4 964 896 608	43 160 695
Dépenses de fonctionnement	287 196 000	-26 108 120	13 933 533	0	275 021 413	264 830 740	10 190 673	264 830 740	96	264 830 730	264 830 730	96	258 572 343	215 411 648	43 160 695
Transferts courants	50 000 000	0	0	0	50 000 000	50 000 000	0	50 000 000	100	50 000 000	50 000 000	100	50 000 000	50 000 000	0
Investissements exécutés par l'état	155 000 000	0	0	0	155 000 000	79 984 960	75 015 040	79 984 960	52	79 984 960	79 984 960	52	79 984 960	79 984 960	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visés par ORD (titres émis) + Délégations émises

**GESTION :****2010****MOIS :****12-2010**

à la date du 07/10/11

IMPUTATION Budget	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100 (9/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)*1 00 (11/5)*1 00	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)	Reste à Payer (14=12-15)
Transfert en capital	5 120 000 000	-500 000 000	0	0	4 620 000 000	4 619 500 000	500 000	4 619 500 000	100	4 619 500 000	4 619 500 000	100	4 619 500 000	4 619 500 000	0
67 - Ministère des Energies	352 671 000	-12 414 100	143 884 972	0	484 141 872	460 117 214	24 024 658	460 117 214	95	460 116 628	460 116 628	95	460 116 628	460 116 628	0
Dépenses de fonctionnement	52 671 000	-12 414 100	143 884 972	0	184 141 872	184 100 973	40 899	184 100 973	100	184 100 387	184 100 387	100	184 100 387	184 100 387	0
Investissements executés par l'état	200 000 000	0	0	0	200 000 000	176 016 241	23 983 759	176 016 241	88	176 016 241	176 016 241	88	176 016 241	176 016 241	0
Transfert en capital	100 000 000	0	0	0	100 000 000	100 000 000	0	100 000 000	100	100 000 000	100 000 000	100	100 000 000	100 000 000	0
68 - Ministère de l'Urbanisme, de	8 795 338 000	-40 866 540	-14 948 843	0	8 739 522 617	8 119 630 992	619 891 625	8 119 630 992	93	8 119 486 677	8 119 486 677	93	8 117 715 205	8 022 087 752	95 627 453
Dépenses de fonctionnement	337 338 000	-40 866 540	-14 948 843	0	281 522 617	242 950 778	38 571 839	242 950 778	86	242 807 074	242 807 074	86	241 035 602	145 408 149	95 627 453
Investissements executés par l'état	1 050 000 000	0	0	0	1 050 000 000	468 680 214	581 319 786	468 680 214	45	468 679 603	468 679 603	45	468 679 603	468 679 603	0
Transfert en capital	7 408 000 000	0	0	0	7 408 000 000	7 408 000 000	0	7 408 000 000	100	7 408 000 000	7 408 000 000	100	7 408 000 000	7 408 000 000	0
69 -	1 734 887 000	-22 654 740	107 107 490	0	1 819 339 750	1 817 306 029	2 033 721	1 817 306 029	100	1 817 305 565	1 817 305 565	100	1 817 305 565	1 817 305 565	0
Dépenses de fonctionnement	479 887 000	-22 654 740	107 107 490	0	564 339 750	562 306 029	2 033 721	562 306 029	100	562 305 565	562 305 565	100	562 305 565	562 305 565	0
Transferts courants	300 000 000	0	0	0	300 000 000	300 000 000	0	300 000 000	100	300 000 000	300 000 000	100	300 000 000	300 000 000	0
Transfert en capital	955 000 000	0	0	0	955 000 000	955 000 000	0	955 000 000	100	955 000 000	955 000 000	100	955 000 000	955 000 000	0
72 - Ministère des Ecovillages, des	2 273 184 000	-23 939 000	55 795 196	0	2 305 040 196	2 073 090 445	231 949 751	2 073 090 445	90	2 024 654 767	2 024 654 767	88	2 024 654 767	2 022 872 891	1 781 876
Dépenses de fonctionnement	94 184 000	-23 939 000	55 795 196	0	126 040 196	123 378 072	2 662 124	123 378 072	98	123 378 072	123 378 072	98	123 378 072	121 596 196	1 781 876
Transferts courants	470 000 000	0	0	0	470 000 000	470 000 000	0	470 000 000	100	470 000 000	470 000 000	100	470 000 000	470 000 000	0
Investissements executés par l'état	850 000 000	0	0	0	850 000 000	620 712 373	229 287 627	620 712 373	73	572 276 695	572 276 695	67	572 276 695	572 276 695	0
Transfert en capital	859 000 000	0	0	0	859 000 000	859 000 000	0	859 000 000	100	859 000 000	859 000 000	100	859 000 000	859 000 000	0
75 - Ministère de l'Enseignement	87 177 603 000	6 135 718 660	6 130 633 667	1 000 000 000	100 443 955 327	98 910 389 491	1 533 565 836	98 910 389 349	98	98 769 141 921	98 769 141 921	98	98 740 537 841	98 038 469 896	702 067 945
Dépenses de fonctionnement	2 945 731 000	115 718 000	-134 843 673	0	2 926 605 327	2 919 183 703	7 421 624	2 919 183 561	74	2 777 938 967	2 777 938 967	95	2 749 334 887	2 047 266 942	702 067 945

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



GESTION :

2010

MOIS :

12-2010

à la date du 07/10/11

IMPUTATION Budget	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)*1 00	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)	Reste à Payer (14=12-15)
Transferts courants	79 425 872 000	6 300 000 660	6 265 477 340	0	91 991 350 000	91 464 142 173	527 207 827	91 464 142 173	99	91 464 142 173	91 464 142 173	99	91 464 142 173	91 464 142 173	0
Investissements exécutés par l'état	4 806 000 000	-280 000 000	0	1 000 000 000	5 526 000 000	4 527 063 615	998 936 385	4 527 063 615	82	4 527 060 781	4 527 060 781	82	4 527 060 781	4 527 060 781	0
76 -	24 000 000	-6 342 960	107 661 105	0	125 318 145	121 506 537	3 811 608	121 506 537	97	121 506 537	121 506 537	97	121 506 537	121 506 537	0
Dépenses de fonctionnement	24 000 000	-6 342 960	107 661 105	0	125 318 145	121 506 537	3 811 608	121 506 537	97	121 506 537	121 506 537	97	121 506 537	121 506 537	0
Totaux (1)	978 600 000 000	30 567 400 200	8 464 886 755	21 975 000 000	1 039 607 286 955	999 632 603 059	39 974 683 896	999 474 772 549	96	993 061 382 330	993 059 213 409	96	987 952 608 718	897 684 001 979	90 268 606 739

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



SITUATION DE LA GESTION 2011 au 31 août 2011

**GESTION :****2011****MOIS :****08-2011**

à la date du 31/08/11

IMPUTATION Budget	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reportis de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= 9/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= 11/5)*1 00	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)	Reste à Payer (14=12-15)
21 - Présidence de la République	72 125 067 250	-695 464 000	9 549 855 828	82 121 637	81 061 580 715	65 423 215 587	15 638 365 128	63 913 301 480	79	60 011 990 475	59 980 626 421	74	58 344 313 695	57 733 915 316	610 398 379
Dépenses de fonctionnement	10 065 999 750	0	2 886 273 828	0	12 952 273 578	10 393 039 727	2 559 233 851	9 467 084 520	73	5 807 645 158	5 776 281 104	45	5 513 126 553	5 063 405 099	449 721 454
Transferts courants	14 221 192 500	-345 464 000	4 786 782 000	0	18 662 510 500	13 254 695 375	5 407 815 125	12 744 695 375	68	12 744 695 375	12 744 695 375	68	12 301 070 375	12 301 070 375	0
Investissements exécutés par l'état	1 115 875 000	0	-173 200 000	82 121 637	1 024 796 637	889 480 485	135 316 152	880 521 585	86	638 649 942	638 649 942	62	621 616 767	460 939 842	160 676 925
Transfert en capital	46 722 000 000	-350 000 000	2 050 000 000	0	48 422 000 000	40 886 000 000	7 536 000 000	40 821 000 000	84	40 821 000 000	40 821 000 000	84	39 908 500 000	39 908 500 000	0
22 - Assemblée Nationale	5 683 906 000	0	760 000 000	0	6 443 906 000	5 479 149 000	964 757 000	5 479 149 000	85	5 479 149 000	5 201 149 000	81	5 201 149 000	5 201 149 000	0
Dépenses de fonctionnement	4 842 745 000	0	660 000 000	0	5 502 745 000	4 661 649 000	841 096 000	4 661 649 000	85	4 661 649 000	4 383 649 000	80	4 383 649 000	4 383 649 000	0
Transferts courants	91 161 000	0	0	0	91 161 000	67 500 000	23 661 000	67 500 000	74	67 500 000	67 500 000	74	67 500 000	67 500 000	0
Transfert en capital	750 000 000	0	100 000 000	0	850 000 000	750 000 000	100 000 000	750 000 000	88	750 000 000	750 000 000	88	750 000 000	750 000 000	0
23 - Commission Electorale	2 300 983 000	0	0	0	2 300 983 000	2 150 000 000	150 983 000	2 150 000 000	93	2 150 000 000	2 150 000 000	93	2 150 000 000	1 800 000 000	350 000 000
Transferts courants	2 300 983 000	0	0	0	2 300 983 000	2 150 000 000	150 983 000	2 150 000 000	93	2 150 000 000	2 150 000 000	93	2 150 000 000	1 800 000 000	350 000 000
24 - Conseil Economique et	1 317 311 000	0	100 000 000	0	1 417 311 000	999 755 000	417 556 000	999 755 000	71	999 755 000	999 755 000	71	999 755 000	999 755 000	0
Dépenses de fonctionnement	1 270 224 000	0	100 000 000	0	1 370 224 000	952 668 000	417 556 000	952 668 000	70	952 668 000	952 668 000	70	952 668 000	952 668 000	0
Transferts courants	47 087 000	0	0	0	47 087 000	47 087 000	0	47 087 000	100	47 087 000	47 087 000	100	47 087 000	47 087 000	0
25 - Conseil Constitutionnel	58 370 000	0	0	0	58 370 000	55 870 000	2 500 000	55 870 000	96	55 870 000	55 870 000	96	55 870 000	55 870 000	0
Dépenses de fonctionnement	58 370 000	0	0	0	58 370 000	55 870 000	2 500 000	55 870 000	96	55 870 000	55 870 000	96	55 870 000	55 870 000	0
27 - Cour Suprême	867 933 000	0	428 000 000	0	1 295 933 000	911 595 399	384 337 601	911 595 399	70	911 595 399	732 606 399	57	732 606 399	732 606 399	0
Dépenses de fonctionnement	715 956 000	0	233 000 000	0	948 956 000	769 967 000	178 989 000	769 967 000	81	769 967 000	590 978 000	62	590 978 000	590 978 000	0
Transferts courants	1 977 000	0	0	0	1 977 000	0	1 977 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements exécutés par l'état	150 000 000	0	195 000 000	0	345 000 000	141 628 399	203 371 601	141 628 399	41	141 628 399	141 628 399	41	141 628 399	141 628 399	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



GESTION :

2011

MOIS :

08-2011

à la date du 31/08/11

IMPUTATION Budget	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)*1 00	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)	Reste à Payer (14=12-15)
28 - Cour des Comptes	1 368 952 000	0	-1 000 000 000	3 000 000 000	3 368 952 000	1 578 642 261	1 790 309 739	1 516 356 964	45	1 431 149 122	1 422 846 902	42	1 419 846 902	1 412 926 792	6 920 110
Dépenses de fonctionnement	243 952 000	0	0	0	243 952 000	133 258 172	110 693 828	80 972 875	33	15 602 630	13 815 630	6	10 815 630	3 895 520	6 920 110
Investissements exécutés par l'état	1 125 000 000	0	-1 000 000 000	3 000 000 000	3 125 000 000	1 445 384 089	1 679 615 911	1 435 384 089	46	1 415 546 492	1 409 031 272	45	1 409 031 272	1 409 031 272	0
29 - SENAT	1 302 073 000	0	100 000 000	0	1 402 073 000	868 048 664	534 024 336	868 048 664	62	868 048 664	759 542 581	54	759 542 581	759 542 581	0
Dépenses de fonctionnement	1 302 073 000	0	0	0	1 302 073 000	868 048 664	434 024 336	868 048 664	67	868 048 664	759 542 581	58	759 542 581	759 542 581	0
Transfert en capital	0	0	100 000 000	0	100 000 000	0	100 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
30 - Primature	13 213 479 500	95 000 000	775 000 000	239 927 830	14 323 407 330	9 353 324 110	4 970 083 220	8 428 292 956	59	7 908 739 998	7 836 190 149	55	7 618 621 262	7 052 298 010	566 323 252
Dépenses de fonctionnement	3 335 064 500	0	0	0	3 335 064 500	2 675 793 533	659 270 967	1 864 762 379	56	1 516 116 235	1 499 780 811	45	1 287 983 304	1 264 660 052	23 323 252
Transferts courants	4 568 415 000	20 000 000	450 000 000	0	5 038 415 000	3 000 968 500	2 037 446 500	2 890 968 500	57	2 890 968 500	2 882 968 500	57	2 882 968 500	2 514 968 500	368 000 000
Investissements exécutés par l'état	813 000 000	75 000 000	-250 000 000	239 927 830	877 927 830	564 062 077	313 865 753	560 062 077	64	389 155 263	340 940 838	39	335 169 458	335 169 458	0
Transfert en capital	4 497 000 000	0	575 000 000	0	5 072 000 000	3 112 500 000	1 959 500 000	3 112 500 000	61	3 112 500 000	3 112 500 000	61	3 112 500 000	2 937 500 000	175 000 000
31 - Ministère des Affaires Etrangères	22 554 152 000	10 000 000	-1 832 571 020	330 000 000	21 061 580 980	6 425 378 448	14 636 202 532	6 101 606 595	29	5 355 957 118	5 328 938 812	25	5 272 751 105	5 033 206 259	239 544 846
Dépenses de fonctionnement	12 834 332 000	10 000 000	871 428 980	0	13 715 760 980	2 503 906 430	11 211 854 550	2 180 571 392	16	1 440 241 201	1 413 222 895	10	1 359 083 028	1 306 644 735	52 438 293
Transferts courants	5 169 820 000	0	0	0	5 169 820 000	3 764 104 892	1 405 715 108	3 763 668 077	73	3 763 668 077	3 763 668 077	73	3 763 668 077	3 576 561 524	187 106 553
Investissements exécutés par l'état	4 400 000 000	0	-2 704 000 000	330 000 000	2 026 000 000	7 367 126	2 018 632 874	7 367 126	0	2 047 840	2 047 840	0	0	0	0
Transfert en capital	150 000 000	0	0	0	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	100	150 000 000	150 000 000	100	150 000 000	150 000 000	0
32 - Ministère des Forces Armées	44 937 755 000	0	16 096 000 000	0	61 033 755 000	56 550 516 655	4 483 238 345	56 382 729 624	92	53 886 249 684	53 883 952 825	88	52 696 937 664	51 075 088 387	1 621 849 277
Dépenses de fonctionnement	20 134 068 000	0	0	0	20 134 068 000	16 150 056 903	3 984 011 097	15 982 269 872	76	14 453 853 008	14 451 556 149	72	14 264 540 988	13 241 645 011	1 022 895 977
Transferts courants	2 249 687 000	0	0	0	2 249 687 000	1 797 719 200	451 967 800	1 797 719 200	80	1 797 719 200	1 797 719 200	80	1 797 719 200	1 698 765 900	98 953 300
Investissements exécutés par l'état	10 204 000 000	0	28 096 000 000	0	38 300 000 000	38 252 740 552	47 259 448	38 252 740 552	100	37 284 677 476	37 284 677 476	97	36 284 677 476	35 784 677 476	500 000 000
Transfert en capital	12 350 000 000	0	-12 000 000 000	0	350 000 000	350 000 000	0	350 000 000	100	350 000 000	350 000 000	100	350 000 000	350 000 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

**GESTION :****2011****MOIS :****08-2011**

à la date du 31/08/11

IMPUTATION Budget	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)*1 00	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)	Reste à Payer (14=12-15)
33 - Ministère de l'Intérieur	15 371 617 750	0	2 953 465 000	0	18 325 082 750	7 218 337 076	11 106 745 674	4 234 062 014	23	3 350 529 162	3 147 671 306	17	2 317 228 366	1 375 480 359	941 748 007
Dépenses de fonctionnement	8 806 617 750	0	848 465 000	0	9 655 082 750	6 377 317 795	3 277 764 955	3 393 042 733	35	2 607 859 803	2 504 837 246	26	2 021 799 117	1 091 885 212	929 913 905
Investissements exécutés par l'état	5 715 000 000	0	1 230 000 000	0	6 945 000 000	616 019 281	6 328 980 719	616 019 281	9	517 669 359	417 834 060	6	70 429 249	58 595 147	11 834 102
Transfert en capital	850 000 000	0	875 000 000	0	1 725 000 000	225 000 000	1 500 000 000	225 000 000	13	225 000 000	225 000 000	13	225 000 000	225 000 000	0
34 - Ministère de la Justice	6 297 281 250	20 000 000	-2 873 337 365	2 973 337 365	6 417 281 250	4 686 071 837	1 731 209 413	4 581 748 170	71	3 719 096 401	3 701 711 499	58	3 092 806 977	1 786 118 864	1 306 688 113
Dépenses de fonctionnement	4 431 419 250	20 000 000	250 000 000	0	4 701 419 250	3 624 468 543	1 076 950 707	3 530 765 112	75	2 816 040 372	2 798 655 470	60	2 391 389 688	1 141 386 139	1 250 003 549
Transferts courants	715 862 000	0	0	0	715 862 000	476 902 000	238 960 000	476 902 000	67	476 902 000	476 902 000	67	476 902 000	474 922 000	1 980 000
Investissements exécutés par l'état	1 150 000 000	0	-3 123 337 365	2 973 337 365	1 000 000 000	584 701 294	415 298 706	574 081 058	57	426 154 029	426 154 029	43	224 515 289	169 810 725	54 704 564
35 - Ministère de la Fonction Publique	1 860 700 750	0	0	0	1 860 700 750	1 556 637 070	304 063 680	1 455 212 722	78	1 352 541 099	1 335 777 783	72	1 307 534 116	1 275 717 105	31 817 011
Dépenses de fonctionnement	324 051 750	0	0	0	324 051 750	240 957 948	83 093 802	169 518 000	52	116 597 489	107 324 813	33	94 966 293	78 474 318	16 491 975
Transferts courants	929 649 000	0	0	0	929 649 000	929 649 000	0	929 649 000	100	929 649 000	929 649 000	100	929 649 000	929 649 000	0
Investissements exécutés par l'état	607 000 000	0	0	0	607 000 000	386 030 122	220 969 878	356 045 722	59	306 294 610	298 803 970	49	282 918 823	267 593 787	15 325 036
36 - Ministère des relations avec les	552 553 000	0	100 000 000	0	652 553 000	631 036 188	21 516 812	562 868 658	86	397 813 618	372 239 286	57	327 758 466	303 875 295	23 883 171
Dépenses de fonctionnement	227 553 000	0	100 000 000	0	327 553 000	307 827 055	19 725 945	284 659 525	87	119 604 485	106 030 153	32	101 546 153	88 046 982	13 499 171
Investissements exécutés par l'état	325 000 000	0	0	0	325 000 000	323 209 133	1 790 867	278 209 133	86	278 209 133	266 209 133	82	226 212 313	215 828 313	10 384 000
37 - Ministère du Travail et des	694 258 000	0	76 000 000	143 488 000	913 746 000	609 494 468	304 251 532	508 431 551	56	261 561 832	247 164 531	27	209 640 220	188 530 206	21 110 014
Dépenses de fonctionnement	175 258 000	0	76 000 000	0	251 258 000	181 959 801	69 298 199	83 891 724	33	44 140 145	43 395 145	17	39 358 395	18 248 381	21 110 014
Transferts courants	218 000 000	0	0	0	218 000 000	153 000 000	65 000 000	153 000 000	70	153 000 000	153 000 000	70	153 000 000	153 000 000	0
Investissements exécutés par l'état	301 000 000	0	0	143 488 000	444 488 000	274 534 667	169 953 333	271 539 827	61	64 421 687	50 769 386	11	17 281 825	17 281 825	0
38 -	598 353 000	-385 362 479	197 000 000	0	409 990 521	353 942 391	56 048 130	343 556 004	84	326 802 921	326 802 921	80	314 958 317	304 911 797	10 046 520
Dépenses de fonctionnement	118 200 000	-45 221 225	0	0	72 978 775	72 758 805	219 970	62 372 418	85	50 681 485	50 681 485	69	47 686 881	47 686 881	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



GESTION : 2011

MOIS : 08-2011

à la date du 31/08/11

IMPUTATION Budget	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reportes de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)*1 00	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)	Reste à Payer (14=12-15)
Transferts courants	80 153 000	-80 153 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements exécutés par l'état	400 000 000	-259 988 254	197 000 000	0	337 011 746	281 183 586	55 828 160	281 183 586	83	276 121 436	276 121 436	82	267 271 436	257 224 916	10 046 520
39 - Ministère des Sénégalais de	793 269 750	0	0	0	793 269 750	591 469 440	201 800 310	382 540 792	48	357 319 260	199 477 790	25	155 605 076	141 483 640	14 121 436
Dépenses de fonctionnement	194 850 000	105 000 000	0	0	299 850 000	140 720 592	159 129 408	98 651 724	33	88 435 401	87 228 771	29	82 240 321	68 448 885	13 791 436
Transferts courants	148 419 750	-105 000 000	0	0	43 419 750	30 720 000	12 699 750	15 360 000	35	15 360 000	15 360 000	35	15 360 000	15 360 000	0
Investissements exécutés par l'état	150 000 000	0	0	0	150 000 000	120 028 848	29 971 152	118 529 068	79	103 523 859	96 889 019	65	58 004 755	57 674 755	330 000
Transfert en capital	300 000 000	0	0	0	300 000 000	300 000 000	0	150 000 000	50	150 000 000	0	0	0	0	0
40 - Ministère de l'Economie	6 223 011 250	0	-554 960 471	12 430 471	5 680 481 250	5 368 774 896	311 706 354	5 344 336 600	94	3 909 996 419	3 335 649 814	59	3 258 819 037	3 171 059 175	87 759 862
Dépenses de fonctionnement	494 406 250	0	0	0	494 406 250	310 770 806	183 635 444	298 927 243	60	221 622 354	218 352 924	44	184 123 141	98 239 399	85 883 742
Transferts courants	161 605 000	0	0	0	161 605 000	157 363 000	4 242 000	156 823 000	97	156 823 000	156 823 000	97	156 823 000	154 999 000	1 824 000
Investissements exécutés par l'état	5 488 000 000	0	-534 960 471	12 430 471	4 965 470 000	4 841 641 090	123 828 910	4 829 586 357	97	3 472 551 065	2 901 473 890	58	2 858 872 896	2 858 820 776	52 120
Transfert en capital	79 000 000	0	-20 000 000	0	59 000 000	59 000 000	0	59 000 000	100	59 000 000	59 000 000	100	59 000 000	59 000 000	0
41 - Ministère Coop. Int. des	177 015 103 750	-62 562 380 414	-19 545 602 770	175 287 477	95 082 408 043	57 188 042 344	37 894 365 699	56 998 548 594	60	56 868 615 235	56 868 615 235	60	51 489 539 308	51 448 589 495	40 949 813
Dépenses de fonctionnement	539 332 750	17 389 027	0	0	556 721 777	451 235 100	105 486 677	306 741 350	55	252 111 662	252 111 662	45	216 134 655	200 183 437	15 951 218
Transferts courants	285 771 000	0	-49 000 000	0	236 771 000	234 437 000	2 334 000	234 437 000	99	234 437 000	234 437 000	99	234 437 000	234 437 000	0
Investissements exécutés par l'état	4 559 000 000	-79 769 441	-535 132 770	175 287 477	4 119 385 266	4 095 370 244	24 015 022	4 050 370 244	98	3 975 066 573	3 975 066 573	96	3 963 967 653	3 938 969 058	24 998 595
Transfert en capital	171 631 000 000	-62 500 000 000	-18 961 470 000	0	90 169 530 000	52 407 000 000	37 762 530 000	52 407 000 000	58	52 407 000 000	52 407 000 000	58	47 075 000 000	47 075 000 000	0
42 - Ministère de l'agriculture	42 080 947 250	0	4 095 596 336	321 889 093	46 498 432 679	31 076 749 758	15 421 682 921	30 980 066 113	67	29 748 606 650	29 238 385 794	63	28 829 176 098	25 977 318 215	2 851 857 883
Dépenses de fonctionnement	1 042 784 750	0	0	0	1 042 784 750	756 298 640	286 486 110	726 600 200	70	627 124 561	620 744 532	60	554 435 220	304 855 191	249 580 029
Transferts courants	4 771 162 500	0	0	0	4 771 162 500	3 921 162 500	850 000 000	3 921 162 500	82	3 921 162 500	3 659 484 500	77	3 659 484 500	3 659 484 500	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

**GESTION : 2011****MOIS : 08-2011****à la date du 31/08/11**

IMPUTATION Budget	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)*1 00	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)	Reste à Payer (14=12-15)
Investissements executés par l'état	4 138 000 000	-83 000 000	-365 537 170	321 889 093	4 011 351 923	1 671 134 127	2 340 217 796	1 604 148 922	40	472 165 098	464 002 271	12	434 101 887	421 541 519	12 560 368
Transfert en capital	32 129 000 000	83 000 000	4 461 133 506	0	36 673 133 506	24 728 154 491	11 944 979 015	24 728 154 491	67	24 728 154 491	24 494 154 491	67	24 181 154 491	21 591 437 005	2 589 717 486
43 - Ministère de l'Economie et des	78 903 452 750	114 573 000 000	-137 685 301	4 908 741 267	198 247 508 716	73 173 920 379	125 073 588 337	72 232 402 981	36	65 404 841 361	64 764 841 743	33	62 851 143 677	57 958 413 578	4 892 730 099
Dépenses de fonctionnement	6 559 471 750	796 000 000	259 785 854	0	7 615 257 604	4 065 484 501	3 549 773 103	3 481 408 194	45	2 215 834 647	2 156 843 118	28	2 051 063 894	1 596 486 585	454 577 309
Transferts courants	3 664 856 000	0	400 000 000	0	4 064 856 000	2 242 265 000	1 822 591 000	2 242 265 000	55	2 242 265 000	1 702 780 000	42	623 810 000	623 810 000	0
Investissements executés par l'état	47 454 325 000	-1 218 000 000	-22 919 578 801	4 908 741 267	28 225 487 466	29 866 502 593	-1 641 015 127	29 509 061 502	105	23 947 073 429	23 905 550 340	85	23 176 601 498	20 909 648 708	2 266 952 790
Transfert en capital	21 224 800 000	114 995 000 000	22 122 107 646	0	158 341 907 646	36 999 668 285	121 342 239 361	36 999 668 285	23	36 999 668 285	36 999 668 285	23	36 999 668 285	34 828 468 285	2 171 200 000
44 - Ministère des Mines, de	3 818 308 750	208 068 000	-410 000 000	285 655 686	3 902 032 436	2 588 050 654	1 313 981 782	2 552 800 654	65	2 131 437 773	2 111 815 932	54	1 821 379 252	1 742 636 806	78 742 446
Dépenses de fonctionnement	207 431 000	0	0	0	207 431 000	154 224 936	53 206 064	154 224 936	74	97 417 303	83 684 495	40	80 516 079	55 946 353	24 569 726
Transferts courants	1 057 877 750	208 068 000	0	0	1 265 945 750	835 911 750	430 034 000	800 661 750	63	800 661 750	800 661 750	63	668 911 750	668 911 750	0
Investissements executés par l'état	1 563 000 000	0	-462 000 000	285 655 686	1 386 655 686	827 913 968	558 741 718	827 913 968	60	463 358 720	457 469 687	33	376 951 423	322 778 703	54 172 720
Transfert en capital	990 000 000	0	52 000 000	0	1 042 000 000	770 000 000	272 000 000	770 000 000	74	770 000 000	770 000 000	74	695 000 000	695 000 000	0
45 - Ministère du Commerce	2 645 720 000	0	-300 000 000	0	2 345 720 000	1 491 906 902	853 813 098	1 472 180 874	63	1 306 757 842	1 215 645 996	52	1 163 143 976	1 106 899 316	56 244 660
Dépenses de fonctionnement	373 692 000	0	0	0	373 692 000	316 231 059	57 460 941	301 504 599	81	240 734 591	234 702 745	63	207 198 025	150 953 365	56 244 660
Transferts courants	1 032 028 000	0	0	0	1 032 028 000	661 521 000	370 507 000	661 521 000	64	661 521 000	576 441 000	56	576 441 000	576 441 000	0
Investissements executés par l'état	410 000 000	0	-80 000 000	0	330 000 000	274 154 843	55 845 157	269 155 275	82	164 502 251	164 502 251	50	159 504 951	159 504 951	0
Transfert en capital	830 000 000	0	-220 000 000	0	610 000 000	240 000 000	370 000 000	240 000 000	39	240 000 000	240 000 000	39	220 000 000	220 000 000	0
46 - Ministère de l'Urbanisme, de	36 586 995 750	124 269 000	3 753 727 303	1 067 998 179	41 532 990 232	38 563 458 074	2 969 532 158	38 422 544 919	93	36 490 038 869	36 490 038 869	88	34 531 616 739	33 830 719 086	700 897 653
Dépenses de fonctionnement	542 503 500	4 269 000	-29 045 500	0	517 727 000	413 505 511	104 221 489	397 766 711	77	326 576 140	326 576 140	63	293 029 822	245 814 740	47 215 082
Transferts courants	264 492 250	0	0	0	264 492 250	264 492 250	0	264 492 250	100	264 492 250	264 492 250	100	264 492 250	264 492 250	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

**GESTION :****2011****MOIS :****08-2011**

à la date du 31/08/11

IMPUTATION Budget	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reportis de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)*1 00	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)	Reste à Payer (14=12-15)
Investissements executés par l'état	5 932 000 000	0	-1 027 227 197	1 067 998 179	5 972 770 982	3 577 460 313	2 395 310 669	3 452 285 958	58	1 590 970 479	1 590 970 479	27	1 263 094 667	1 049 412 096	213 682 571
Transfert en capital	29 848 000 000	120 000 000	4 810 000 000	0	34 778 000 000	34 308 000 000	470 000 000	34 308 000 000	99	34 308 000 000	34 308 000 000	99	32 711 000 000	32 271 000 000	440 000 000
49 - Ministère de l'Artisanat du	1 751 680 500	0	100 000 000	13 002 200	1 864 682 700	1 528 549 208	336 133 492	1 502 110 733	81	1 359 522 415	1 358 772 415	73	1 342 476 844	1 191 264 417	151 212 427
Dépenses de fonctionnement	242 834 000	0	0	0	242 834 000	206 141 545	36 692 455	198 406 065	82	146 782 639	146 032 639	60	130 472 913	91 621 285	38 851 628
Transferts courants	508 846 500	0	150 000 000	0	658 846 500	582 975 500	75 871 000	575 475 500	87	575 475 500	575 475 500	87	575 475 500	515 475 500	60 000 000
Investissements executés par l'état	650 000 000	0	-50 000 000	13 002 200	613 002 200	389 432 163	223 570 037	378 229 168	62	287 264 276	287 264 276	47	286 528 431	234 167 632	52 360 799
Transfert en capital	350 000 000	0	0	0	350 000 000	350 000 000	0	350 000 000	100	350 000 000	350 000 000	100	350 000 000	350 000 000	0
50 - Ministère de l'Enseignement	134 404 241 500	62 245 889	-1 019 956 403	453 802 653	133 900 333 639	83 948 766 148	49 951 567 491	83 820 094 429	63	69 378 154 922	69 266 112 959	52	64 897 611 368	15 950 132 486	48 947 478 882
Dépenses de fonctionnement	114 448 836 500	62 245 889	0	0	114 511 082 389	72 912 023 684	41 599 058 705	72 783 351 965	14	64 471 346 747	64 359 304 784	56	60 038 588 011	11 326 049 850	48 712 538 161
Transferts courants	1 577 405 000	0	0	0	1 577 405 000	1 505 655 000	71 750 000	1 505 655 000	95	1 505 655 000	1 505 655 000	95	1 505 655 000	1 505 655 000	0
Investissements executés par l'état	15 866 000 000	0	-821 956 403	403 802 653	15 447 846 250	7 217 087 464	8 230 758 786	7 217 087 464	47	1 087 153 175	1 087 153 175	7	1 039 368 357	804 427 636	234 940 721
Transfert en capital	2 512 000 000	0	-198 000 000	50 000 000	2 364 000 000	2 314 000 000	50 000 000	2 314 000 000	98	2 314 000 000	2 314 000 000	98	2 314 000 000	2 314 000 000	0
52 - Ministère des Sports	4 407 832 250	28 000 000	-54 500 000	400 400 000	4 781 732 250	3 323 867 527	1 457 864 723	2 466 907 688	52	1 997 223 924	1 970 808 964	41	1 943 204 259	1 795 243 012	147 961 247
Dépenses de fonctionnement	1 776 582 250	0	1 160 500 000	0	2 937 082 250	2 453 952 043	483 130 207	1 636 992 204	55	1 480 671 536	1 454 256 576	50	1 426 651 871	1 323 642 624	103 009 247
Transferts courants	531 250 000	0	85 000 000	0	616 250 000	435 672 000	180 578 000	395 672 000	64	395 672 000	395 672 000	64	395 672 000	395 672 000	0
Investissements executés par l'état	2 100 000 000	28 000 000	-1 300 000 000	400 400 000	1 228 400 000	434 243 484	794 156 516	434 243 484	35	120 880 388	120 880 388	10	120 880 388	75 928 388	44 952 000
53 - Ministère de la Culture du Genre	6 564 794 750	658 583 812	17 321 187 000	0	24 544 565 562	23 234 746 152	1 309 819 410	23 198 604 302	95	23 064 593 666	22 590 326 979	92	22 362 705 451	22 302 255 174	60 450 277
Dépenses de fonctionnement	355 883 250	168 441 099	11 187 000	0	535 511 349	351 732 710	183 778 639	335 590 860	63	255 100 540	225 233 478	42	174 288 508	147 199 191	27 089 317
Transferts courants	2 738 911 500	230 153 000	30 000 000	0	2 999 064 500	2 421 511 886	577 552 614	2 401 511 886	80	2 401 511 886	1 957 112 261	65	1 943 987 261	1 943 987 261	0
Investissements executés par l'état	1 020 000 000	259 989 713	-570 000 000	0	709 989 713	161 501 556	548 488 157	161 501 556	23	107 981 240	107 981 240	15	44 429 682	11 068 722	33 360 960

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

**GESTION : 2011****MOIS : 08-2011****à la date du 31/08/11**

IMPUTATION Budget	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100 (9/5) ^a 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)*1 00 (11/5) ^a 100	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)	Reste à Payer (14=12-15)
Transfert en capital	2 450 000 000	0	17 850 000 000	0	20 300 000 000	20 300 000 000	0	20 300 000 000	100	20 300 000 000	20 300 000 000	100	20 200 000 000	20 200 000 000	0
54 - Ministère de la Santé, de l'hygiène	46 395 880 000	32 178 046	-532 934 351	3 563 508 200	49 458 631 895	31 115 980 191	18 342 651 704	31 115 106 311	63	22 581 639 184	22 563 745 578	46	21 733 515 746	19 058 474 250	2 675 041 496
Dépenses de fonctionnement	9 943 543 000	101 678 046	-15 954 500	0	10 029 266 546	6 647 353 635	3 381 912 911	6 646 479 755	66	4 305 477 601	4 296 588 655	43	3 837 611 309	2 364 834 827	1 472 776 482
Transferts courants	24 902 337 000	-69 500 000	0	0	24 832 837 000	15 263 245 400	9 569 591 600	15 263 245 400	61	15 263 245 400	15 263 245 400	61	15 223 345 400	14 885 345 400	338 000 000
Investissements executés par l'état	9 815 000 000	0	-416 979 851	3 563 508 200	12 961 528 349	7 970 381 156	4 991 147 193	7 970 381 156	61	1 777 916 183	1 768 911 523	14	1 537 559 037	673 294 023	864 265 014
Transfert en capital	1 735 000 000	0	-100 000 000	0	1 635 000 000	1 235 000 000	400 000 000	1 235 000 000	76	1 235 000 000	1 235 000 000	76	1 135 000 000	1 135 000 000	0
55 - Ministère de la Jeunesse et des	1 837 469 750	0	-161 720 000	161 720 000	1 837 469 750	1 680 491 233	156 978 517	1 566 665 238	85	1 389 267 306	1 389 267 306	76	1 330 723 196	1 198 681 108	132 042 088
Dépenses de fonctionnement	726 219 750	0	0	0	726 219 750	630 600 145	95 619 605	630 600 145	81	523 854 403	523 854 403	72	481 202 065	357 148 577	124 053 488
Transferts courants	186 250 000	0	0	0	186 250 000	181 750 000	4 500 000	181 750 000	98	181 750 000	181 750 000	98	181 750 000	181 750 000	0
Investissements executés par l'état	500 000 000	0	-161 720 000	161 720 000	500 000 000	453 141 088	46 858 912	339 315 093	68	268 662 903	268 662 903	54	252 771 131	244 782 531	7 988 600
Transfert en capital	425 000 000	0	0	0	425 000 000	415 000 000	10 000 000	415 000 000	98	415 000 000	415 000 000	98	415 000 000	415 000 000	0
56 - Ministère de l'Environnement et	8 690 787 500	0	-72 844 050	261 837 086	8 879 780 536	5 014 767 074	3 865 013 462	4 932 712 516	56	3 913 578 181	3 872 259 554	44	3 560 867 573	2 677 690 170	883 177 403
Dépenses de fonctionnement	3 043 167 500	0	0	0	3 043 167 500	2 181 464 660	861 702 840	2 172 740 788	71	1 471 866 194	1 462 610 517	48	1 286 838 319	589 648 404	697 189 915
Transferts courants	391 620 000	0	0	0	391 620 000	266 620 000	125 000 000	266 620 000	68	266 620 000	266 620 000	68	266 620 000	252 620 000	14 000 000
Investissements executés par l'état	4 306 000 000	-150 000 000	37 155 950	251 837 086	4 444 993 036	1 951 682 414	2 493 310 622	1 878 351 728	42	1 560 091 987	1 528 029 037	34	1 392 409 254	1 287 921 766	104 487 488
Transfert en capital	950 000 000	150 000 000	-110 000 000	10 000 000	1 000 000 000	615 000 000	385 000 000	615 000 000	62	615 000 000	615 000 000	62	615 000 000	547 500 000	67 500 000
57 - Ministère de l'Action Sociale et	1 456 485 750	0	100 000 000	0	1 556 485 750	1 381 090 871	175 394 879	1 316 800 233	85	1 265 290 832	1 260 877 338	81	935 358 693	898 309 153	37 049 540
Dépenses de fonctionnement	295 082 750	0	0	0	295 082 750	188 503 345	106 579 405	185 462 707	63	133 953 906	129 540 412	44	112 952 107	82 966 158	29 985 949
Transferts courants	311 403 000	0	100 000 000	0	411 403 000	358 722 000	52 681 000	297 472 000	72	297 472 000	297 472 000	72	294 222 000	287 372 000	6 850 000
Investissements executés par l'état	179 000 000	0	0	0	179 000 000	162 865 526	16 134 474	162 865 526	91	162 864 926	162 864 926	91	157 184 586	156 970 995	213 591

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises

**GESTION :****2011****MOIS :****08-2011**

à la date du 31/08/11

IMPUTATION Budget	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reportes de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)*1 00	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)	Reste à Payer (14=12-15)
Transfert en capital	671 000 000	0	0	0	671 000 000	671 000 000	0	671 000 000	100	671 000 000	671 000 000	100	371 000 000	371 000 000	0
58 - Ministère de la Famille et des	4 738 719 500	-77 552 944	1 120 273 810	75 805 250	5 857 245 616	4 547 971 148	1 309 274 468	4 246 516 595	73	3 972 575 654	3 929 509 784	67	3 804 468 520	3 627 232 921	177 235 599
Dépenses de fonctionnement	1 153 006 000	-49 552 944	0	0	1 103 453 056	902 318 479	201 134 577	852 688 926	77	643 236 532	617 658 112	56	555 357 352	449 817 739	105 539 613
Transferts courants	860 713 500	-28 000 000	0	0	832 713 500	775 400 000	57 313 500	537 700 000	65	537 700 000	537 700 000	65	537 700 000	537 700 000	0
Investissements executés par l'état	1 595 000 000	0	-56 005 250	75 805 250	1 614 800 000	563 973 609	1 050 826 391	549 848 609	34	485 360 062	467 872 612	29	405 132 108	333 436 122	71 695 986
Transfert en capital	1 130 000 000	0	1 176 279 060	0	2 306 279 060	2 306 279 060	0	2 306 279 060	100	2 306 279 060	2 306 279 060	100	2 306 279 060	2 306 279 060	0
59 - Ministère de l'Enseignement	11 756 369 000	0	-198 269 484	731 243 564	12 289 343 080	8 481 067 011	3 808 276 069	8 448 067 011	69	6 437 237 137	6 420 068 338	52	6 313 782 494	4 162 592 137	2 151 190 357
Dépenses de fonctionnement	6 111 264 000	0	5 000 000	0	6 116 264 000	3 843 297 370	2 272 966 630	3 810 297 370	28	3 123 322 686	3 112 498 887	51	3 006 213 043	1 140 122 274	1 866 090 769
Transferts courants	929 105 000	0	12 000 000	0	941 105 000	795 294 000	145 811 000	795 294 000	85	795 294 000	788 949 000	84	788 949 000	788 949 000	0
Investissements executés par l'état	3 338 000 000	0	-140 269 484	656 243 564	3 853 974 080	2 464 475 641	1 389 498 439	2 464 475 641	64	1 140 620 451	1 140 620 451	30	1 140 620 451	855 520 863	285 099 588
Transfert en capital	1 378 000 000	0	-75 000 000	75 000 000	1 378 000 000	1 378 000 000	0	1 378 000 000	100	1 378 000 000	1 378 000 000	100	1 378 000 000	1 378 000 000	0
60 - Charges non Réparties	192 273 483 250	43 859 352 399	-17 351 880 662	0	218 780 954 987	86 917 760 105	131 863 194 882	86 864 886 862	40	84 948 017 081	84 506 210 649	39	83 478 467 659	75 620 854 761	7 857 612 898
Dépenses de fonctionnement	127 408 770 000	-27 113 647 601	-17 197 540 662	0	83 097 581 737	53 835 259 223	29 262 322 514	53 782 385 980	64	51 865 516 199	51 423 709 767	62	50 430 966 777	43 227 570 659	7 203 396 118
Transferts courants	64 864 713 250	70 973 000 000	-154 340 000	0	135 683 373 250	33 082 500 882	102 600 872 368	33 082 500 882	24	33 082 500 882	33 082 500 882	24	33 047 500 882	32 393 284 102	654 216 780
62 - Min Elevage	5 244 183 750	0	-419 856 959	568 451 388	5 392 778 179	1 984 710 929	3 408 067 250	1 954 912 539	36	1 014 181 459	1 014 181 459	19	896 717 901	681 580 428	215 137 473
Dépenses de fonctionnement	539 388 750	0	0	0	539 388 750	443 781 190	95 607 560	427 735 060	79	221 387 714	221 387 714	41	197 338 487	86 781 724	110 556 763
Transferts courants	215 795 000	0	0	0	215 795 000	208 078 940	7 716 060	208 078 940	96	206 801 000	206 801 000	96	159 283 000	140 153 000	19 130 000
Investissements executés par l'état	3 971 000 000	0	-419 856 959	128 451 388	3 679 594 429	1 114 850 799	2 564 743 630	1 101 098 539	30	367 992 745	367 992 745	10	322 096 414	236 645 704	85 450 710
Transfert en capital	518 000 000	0	0	440 000 000	958 000 000	218 000 000	740 000 000	218 000 000	23	218 000 000	218 000 000	23	218 000 000	218 000 000	0

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



GESTION :

2011

MOIS :

08-2011

à la date du 31/08/11

IMPUTATION Budget	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Reports de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)* 100	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)	Reste à Payer (14=12-15)
63 - Ministère de la communication et	6 501 357 500	0	232 731 000	0	6 734 088 500	6 479 166 484	254 922 016	6 469 301 065	96	6 337 835 826	6 222 423 979	92	6 153 470 604	5 602 334 806	551 135 798
Dépenses de fonctionnement	449 987 500	0	89 231 000	0	539 218 500	532 467 976	6 750 524	524 602 562	97	403 237 323	345 095 996	64	321 971 576	285 819 775	36 151 801
Transferts courants	721 370 000	0	200 000 000	0	921 370 000	877 096 000	44 274 000	877 096 000	95	877 096 000	832 822 000	90	832 822 000	832 822 000	0
Investissements executés par l'état	330 000 000	0	-56 500 000	0	273 500 000	219 602 508	53 897 492	217 602 503	80	207 502 503	194 505 983	71	148 677 028	133 693 031	14 983 997
Transfert en capital	5 000 000 000	0	0	0	5 000 000 000	4 850 000 000	150 000 000	4 850 000 000	97	4 850 000 000	4 850 000 000	97	4 850 000 000	4 350 000 000	500 000 000
64 - Ministère de l'Entrepreneuriat	2 300 587 000	-458 068 000	238 000 000	12 000 000	2 092 519 000	1 845 753 428	246 765 572	1 835 064 398	88	1 763 181 507	1 757 876 897	84	1 736 641 026	1 709 284 907	27 356 119
Dépenses de fonctionnement	154 451 000	0	0	0	154 451 000	122 778 206	31 672 794	112 089 176	73	71 667 127	67 217 701	44	64 198 806	40 839 937	23 358 869
Transferts courants	416 136 000	-208 068 000	0	0	208 068 000	208 068 000	0	208 068 000	100	208 068 000	208 068 000	100	208 068 000	208 068 000	0
Investissements executés par l'état	355 000 000	0	-12 000 000	12 000 000	355 000 000	162 407 222	192 592 778	162 407 222	46	130 946 380	130 091 196	37	111 874 220	107 876 970	3 997 250
Transfert en capital	1 375 000 000	-250 000 000	250 000 000	0	1 375 000 000	1 352 500 000	22 500 000	1 352 500 000	98	1 352 500 000	1 352 500 000	98	1 352 500 000	1 352 500 000	0
65 - Ministère de la Décentralisation et	33 415 191 750	125 380 414	25 250 000	246 436 057	33 812 258 221	31 513 248 790	2 299 009 431	27 836 928 081	82	27 529 120 780	23 540 249 318	70	23 494 894 218	23 308 034 861	186 859 357
Dépenses de fonctionnement	331 092 750	45 610 973	60 000 000	0	436 703 723	373 411 790	63 291 933	361 240 957	83	222 278 439	188 742 197	43	161 781 111	116 930 754	44 850 357
Transferts courants	19 084 099 000	0	0	0	19 084 099 000	17 468 248 876	1 615 850 124	17 204 099 000	90	17 204 099 000	17 166 599 000	90	17 166 599 000	17 166 599 000	0
Investissements executés par l'état	440 000 000	79 769 441	-34 750 000	246 436 057	731 455 498	611 588 124	119 867 374	611 588 124	84	442 743 341	424 908 121	58	406 514 107	264 505 107	142 009 000
Transfert en capital	13 560 000 000	0	0	0	13 560 000 000	13 060 000 000	500 000 000	9 660 000 000	71	9 660 000 000	5 760 000 000	42	5 760 000 000	5 760 000 000	0
66 - Min. des Transports	4 685 590 000	0	34 000 000	0	4 719 590 000	4 574 716 989	144 873 011	4 550 682 045	96	4 407 274 622	4 400 459 709	93	3 893 612 334	3 734 384 458	159 227 876
Dépenses de fonctionnement	205 590 000	0	10 000 000	0	215 590 000	182 810 383	32 779 617	171 279 239	79	105 336 495	98 521 582	46	71 673 775	42 445 313	29 228 462
Transferts courants	100 000 000	0	49 000 000	0	149 000 000	149 000 000	0	149 000 000	100	149 000 000	149 000 000	100	149 000 000	149 000 000	0
Investissements executés par l'état	230 000 000	0	100 000 000	0	330 000 000	217 906 606	112 093 394	205 402 806	62	127 938 127	127 938 127	39	122 938 559	117 939 145	4 999 414
Transfert en capital	4 150 000 000	0	-125 000 000	0	4 025 000 000	4 025 000 000	0	4 025 000 000	100	4 025 000 000	4 025 000 000	100	3 550 000 000	3 425 000 000	125 000 000

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



GESTION :

2011

MOIS :

08-2011

à la date du 31/08/11

IMPUTATION Budget	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Report de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)*1 00	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)	Reste à Payer (14=12-15)
67 - Ministère des Energies	555 575 000	0	32 509 500	22 401 340	610 485 840	289 932 498	320 553 342	284 991 838	47	174 183 792	166 534 354	27	140 106 104	133 429 959	6 676 145
Dépenses de fonctionnement	155 575 000	0	0	0	155 575 000	124 345 560	31 229 440	119 404 900	77	63 383 971	55 734 533	36	39 305 013	32 628 868	6 676 145
Investissements exécutés par l'état	400 000 000	0	32 509 500	22 401 340	454 910 840	165 586 938	289 323 902	165 586 938	36	110 799 821	110 799 821	24	100 801 091	100 801 091	0
68 - Ministère de l'Urbanisme, de	8 204 531 500	40 998 530	-2 112 400 000	359 034 915	6 492 164 945	5 348 714 725	1 143 450 220	5 338 046 795	82	5 043 105 400	5 034 924 994	78	4 285 434 885	4 193 829 484	91 605 401
Dépenses de fonctionnement	254 531 500	12 856 515	62 400 000	0	329 788 015	248 219 831	81 568 184	237 551 901	72	162 494 234	156 191 828	47	133 701 719	75 705 068	57 996 651
Investissements exécutés par l'état	940 000 000	28 142 015	-174 800 000	359 034 915	1 152 376 930	390 494 894	761 882 036	390 494 894	34	170 611 166	168 733 166	15	168 733 166	135 124 416	33 608 750
Transfert en capital	7 010 000 000	0	-2 000 000 000	0	5 010 000 000	4 710 000 000	300 000 000	4 710 000 000	94	4 710 000 000	4 710 000 000	94	3 983 000 000	3 983 000 000	0
69 -	1 686 640 000	-443 019 308	-105 903 941	0	1 137 716 751	1 122 290 512	15 426 239	1 080 290 512	95	1 073 532 226	1 069 521 726	94	1 057 370 432	1 043 486 596	13 883 836
Dépenses de fonctionnement	386 640 000	-264 875 834	180 000 000	0	301 764 166	300 337 927	1 426 239	258 337 927	86	251 579 641	247 569 141	82	235 567 847	221 684 011	13 883 836
Transferts courants	300 000 000	-150 000 000	0	0	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	100	150 000 000	150 000 000	100	150 000 000	150 000 000	0
Investissements exécutés par l'état	350 000 000	-28 143 474	-235 903 941	0	85 952 585	71 952 585	14 000 000	71 952 585	84	71 952 585	71 952 585	84	71 802 585	71 802 585	0
Transfert en capital	650 000 000	0	-50 000 000	0	600 000 000	600 000 000	0	600 000 000	100	600 000 000	600 000 000	100	600 000 000	600 000 000	0
72 - Ministère des Ecovillages, des	2 257 989 000	0	0	0	2 257 989 000	1 514 080 545	743 908 455	1 457 831 124	65	1 358 516 937	1 342 128 133	59	1 332 574 621	1 307 977 967	24 596 654
Dépenses de fonctionnement	195 365 000	0	0	0	195 365 000	178 594 887	16 770 113	164 528 445	84	77 303 154	66 815 209	34	63 090 829	45 893 175	17 197 654
Transferts courants	442 624 000	0	0	0	442 624 000	331 968 000	110 656 000	331 968 000	75	331 968 000	331 968 000	75	331 968 000	331 968 000	0
Investissements exécutés par l'état	770 000 000	0	0	0	770 000 000	153 517 658	616 482 342	111 334 679	14	99 245 783	93 344 924	12	87 515 792	80 116 792	7 399 000
Transfert en capital	850 000 000	0	0	0	850 000 000	850 000 000	0	850 000 000	100	850 000 000	850 000 000	100	850 000 000	850 000 000	0
75 - Ministère de l'Enseignement	87 178 825 000	75 000 000	3 331 013 417	929 980 342	91 514 818 759	73 421 703 877	18 093 114 882	73 069 878 877	80	69 054 847 966	69 054 847 966	75	68 068 223 086	67 576 177 964	492 045 122
Dépenses de fonctionnement	2 679 117 000	0	0	0	2 679 117 000	1 069 705 295	1 609 411 705	807 880 295	30	501 016 701	501 016 701	19	487 411 332	309 882 688	177 528 644
Transferts courants	77 299 708 000	75 000 000	3 954 013 417	0	81 328 721 417	67 755 069 250	13 573 652 167	67 665 069 250	83	67 665 069 250	67 665 069 250	83	67 061 359 250	66 832 399 250	228 960 000
Investissements exécutés par l'état	7 200 000 000	0	-623 000 000	929 980 342	7 506 980 342	4 596 929 332	2 910 051 010	4 596 929 332	61	888 762 015	888 762 015	12	519 452 504	433 896 026	85 556 478

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



GESTION :

2011

MOIS :

08-2011

à la date du 31/08/11

IMPUTATION Budget	AUTORISATION D'ENGAGEMENT					PHASE ENGAGEMENT				PHASE ORDONNANCEMENT			PHASE PAIEMENT		
	LFI (1)	Variation LFR (2)	Virements ou ouvertures de crédits (3)	Report de crédits (4)	Autorisation d'Engagement (5=1+2+3+4)	Crédits Réservés (6)	Disponible (7=5-6)	Total Engagé (8)	Taux (8= (9/5)* 100	Montant Liquidé (10)	Montant Ordonné (11)	Taux (12= (11/5)*1 00	Montant Pris en charge (13)	Montant Payé (14)	Reste à Payer (14=12-15)
76 -	410 231 000	0	-303 231 000	0	107 000 000	0	107 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses de fonctionnement	130 231 000	0	-23 231 000	0	107 000 000	0	107 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissements exécutés par l'état	280 000 000	0	-280 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
77 - Ministère de Petite Enfance et	0	1 209 771 055	0	0	1 209 771 055	38 554 019	1 171 217 036	24 402 987	2	1 185 900	1 185 900	0	1 185 900	1 185 900	0
Dépenses de fonctionnement	0	131 307 055	0	0	131 307 055	38 554 019	92 753 036	24 402 987	19	1 185 900	1 185 900	1	1 185 900	1 185 900	0
Transferts courants	0	478 464 000	0	0	478 464 000	0	478 464 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Transfert en capital	0	600 000 000	0	0	600 000 000	0	600 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Totaux (1)	1 105 890 000 000	96 500 000 000	12 531 955 417	21 340 500 000	1 236 262 455 417	754 201 316 065	482 061 139 352	740 258 808 507	60	682 748 529 619	674 439 610 887	55	649 685 156 147	570 242 547 600	79 442 608 547

NB: Crédits réservés = BE visés par COF + Avances non régularisées + Délégations émises;

Crédits engagés = BE visées par ORD (titres émis) + Délégations émises



**III . COMPARAISON DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET DES
CREDITS DE PAIEMENT , DES FINANCEMENTS ACQUIS ET DES
PREVISIONS DE TIRAGE OUVERTS DANS LES LOIS DE
FINANCES DE 2007 A 2012.**

**TABLEAUX DES DEPENSES D'INVESTISSEMENTS****1- Investissements exécutés par l'Etat sur ressources intérieures.**

En millions de francs

LF et ANNEES	AUTORISATIONS DE PROGRAMME			CREDITS DE PAIEMENT		
	Montants	Ecarts / gestion précédente	% Ecarts / gestion précédente	Montants	Ecarts / gestion précédente	% Ecarts / gestion précédente
LF 2007	2 214 143			390 020		
LF 2008	2 674 323	460 180	20,78%	429 000	38 980	9,99%
LF 2009	2 958 063	283 740	10,61%	407 750	-21 250	-4,95%
LFR 2009	2 988 063	30 000	1,35%	437 750	30 000	7,69%
LF 2010	3 437 695	449 632	16,81%	439 500	1 750	0,41%
LFR (1) 2010	3 437 695	0	0,00%	439 500	0	0,00%
LFR (2) 2010	3 437 695	0	0,00%	439 500	0	0,00%
LF 2011	3 849 201	411 506	11,97%	517 700	78 200	17,79%
LFR (1) 2011	3 905 692	56 491	1,64%	574 191	56 491	12,85%
LF 2012	4 377 978	472 286	13,74%	507 990	-66 201	-15,06%

2- Investissements exécutés par l'Etat sur ressources extérieures (emprunt).

En millions de francs

LF et ANNEES	FINANCEMENTS ACQUIS			PREVISIONS DE TIRAGE		
	Montants	Ecarts / gestion précédente	% Ecarts / gestion précédente	Montants	Ecarts / gestion précédente	% Ecarts / gestion précédente
LF 2007	1 166 614			170 249		
LF 2008	1 172 715	6 101	0,52%	166 004	-4 245	-2,49%
LF 2009	1 242 390	69 675	5,94%	130 844	-35 160	-21,18%
LFR 2009	1 253 390	11 000	0,89%	132 297	1 453	1,11%
LF 2010	1 525 121	271 731	21,68%	156 331	24 034	18,17%
LFR (1) 2010	1 525 121	0	0,00%	156 331	0	0,00%
LFR (2) 2010	1 552 121	27 000	1,77%		-156 331	-100,00%
LF 2011	1 337 046	-215 075	-13,86%	156 000	156 000	#DIV/0!
LFR (1) 2011	1 337 046	0	0,00%	156 000	0	0,00%
LF 2012	1 633 170	296 124	22,15%	189 000	33 000	21,15%

**3- Investissements exécutés par l'Etat sur ressources extérieures (subvention)**

En millions de francs

LF et ANNEES	FINANCEMENTS ACQUIS			PREVISIONS DE TIRAGE		
	Montants	Ecarts / gestion précédente	% Ecarts / gestion précédente	Montants	Ecarts / gestion précédente	% Ecarts / gestion précédente
LF 2007	569 088			91 363		
LF 2008	558 843	-10 245	-1,80%	109 059	17 696	19,37%
LF 2009	721 706	162 863	29,14%	116 156	7 097	6,51%
LFR 2009	723 706	2 000	0,28%	127 703	11 547	9,94%
LF 2010	989 036	265 330	36,66%	116 969	-10 734	-8,41%
LFR (1) 2010	989 036	0	0,00%	116 969	0	0,00%
LFR (2) 2010	989 036	0	0,00%	116 969	0	0,00%
LF 2011	1 123 364	134 328	13,58%	125 000	8 031	6,87%
LFR (1) 2011	1 123 364	0	0,00%	125 000	0	0,00%
LF 2012	1 238 547	115 183	10,25%	134 000	9 000	7,20%

4- Récapitulation générale.

En millions de francs

LF et ANNEES	AUTORISATION DE PROGRAMME ET FINANCEMENTS ACQUIS (AP+FA)			CREDITS DE PAIEMENT ET PREVISIONS DE TIRAGE (CP+PT)		
	Montants	Ecarts / gestion précédente	% Ecarts / gestion précédente	Montants	Ecarts / gestion précédente	% Ecarts / gestion précédente
LF 2007	3 949 846			651 632		
LF 2008	4 405 881	456 035	11,55%	704 063	52 431	8,05%
LF 2009	4 922 159	516 278	11,72%	654 750	-49 313	-7,00%
LFR 2009	4 965 159	43 000	0,87%	697 750	43 000	6,57%
LF 2010	5 951 852	986 693	19,87%	712 800	15 050	2,16%
LFR (1) 2010	5 951 852	0	0,00%	712 800	0	0,00%
LFR (2) 2010	5 951 852	0	0,00%	712 800	0	0,00%
LF 2011	6 309 611	357 759	6,01%	798 700	85 900	12,05%
LFR (1) 2011	6 366 102	56 491	0,90%	855 191	56 491	7,07%
LF 2012	7 249 695	883 593	13,88%	830 990	-24 201	-2,83%



IV.- OBSERVATIONS GENERALES SUR L'EVOLUTION DES DEPENSES

**TABLEAU IV EVOLUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL**

En millions de francs

LIBELLES	LF 2011	LFR (1) 2011	LOI DE FINANCES 2012			ECART	
			SERVICES VOTES	MESURES NOUVELLES	TOTAL	Val. Absolue LF10/LF11	Val. Relat. %
DEPENSES ORDINAIRES							
TITRE 1 dette publique	254 730	358 590	347 880		347 880	-10 710	-2,99%
TITRE 2 personnel	416 000	416 000	440 843	2 657	443 500	27 500	6,61%
TITRE 3 achat biens et services	349 827	318 708	312 553	33 243	345 796	27 088	8,50%
TITRE 4 Transfert	238 362	309 491	230 971	67 733	298 704	-10 787	-3,49%
TOTAL							
DEP. ORDINAIRES	1 258 919	1 402 789	1 332 247	103 633	1 435 880	33 091	2,36%
dont Titre 3,4 =	588 189	628 199	543 524	100 976	644 500	16 301	2,59%
TITRE 5 Investissements	798 700	855 191	830 990	0	830 990	-24 201	-2,83%
INTERIEURE	517 700	574 191	507 990	0	507 990	-66 201	-11,53%
EXTERIEUR	281 000	281 000	323 000	0	323 000	42 000	14,95%
TOTAL							
DEP ORD. + DEP CAP	2 057 619	2 257 980	2 163 237	103 633	2 266 870	8 890	0,39%
INVESTISSEMENTS							
Aut de Prog et Financem. Acquis	6 309 611	6 366 102	7 249 695	0	7 249 695	883 593	13,88%



V.- COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

**TABLEAU V RECAPITULATION GENERALE DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR**

LIBELLES	LOI DE FINANCES 2011				LOI DE FINANCES 2012			
	RECETTES	DEPENSES			RECETTES	DEPENSES		
		SERVICES VOTES	VARIATIONS	TOTAL SERV, VOTES		SERVICES VOTES	VARIATIONS	TOTAL SERV, VOTES
COMPTE D'AFFECT. SPECIALE	56 166	42 410	13 756	56 166	60 166	56 166	4 000	60 166
dont:								
- FONDS NATIONAL RETRAITE	54 000	41 000	13 000	54 000	58 000	54 000	4 000	58 000
- AUTRES CPTES AFFECTATION SPECIALE	2 166	1 410	756	2 166	2 166	2 166	0	2 166
COMPTE DE COMMERCE	150	175	-25	150	175	175	0	175
COMPTES DE PRETS	16 800	13 200	3 600	16 800	16 800	16 800	0	16 800
COMPTES D'AVANCES	800	1200	-400	800	800	800	0	800
TOTAL GENERAL	73 916	56 985	16 931	73 916	77 941	73 941	4 000	77 941



VI.- DEFICIT BUDGETAIRE GLOBAL



**TABLEAU VI
DEFICIT BUDGETAIRE**

hors ressources d'emprunt et de remboursement de dette en principal
engagement ISPE 16,a

	LFI 2012			% PIB
Ressources	1759,0			24,09%
Recettes ordinaires hors dons	1515,0			
recettes fiscales		1417,0		
recettes non fiscales		98,0		
revenu du domaine et de l'entreprise				
produits financiers				
autres recettes non fiscales				
recettes exceptionnelles	60,0	60,0		
FSE	28,0	28,0		
Autres recettes (Remboursement prêts rétrocédés)	3,0			
Dons budgétaires	19,0			
EU		9,9		
Canada		7,1		
Pays Bas				
Espagne		2,0		
Recettes externes	134,0			
Tirage sur subvention		134,0		
Charges	2029,3			27,79%
Dette publique (intérêt + commissions)	110,4			
Intérêts et commission dette intérieure		54,1		
Intérêts et commission dette extérieure		56,3		
Dépenses de personnel	443,5			
Autres dépenses courantes	644,5			
Dépenses de fonctionnement				
Dépenses de Transfert				
Dépenses en capital sur ressources internes	507,9			
Dépenses en capital sur ressources externes	311,0			
dépense en capital sur ressources externes		311,0		
Prêts rétrocédés	12,0			
		12,0		
DEFICIT BUDGETAIRE GLOBAL	-270,3			-3,70%
PIB				7303,2



D - PROJET DE LOI

PREMIERE PARTIE : CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE

TITRE PREMIER : dispositions relatives aux ressources et aux charges

A- DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

ARTICLE PREMIER :

I – La perception des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat, aux collectivités locales et aux divers organismes habilités à les percevoir, continue d'être effectuée pendant l'année 2012 conformément aux lois et règlements en vigueur et aux dispositions de la présente loi de finances.

II – Les ressources internes du budget général sont évaluées dans la loi de finances de l'année 2012, à la somme de 1.898.370.000.000 de francs CFA conformément à l'annexe 1 de la présente loi.

III – Les ressources externes du budget général sont évaluées dans la loi de finances de l'année 2012, à la somme de 323.000.000.000 de francs CFA conformément à l'annexe 1 de la présente loi.

IV – Les ressources totales du budget général sont ainsi prévues à 2.221.370.000.000 francs CFA.

B – DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

ARTICLE 2 : *Les charges du budget général sont évaluées dans la loi de finances de l'année 2012, à la somme de 2.266.870.000.000 francs CFA conformément aux annexes III, IV et V de la présente loi.*

TITRE II : dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges

A- EQUILIBRE GENERAL DU BUDGET

ARTICLE 3 : *I - Pour l'année 2012, les ressources évaluées dans l'annexe I de la présente loi, les plafonds des charges de l'Etat et l'équilibre qui en résulte, sont fixés aux montants suivants :*



En millions de francs

RESSOURCES	Montant	CHARGES	Montant	SOLDE
I - BUDGET GENERAL				
A - OPERATIONS DONT LE TRESOR EST COMPTABLE ASSIGNATAIRE				
<i>A 1 - Recettes internes</i>		<i>A1 Dépenses sur recettes internes</i>		
<i>A 1-1 Recettes</i>				
<i>Recettes fiscales</i>	1 417 000	<i>Dettes publiques</i>	347 880	
<i>Recettes non fiscales</i>	98 000	<i>Dépenses de personnel</i>	443 500	
<i>Recettes Exceptionnelles</i>	60 000	<i>Autres dépenses courantes</i>	644 500	
<i>Remboursements Prêts et avances</i>	3 000	<i>Dépenses en capital sur ressources internes</i>	507 990	
<i>Dons budgétaires</i>	19 000			
Total recettes	1 597 000	Total dépenses sur recettes internes	1 943 870	-346 870
<i>A 1-2 - Emprunts</i>				
<i>Emprunts</i>	301 370			
Total emprunts	301 370			
Total A = (A-1-1 + A 1-2)	1 898 370	Total A = (A1)	1 943 870	-45 500
B - OPERATIONS DONT LE TRESOR N'EST PAS COMPTABLE ASSIGNATAIRE				
<i>B - Recettes externes</i>				
<i>Tirage Dons et emprunts</i>	323 000	<i>Dépenses en capital sur ressources externes</i>	323 000	
Total B	323 000	Total B	323 000	
TOTAL I = (A + B)	2 221 370	TOTAL I = (A + B)	2 266 870	-45 500
2 - COMPTES SPECIAUX DU TRESOR				
<i>Recettes</i>	77 916	<i>Dépenses</i>	77 916	0
TOTAL BUDGET = (1 + 2)	2 299 286	TOTAL BUDGET = (1 + 2)	2 344 786	-45 500

II. – Pour l'année 2012, le Président de la République est autorisé à contracter des emprunts et à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal d'un montant de 688.870. 000. 000 francs CFA.

Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention

III - Le Président de la République est autorisé à procéder, dans les conditions fixées par décret, à des émissions de titres et à des emprunts à court et moyen terme pour couvrir l'ensemble des charges de trésorerie.

DEUXIEME PARTIE :

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS DIVERSES

TITRE I : moyens des services

A- DEPENSES SUR RESSOURCES INTERIEURES

ARTICLE 4 : *Le montant des crédits ouverts pour la loi de finances de l'année 2012, au titre des services votés réévalués des dépenses ordinaires, est fixé à la somme de 1 332 246 874 000 francs CFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par titre suivante :*

- Titre 1 Amortissement et charges de la dette publique	347 880 000 000 francs CFA
- Titre 2 dépenses de personnel	440 843 052 000 francs CFA
- Titre 3 dépenses de fonctionnement	312 552 965 670 francs CFA
- Titre 4 transferts courants	230 970 856 330 francs CFA

ARTICLE 5 : *Il est ouvert, pour la loi de finances de l'année 2012, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses ordinaires, des crédits d'un montant de 103 633 126 000 francs CFA ainsi répartis :*

- Titre 2 dépenses de personnel	2 656 948 000 francs CFA
- Titre 3 dépenses de fonctionnement	33 242 738 000 francs CFA
- Titre 4 transferts courants	67 733 440 000 francs CFA

Ces crédits sont répartis par ministère conformément à l'annexe IV de la présente loi.»

ARTICLE 6 : *I – Il est ouvert pour l'année 2012, au titre des dépenses en capital du budget général, les crédits de paiement d'un montant de 507.990.000.000 francs CFA ainsi répartis :*

- Titre 5: Investissement exécutés par l'Etat	150 164 000 000 francs CFA
- Titre 6: Tranfert en capital	357 826 000 000 francs CFA

II – Il est ouvert pour la loi de finances 2012, au titre des dépenses en capital du budget général, des autorisations de programmes de montant 4.377.978.000.000 francs CFA.

Ces autorisations de programme (AP) sont reprises conformément à l'annexe V jointe à la présente loi.

B- INVESTISSEMENTS SUR RESSOURCES EXTERIEURES

ARTICLE 7 : *I Pour la loi de finances de l'année 2012, les prévisions de tirage (emprunts et subventions) affectées à des dépenses en capital sur ressources extérieures sont évaluées à 323.000.000.000 de francs CFA ainsi réparties :*

- Emprunt	189 000 000 000 francs CFA
- Subvention	134 000 000 000 francs CFA

II Les financements acquis affectés à des dépenses en capital sont évalués à 2.871.717.000.000 de francs CFA ainsi répartis :

- Emprunt	1 633 170 000 000 francs CFA
- Subvention	1 238 547 000 000 francs CFA

Ces prévisions de tirage (PT) et financements acquis (FA) sont repris conformément à l'annexe V jointe à la présente loi. »

C –COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

ARTICLE 8 : *I.- Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances de l'année 2012 sont évaluées à 60.166.000.000 francs CFA.*

II – Les plafonds applicables aux comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances de l'année 2012, s'élèvent à 60.166.000.000 francs CFA.

III – Est autorisé le paiement direct des indemnités et traitements dus au personnel qui concourt à la réalisation des objectifs des comptes d'affectation spéciale suivants :

- *Caisse d'encouragement à la pêche et industries annexes ;*
- *Frais de contrôle des sociétés à participation publique.»*

ARTICLE 9 : *Les soldes des comptes d'affectation spéciale, au 31 décembre 2012, ne seront pas reportés à l'exception du solde créditeur du compte « Fonds national de Retraite.*

ARTICLE 10 : *I.- Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes de commerce pour la loi de finances de l'année 2012 sont évaluées à 150.000.000 francs CFA.*

II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes de commerce, pour la loi de finances 2012, s'élèvent à 150.000.000 francs CFA.

ARTICLE 11: *I – Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes de prêts, pour la loi de finances 2012, sont évaluées à 16.800.000.000 francs CFA.*

II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes de prêts, pour la loi de finances 2012, s'élèvent à 16.800.000.000 francs CFA.

ARTICLE 12: I – *Conformément au développement qui en est donné à l'annexe II jointe à la présente loi, les ressources des comptes d'avances sont évaluées à 800.000.000 francs CFA.*

II – Les plafonds de crédits applicables aux comptes d'avances, pour la loi de finances 2012, s'élèvent à 800.000.000 francs CFA.

ARTICLE 13: *Compte tenu des dispositions des articles 8 à 12, les prévisions de recettes pour l'ensemble des comptes spéciaux du Trésor s'élèvent à 77.916.000.000 francs CFA comme indiqué à l'annexe II jointe à la présente loi.*

Les charges des comptes spéciaux du Trésor pour la loi de finances de l'année 2012 sont évaluées à la somme de 77.916.000.000 francs CFA.

TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES

A- TAXES PARAFISCALES

ARTICLE 14 : *La perception des taxes parafiscales dont la liste figure en annexe VI, jointe à la présente loi continuera d'être opérée pendant l'année 2012.*

B-CREDITS EVALUATIFS

ARTICLE 15 : *Aux termes de l'article 11 de la loi organique relative aux lois de finances, la liste des chapitres ou comptes spéciaux du Trésor dotés de crédits évaluatifs est donnée en annexe VII.*

C- RESPECT DES REGLES ORGANISANT LES DEPENSES PUBLIQUES

ARTICLE 16:

Tout acte de dépenses qui engage les finances de l'Etat est subordonné à l'existence de crédits suffisants et au respect des règles organisant les dépenses publiques

L'agent de l'Etat, qui viole cette disposition, est puni des peines applicables par la Cour des comptes, sans préjudice d'autres sanctions administratives prévues par la réglementation.

Par dérogation à l'alinéa 2 de l'article 17 du Code des Obligations de l'Administration, la personne qui conclut et exécute un contrat avec l'Administration sans s'assurer de l'existence de crédits budgétaires suffisants, par la délivrance d'une attestation à cet effet, ou qui effectue des prestations pour le compte de l'Etat en violation manifeste des règles organisant les dépenses publiques, ne pourra obtenir le paiement de l'intégralité de sa créance.

De même, lorsque des prestations ont été fournies à l'Administration en l'absence d'un marché public régulier, alors que l'application du Code des Marchés publics était requise, l'indemnité prévue à l'article 45 du Code des Obligations de l'Administration ne devra pas couvrir la totalité de la créance réclamée à titre de contrepartie. »

D- AUTORISATION DE REGULATION DES DEPENSES

ARTICLE 17: *Le Président de la République est autorisé à opérer, par décret, des abattements sur les dotations applicables aux divers chapitres de crédits de fonctionnement et de dépenses en capital.*

E- CENTRALISATION DES TRANSFERTS DANS LE COMPTE UNIQUE DU TRESOR

ARTICLE 18 : *Les subventions, dons et autres concours financiers alloués par l'Etat aux établissements publics, agences et autres entités publiques similaires ou assimilés sont versés dans des comptes de dépôt ouverts au Trésor.*

La mobilisation des fonds, soit pour payer directement des tiers, soit pour alimenter des comptes ouverts au nom des dites entités dans les banques, est faite selon un planning arrêté en accord avec le Trésor.

ARTICLE 19 : *Il est institué au profit du budget de l'Etat une CSMC.*

Cette contribution s'applique aux substances minérales et fossiles visées à l'article 4 du Code minier et au ciment.

Les produits des mines et carrières sont exonérés de la contribution spéciale lorsqu'ils sont utilisés dans la production de biens soumis à cette même contribution.

. La base imposable est déterminée :

- à la vente, par le prix normal de vente tous frais et taxes compris, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée et de la CSMC elle-même ;*
- à l'importation, par la valeur en douane augmentée de tous les droits et taxes liquidés par la Douane, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée et de la CSMC elle-même ;*

- dans tous les autres cas, par le prix normal ou la valeur normale du bien tous frais et taxes compris, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée et de la CSMC elle-même.

La contribution spéciale s'applique aux livraisons sur le marché local, aux importations et aux exportations.

Le fait générateur de la contribution spéciale est constitué :

1° pour les substances extraites ou produites au Sénégal, par la première cession effectuée à titre onéreux ou à titre gratuit, par le prélèvement ou par la livraison à soi-même pour la consommation personnelle ;

2° pour les substances importées, par la mise en consommation matérielle ou juridique sur le territoire du Sénégal.

Le taux de la contribution spéciale est de 5% pour les produits des mines et le ciment.

Les règles relatives à la liquidation, au recouvrement et au contentieux en matière de taxe sur la valeur ajoutée s'appliquent à la CSMC.



ANNEXE 1

Prévisions des recettes par article et par paragraphe

En milliers de francs

NOMENCLATURE ET NATURE DE RECETTES	PREVISIONS LFR 2011	REALISATIONS AU 31-08-11	PREVISIONS LFI 2012	ECARTS: LFR/LFI	TAUX ECART
ARTICLE 71- RECETTES FISCALES					
Paragraphe 0711 - Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	139 000 000	103 600 000	134 500 000	-4 500 000	-3,24%
Paragraphe 0712 - Impôts sur les salaires et autres rémunérations	206 500 000	124 500 000	239 100 000	32 600 000	15,79%
Paragraphe 0713 - Impôts sur le patrimoine (droit d'enregistrement)	23 300 000	0	25 900 000	2 600 000	11,16%
Paragraphe 0714 - Autres impôts directs (dont CGU)	400 000	0	600 000	200 000	50,00%
TOTAL IMPOTS DIRECTS	369 200 000	228 100 000	400 100 000	30 900 000	8,37%
Paragraphe 0715 - Impôts et taxes intérieures sur les biens et services	691 300 000	428 400 000	733 700 000	42 400 000	6,13%
Paragraphe 0716 - Droits de timbre et d'enregistrement	30 800 000	33 400 000	33 100 000	2 300 000	7,47%
Paragraphe 0717 - Droits et taxes à l'importation	189 200 000	131 600 000	204 000 000	14 800 000	7,82%
Paragraphe 0719 - Autres recettes fiscales*	37 700 000	0	46 100 000	8 400 000	22,28%
TOTAL IMPOTS INDIRECTS	949 000 000	593 400 000	1 016 900 000	67 900 000	7,15%
071 - TOTAL RECETTES FISCALES	1 318 200 000	821 500 000	1 417 000 000	98 800 000	7,50%
ARTICLE 72 - RECETTES NON FISCALES				0	#DIV/0!
Paragraphe 0721 - Revenu de l'Entreprise et du Domaine	22 100 000	9 100 000	18 600 000	-3 500 000	-15,84%
Paragraphe 0722 - Droits et frais administratifs	100 000	0	100 000	0	0,00%
Paragraphe 0723 - Amendes et Condamnations pécuniaires	100 000	0	100 000	0	0,00%
Paragraphe 0724 - Produits financiers	20 300 000	20 100 000	27 000 000	6 700 000	33,00%
Paragraphe 0729 - Autres recettes non fiscales**	2 200 000	1 600 000	52 200 000	50 000 000	2272,73%
072 - TOTAL RECETTES NON FISCALES	44 800 000	30 800 000	98 000 000	53 200 000	118,75%
TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES	1 363 000 000	852 300 000	1 515 000 000	152 000 000	11,15%
074 - DONS PROGRAMMES	37 300 000	0	19 000 000	-18 300 000	-49,06%
076 - RECETTES EXCEPTIONNELLES***	62 000 000	36 140 700	60 000 000	-2 000 000	-3,23%
729 - REMBOURSEMENT DE PRÊTS ET AVANCES (PRETS RETROCEDES)	3 000 000	0	3 000 000	0	0,00%
014 - EMISSIONS DE BONS DU TRESOR A PLUS D'UN AN	43 880 000	0	115 000 000	71 120 000	162,08%



ANNEXE 1

Prévisions des recettes par article et par paragraphe (suite)

En milliers de francs

NOMENCLATURE ET NATURE DE RECETTES	PREVISIONS LFR 2011	REALISATIONS AU 31-08-11	PREVISIONS LFI 2012	ECARTS: LFR/LFI	TAUX ECART
016 - EMPRUNTS PROGRAMMES	42 200 000	0	25 000 000	-17 200 000	-40,76%
017 AUTRES EMPRUNTS****	425 600 000	0	206 870 000	-218 730 000	-51,39%
Total emprunts	511 680 000	0	346 870 000	-164 810 000	-32,21%
emprunts hors financement déficit	464 470 000		301 370 000	-163 100 000	-35,12%
TOTAL ARTICLES 74, 76, 729, 16 et 17	613 980 000	36 140 700	428 870 000	-185 110 000	-30,15%
TOTAL ARTICLES 71 - 72 - 76 - 29 - 14-16 et 17	1 976 980 000	888 440 700	1 943 870 000	-33 110 000	-1,67%
012 - DONS PROJETS ET LEGS	125 000 000	51 739 000	126 800 000	1 800 000	1,44%
015 - TIRAGES SUR EMPRUNTS PROJETS	156 000 000	87 632 000	196 200 000	40 200 000	25,77%
TOTAL ARTICLES 12, et 15	281 000 000	139 371 000	323 000 000	42 000 000	14,95%
TOTAL RESSOURCES BUDGET GENERAL	2 257 980 000	1 027 811 700	2 266 870 000	8 890 000	0,39%
TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	73 916 000		77 916 000	4 000 000	5,41%
TOTAL RESSOURCES LOI DE FINANCES (BG+CST) y compris financement déficit	2 331 896 000	1 027 811 700	2 344 786 000	12 890 000	0,55%
TOTAL RESSOURCES LOI DE FIN(BG+CST) HORS FINANCEMENT DU DEFICIT	2 284 686 000		2 299 286 000	14 600 000	0,64%
FONDS DE SOUTIEN A L'ENERGIE	18 000 000		28 000 000	10 000 000	55,56%
TOTAL RESSOURCES LOI DE FINANCES Y COMPRIS FSE	2 349 896 000	1 027 811 700	2 372 786 000	22 890 000	0,97%

* 0719 Autres recettes fiscales : Fonds de sécurisation des importations de pétrole (FSIPP) 36,1 milliards ;

Contribution spéciale sur les produits des mines et carrières (CMSC) 10 milliards.

** 0729 dont taxes sur les appels entrants 50 milliards

*** 076 Recettes exceptionnelles : ressources PPTe-IADM : 60 milliards

** ** 017 Autres emprunts : 206,870 milliards :

Emprunts obligataires 138,020 milliards ;

Emprunts auprès des organismes privés

Extérieurs 23,350 milliards ; emprunts auprès des

Institutions financières et du système bancaire 45,5 milliards pour financer le déficit.



ANNEXE 2 Comptes spéciaux du Trésor

En francs

LIBELLES	RECETTES	DEPENSES
COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE		
Fonds National de retraite	58 000 000 000	58 000 000 000
Fonds de Lutte contre incendies	1 056 000 000	1 056 000 000
Caisse d'encourag. à la Pêche et Industries Annexes	900 000 000	900 000 000
Frais de contrôle des Sociétés à participation Publique	210 000 000	210 000 000
s/total	60 166 000 000	60 166 000 000
COMPTES DE COMMERCE		
Opér. à caractère industriel et Commerc. des Armées	150 000 000	150 000 000
s/total	150 000 000	150 000 000
COMPTES DE PRETS		
Consolid.d'avances en prêts Etab.Pub.Soc. À Part. Pub. Maj.	0	0
prêts aux Collectivités locales	800 000 000	800 000 000
prêts à divers organismes	0	0
prêts à divers particuliers	16 000 000 000	16 000 000 000
s/total	16 800 000 000	16 800 000 000
COMPTES D'AVANCES		
Avances Etab.Pub.Soc. À Part. Pub. Maj.	0	0
Avance à 1 an à divers organismes	0	0
Avance à 1 an à divers agents publics	0	0
Avance à 1 an aux collectivités locales	800 000 000	800 000 000
s/total	800 000 000	800 000 000
RECAPITULATION GENERALE		
COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE	60 166 000 000	60 166 000 000
COMPTES DE COMMERCE	150 000 000	150 000 000
COMPTES DE PRETS	16 800 000 000	16 800 000 000
COMPTES D'AVANCES	800 000 000	800 000 000
total	77 916 000 000	77 916 000 000



ANNEXE 3

REEVALUATION DES SERVICES VOTES
 RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE
 (Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2011	Loi de Finances pour l'année 2012
		Réévaluation Services Votés
10 Dette Publique		
DETTE PUBLIQUE		
Dette Publique		
Titre 1 - 10 Amortissement et charge de la dette publique et deniers	254 730 000 000	347 880 000 000
Total Dette Publique	254 730 000 000	347 880 000 000
TOTAL DETTE PUBLIQUE	254 730 000 000	347 880 000 000
Total Général Section 10	254 730 000 000	347 880 000 000
21 Présidence de la République		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 21 Dépenses de personnel	4 189 452 080	4 114 615 620
Titre 3 - 21 Dépenses de fonctionnement	10 065 999 750	10 045 999 000
Titre 4 - 21 Transferts courants	14 221 192 500	14 025 728 000
Total Budget de Fonctionnement	28 476 644 330	28 186 342 620
TOTAL BUDGET GENERAL	28 476 644 330	28 186 342 620
Total Général Section 21	28 476 644 330	28 186 342 620
22 Assemblée Nationale		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 22 Dépenses de personnel	6 617 315 560	7 857 863 800
Titre 3 - 22 Dépenses de fonctionnement	4 842 745 000	4 842 745 000
Titre 4 - 22 Transferts courants	91 161 000	91 161 000
Total Budget de Fonctionnement	11 551 221 560	12 791 769 800
TOTAL BUDGET GENERAL	11 551 221 560	12 791 769 800
Total Général Section 22	11 551 221 560	12 791 769 800
23 Commission Electorale Nationale Autonome		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 4 - 23 Transferts courants	2 300 983 000	1 600 983 000
Total Budget de Fonctionnement	2 300 983 000	1 600 983 000
TOTAL BUDGET GENERAL	2 300 983 000	1 600 983 000
Total Général Section 23	2 300 983 000	1 600 983 000



ANNEXE 3

REEVALUATION DES SERVICES VOTES

RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2011	Loi de Finances pour l'année 2012
		Réévaluation Services Votés
24 Conseil Economique et Social		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 24 Dépenses de personnel	1 782 000 000	1 782 000 000
Titre 3 - 24 Dépenses de fonctionnement	1 270 224 000	1 270 224 000
Titre 4 - 24 Transferts courants	47 087 000	47 087 000
Total Budget de Fonctionnement	3 099 311 000	3 099 311 000
TOTAL BUDGET GENERAL	3 099 311 000	3 099 311 000
Total Général Section 24	3 099 311 000	3 099 311 000
25 Conseil Constitutionnel		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 25 Dépenses de personnel	146 008 000	132 285 400
Titre 3 - 25 Dépenses de fonctionnement	58 370 000	58 370 000
Titre 4 - 25 Transferts courants	0	0
Total Budget de Fonctionnement	204 378 000	190 655 400
TOTAL BUDGET GENERAL	204 378 000	190 655 400
Total Général Section 25	204 378 000	190 655 400
27 Cour Suprême		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 27 Dépenses de personnel	748 683 000	683 864 000
Titre 3 - 27 Dépenses de fonctionnement	715 956 000	715 956 000
Titre 4 - 27 Transferts courants	1 977 000	1 977 000
Total Budget de Fonctionnement	1 466 616 000	1 401 797 000
TOTAL BUDGET GENERAL	1 466 616 000	1 401 797 000
Total Général Section 27	1 466 616 000	1 401 797 000
28 Cour des Comptes		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 28 Dépenses de personnel	755 181 560	755 375 760
Titre 3 - 28 Dépenses de fonctionnement	243 952 000	243 952 000
Total Budget de Fonctionnement	999 133 560	999 327 760
TOTAL BUDGET GENERAL	999 133 560	999 327 760
Total Général Section 28	999 133 560	999 327 760



ANNEXE 3

REEVALUATION DES SERVICES VOTES

RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2011	Loi de Finances pour l'année 2012
		Réévaluation Services Votés
29 SENAT		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 29 Dépenses de personnel	3 062 777 000	3 062 777 000
Titre 3 - 29 Dépenses de fonctionnement	1 302 073 000	1 302 073 000
Total Budget de Fonctionnement	4 364 850 000	4 364 850 000
TOTAL BUDGET GENERAL	4 364 850 000	4 364 850 000
Total Général Section 29	4 364 850 000	4 364 850 000
30 Primature		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 30 Dépenses de personnel	1 480 588 940	1 292 853 640
Titre 3 - 30 Dépenses de fonctionnement	3 335 064 500	3 287 600 090
Titre 4 - 30 Transferts courants	4 568 415 000	4 588 415 000
Total Budget de Fonctionnement	9 384 068 440	9 168 868 730
TOTAL BUDGET GENERAL	9 384 068 440	9 168 868 730
Total Général Section 30	9 384 068 440	9 168 868 730
31 Ministère des Affaires Etrangères		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 31 Dépenses de personnel	17 164 974 800	17 232 537 460
Titre 3 - 31 Dépenses de fonctionnement	12 834 332 000	12 276 726 880
Titre 4 - 31 Transferts courants	5 169 820 000	5 169 820 000
Total Budget de Fonctionnement	35 169 126 800	34 679 084 340
TOTAL BUDGET GENERAL	35 169 126 800	34 679 084 340
Total Général Section 31	35 169 126 800	34 679 084 340
32 Ministère des Forces Armées		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 32 Dépenses de personnel	63 681 244 480	62 322 322 980
Titre 3 - 32 Dépenses de fonctionnement	20 134 068 000	20 134 068 000
Titre 4 - 32 Transferts courants	2 249 687 000	2 249 687 000
Total Budget de Fonctionnement	86 064 999 480	84 706 077 980
TOTAL BUDGET GENERAL	86 064 999 480	84 706 077 980
Total Général Section 32	86 064 999 480	84 706 077 980



ANNEXE 3

REEVALUATION DES SERVICES VOTES

RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2011	Loi de Finances pour l'année 2012
		Réévaluation Services Votés
33 Ministère de l'Intérieur		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 33 Dépenses de personnel	23 993 305 500	24 180 033 400
Titre 3 - 33 Dépenses de fonctionnement	8 806 617 750	4 604 940 280
Titre 4 - 33 Transferts courants	0	0
Total Budget de Fonctionnement	32 799 923 250	28 784 973 680
TOTAL BUDGET GENERAL	32 799 923 250	28 784 973 680
Total Général Section 33	32 799 923 250	28 784 973 680
34 Ministère de la Justice		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 34 Dépenses de personnel	16 714 525 480	16 640 937 960
Titre 3 - 34 Dépenses de fonctionnement	4 431 419 250	4 451 419 000
Titre 4 - 34 Transferts courants	715 862 000	715 862 000
Total Budget de Fonctionnement	21 861 806 730	21 808 218 960
TOTAL BUDGET GENERAL	21 861 806 730	21 808 218 960
Total Général Section 34	21 861 806 730	21 808 218 960
35 Ministère de la Fonction Publique et de l'Emploi		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 35 Dépenses de personnel	795 160 260	814 100 940
Titre 3 - 35 Dépenses de fonctionnement	324 051 750	308 025 380
Titre 4 - 35 Transferts courants	929 649 000	873 870 060
Total Budget de Fonctionnement	2 048 861 010	1 995 996 380
TOTAL BUDGET GENERAL	2 048 861 010	1 995 996 380
Total Général Section 35	2 048 861 010	1 995 996 380
36 Ministère des relations avec les institutions		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 36 Dépenses de personnel	89 059 440	120 719 080
Titre 3 - 36 Dépenses de fonctionnement	227 553 000	214 739 820
Total Budget de Fonctionnement	316 612 440	335 458 900
TOTAL BUDGET GENERAL	316 612 440	335 458 900
Total Général Section 36	316 612 440	335 458 900



ANNEXE 3

REEVALUATION DES SERVICES VOTES

RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2011	Loi de Finances pour l'année 2012
		Réévaluation Services Votés
37 Ministère du Travail et des Organisations Professionnelles		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 37 Dépenses de personnel	869 554 200	923 821 680
Titre 3 - 37 Dépenses de fonctionnement	175 258 000	165 426 520
Titre 4 - 37 Transferts courants	218 000 000	204 920 000
Total Budget de Fonctionnement	1 262 812 200	1 294 168 200
TOTAL BUDGET GENERAL	1 262 812 200	1 294 168 200
Total Général Section 37	1 262 812 200	1 294 168 200
38		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 38 Dépenses de personnel	86 670 000	0
Titre 3 - 38 Dépenses de fonctionnement	118 200 000	0
Titre 4 - 38 Transferts courants	80 153 000	0
Total Budget de Fonctionnement	285 023 000	0
TOTAL BUDGET GENERAL	285 023 000	0
Total Général Section 38	285 023 000	0
39 Ministère des Sénégalais de l'Extérieur		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 39 Dépenses de personnel	254 135 000	181 235 260
Titre 3 - 39 Dépenses de fonctionnement	194 850 000	283 386 000
Titre 4 - 39 Transferts courants	148 419 750	40 813 860
Total Budget de Fonctionnement	597 404 750	505 435 120
TOTAL BUDGET GENERAL	597 404 750	505 435 120
Total Général Section 39	597 404 750	505 435 120
40 Ministère de l'Economie Maritime		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 40 Dépenses de personnel	1 316 503 880	1 441 340 080
Titre 3 - 40 Dépenses de fonctionnement	494 406 250	467 970 060
Titre 4 - 40 Transferts courants	161 605 000	153 447 100
Total Budget de Fonctionnement	1 972 515 130	2 062 757 240
TOTAL BUDGET GENERAL	1 972 515 130	2 062 757 240
Total Général Section 40	1 972 515 130	2 062 757 240



ANNEXE 3

REEVALUATION DES SERVICES VOTES

RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2011	Loi de Finances pour l'année 2012
		Réévaluation Services Votés
41 Ministère Coop. Int. ,des Trans. Aériens, des Infrastructures et de l'énergie.		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 41 Dépenses de personnel	841 235 720	805 473 200
Titre 3 - 41 Dépenses de fonctionnement	539 332 750	511 960 020
Titre 4 - 41 Transferts courants	285 771 000	222 564 740
Total Budget de Fonctionnement	1 666 339 470	1 539 997 960
TOTAL BUDGET GENERAL	1 666 339 470	1 539 997 960
Total Général Section 41	1 666 339 470	1 539 997 960
42 Ministère de l'agriculture		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 42 Dépenses de personnel	2 605 696 000	2 420 438 660
Titre 3 - 42 Dépenses de fonctionnement	1 042 784 750	995 622 080
Titre 4 - 42 Transferts courants	4 771 162 500	4 650 126 100
Total Budget de Fonctionnement	8 419 643 250	8 066 186 840
TOTAL BUDGET GENERAL	8 419 643 250	8 066 186 840
Total Général Section 42	8 419 643 250	8 066 186 840
43 Ministère de l'Economie et des Finances		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 43 Dépenses de personnel	17 760 808 760	17 968 461 460
Titre 3 - 43 Dépenses de fonctionnement	6 559 471 750	6 980 801 556
Titre 4 - 43 Transferts courants	3 664 856 000	3 974 441 040
Total Budget de Fonctionnement	27 985 136 510	28 923 704 056
TOTAL BUDGET GENERAL	27 985 136 510	28 923 704 056
Total Général Section 43	27 985 136 510	28 923 704 056
44 Ministère des Mines, de l'Industrie, de l'Agro industrie et des PME		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 44 Dépenses de personnel	513 262 120	521 749 520
Titre 3 - 44 Dépenses de fonctionnement	207 431 000	196 205 600
Titre 4 - 44 Transferts courants	1 057 877 750	1 385 568 460
Total Budget de Fonctionnement	1 778 570 870	2 103 523 580
TOTAL BUDGET GENERAL	1 778 570 870	2 103 523 580
Total Général Section 44	1 778 570 870	2 103 523 580



ANNEXE 3

REEVALUATION DES SERVICES VOTES

RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2011	Loi de Finances pour l'année 2012
		Réévaluation Services Votés
45 Ministère du Commerce		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 45 Dépenses de personnel	1 402 237 840	1 292 194 380
Titre 3 - 45 Dépenses de fonctionnement	373 692 000	355 235 880
Titre 4 - 45 Transferts courants	1 032 028 000	970 106 320
Total Budget de Fonctionnement	2 807 957 840	2 617 536 580
TOTAL BUDGET GENERAL	2 807 957 840	2 617 536 580
Total Général Section 45	2 807 957 840	2 617 536 580
46 Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, de l'Hydraulique et de l'assainissement		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 46 Dépenses de personnel	1 061 941 300	1 737 297 360
Titre 3 - 46 Dépenses de fonctionnement	542 503 500	574 208 680
Titre 4 - 46 Transferts courants	264 492 250	290 599 120
Total Budget de Fonctionnement	1 868 937 050	2 602 105 160
TOTAL BUDGET GENERAL	1 868 937 050	2 602 105 160
Total Général Section 46	1 868 937 050	2 602 105 160
49 Ministère de l'Artisanat du tourisme et des relations avec le secteur privé et le secteur informel		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 49 Dépenses de personnel	605 455 720	631 094 000
Titre 3 - 49 Dépenses de fonctionnement	242 834 000	229 300 520
Titre 4 - 49 Transferts courants	508 846 500	478 315 240
Total Budget de Fonctionnement	1 357 136 220	1 338 709 760
TOTAL BUDGET GENERAL	1 357 136 220	1 338 709 760
Total Général Section 49	1 357 136 220	1 338 709 760
50 Ministère de l'Enseignement Élémentaire, du Moyen secondaire et des langues nationales		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 50 Dépenses de personnel	150 542 066 940	158 555 980 440
Titre 3 - 50 Dépenses de fonctionnement	114 448 836 500	114 385 956 000
Titre 4 - 50 Transferts courants	1 577 405 000	1 487 405 000
Total Budget de Fonctionnement	266 568 308 440	274 429 341 440
TOTAL BUDGET GENERAL	266 568 308 440	274 429 341 440
Total Général Section 50	266 568 308 440	274 429 341 440



ANNEXE 3

REEVALUATION DES SERVICES VOTES

RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2011	Loi de Finances pour l'année 2012
		Réévaluation Services Votés
52 Ministère des Sports		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 52 Dépenses de personnel	1 332 887 960	1 171 173 920
Titre 3 - 52 Dépenses de fonctionnement	1 776 582 250	1 740 817 080
Titre 4 - 52 Transferts courants	531 250 000	500 275 000
Total Budget de Fonctionnement	3 640 720 210	3 412 266 000
TOTAL BUDGET GENERAL	3 640 720 210	3 412 266 000
Total Général Section 52	3 640 720 210	3 412 266 000
53 Ministère de la Culture du Genre et du Cadre de Vie		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 53 Dépenses de personnel	879 410 080	1 175 624 740
Titre 3 - 53 Dépenses de fonctionnement	355 883 250	632 652 180
Titre 4 - 53 Transferts courants	2 738 911 500	2 859 833 380
Total Budget de Fonctionnement	3 974 204 830	4 668 110 300
TOTAL BUDGET GENERAL	3 974 204 830	4 668 110 300
Total Général Section 53	3 974 204 830	4 668 110 300
54 Ministère de la Santé, de l'hygiène Publique et de la Prévention		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 54 Dépenses de personnel	35 539 122 020	36 532 629 086
Titre 3 - 54 Dépenses de fonctionnement	9 943 543 000	10 122 322 000
Titre 4 - 54 Transferts courants	24 902 337 000	24 902 337 000
Total Budget de Fonctionnement	70 385 002 020	71 557 288 086
TOTAL BUDGET GENERAL	70 385 002 020	71 557 288 086
Total Général Section 54	70 385 002 020	71 557 288 086
55 Ministère de la Jeunesse et des Loisirs		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 55 Dépenses de personnel	1 227 862 020	1 164 878 260
Titre 3 - 55 Dépenses de fonctionnement	726 219 750	688 235 640
Titre 4 - 55 Transferts courants	186 250 000	175 075 000
Total Budget de Fonctionnement	2 140 331 770	2 028 188 900
TOTAL BUDGET GENERAL	2 140 331 770	2 028 188 900
Total Général Section 55	2 140 331 770	2 028 188 900



ANNEXE 3

REEVALUATION DES SERVICES VOTES

RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2011	Loi de Finances pour l'année 2012
		Réévaluation Services Votés
56 Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 56 Dépenses de personnel	3 981 264 520	3 856 152 480
Titre 3 - 56 Dépenses de fonctionnement	3 043 167 500	2 916 381 180
Titre 4 - 56 Transferts courants	391 620 000	368 122 800
Total Budget de Fonctionnement	7 416 052 020	7 140 656 460
TOTAL BUDGET GENERAL	7 416 052 020	7 140 656 460
Total Général Section 56	7 416 052 020	7 140 656 460
57 Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 57 Dépenses de personnel	724 412 360	607 447 020
Titre 3 - 57 Dépenses de fonctionnement	295 082 750	255 576 580
Titre 4 - 57 Transferts courants	311 403 000	297 528 000
Total Budget de Fonctionnement	1 330 898 110	1 160 551 600
TOTAL BUDGET GENERAL	1 330 898 110	1 160 551 600
Total Général Section 57	1 330 898 110	1 160 551 600
58 Ministère de la Famille et des Organisations Feminiennes		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 58 Dépenses de personnel	1 391 433 060	1 097 815 740
Titre 3 - 58 Dépenses de fonctionnement	1 153 006 000	1 023 861 900
Titre 4 - 58 Transferts courants	860 713 500	756 430 220
Total Budget de Fonctionnement	3 405 152 560	2 878 107 860
TOTAL BUDGET GENERAL	3 405 152 560	2 878 107 860
Total Général Section 58	3 405 152 560	2 878 107 860
59 Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 59 Dépenses de personnel	10 011 175 940	8 318 695 340
Titre 3 - 59 Dépenses de fonctionnement	6 111 264 000	6 116 264 000
Titre 4 - 59 Transferts courants	929 105 000	941 105 000
Total Budget de Fonctionnement	17 051 544 940	15 376 064 340
TOTAL BUDGET GENERAL	17 051 544 940	15 376 064 340
Total Général Section 59	17 051 544 940	15 376 064 340



ANNEXE 3

REEVALUATION DES SERVICES VOTES

RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2011	Loi de Finances pour l'année 2012
		Réévaluation Services Votés
60 Charges non Réparties		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 60 Dépenses de personnel	33 778 617 400	51 854 202 214
Titre 3 - 60 Dépenses de fonctionnement	127 408 770 000	94 992 528 744
Titre 4 - 60 Transferts courants	64 864 713 250	60 864 713 250
Total Budget de Fonctionnement	226 052 100 650	207 711 444 208
TOTAL BUDGET GENERAL	226 052 100 650	207 711 444 208
Total Général Section 60	226 052 100 650	207 711 444 208
62 Min Elevage		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 62 Dépenses de personnel	1 582 926 880	1 691 004 300
Titre 3 - 62 Dépenses de fonctionnement	539 388 750	511 198 680
Titre 4 - 62 Transferts courants	215 795 000	204 595 820
Total Budget de Fonctionnement	2 338 110 630	2 406 798 800
TOTAL BUDGET GENERAL	2 338 110 630	2 406 798 800
Total Général Section 62	2 338 110 630	2 406 798 800
63 Ministère de la communication et des Télécommunications		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 63 Dépenses de personnel	366 857 900	298 820 060
Titre 3 - 63 Dépenses de fonctionnement	449 987 500	494 859 420
Titre 4 - 63 Transferts courants	721 370 000	721 370 000
Total Budget de Fonctionnement	1 538 215 400	1 515 049 480
TOTAL BUDGET GENERAL	1 538 215 400	1 515 049 480
Total Général Section 63	1 538 215 400	1 515 049 480
64 Ministère de l'Entreprenariat Féminin et de la Microfinance		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 64 Dépenses de personnel	147 318 000	244 908 100
Titre 3 - 64 Dépenses de fonctionnement	154 451 000	145 852 940
Titre 4 - 64 Transferts courants	416 136 000	0
Total Budget de Fonctionnement	717 905 000	390 761 040
TOTAL BUDGET GENERAL	717 905 000	390 761 040
Total Général Section 64	717 905 000	390 761 040



ANNEXE 3

REEVALUATION DES SERVICES VOTES

RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2011	Loi de Finances pour l'année 2012
		Réévaluation Services Votés
65 Ministère de la Décentralisation et des Collectivités locales		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 65 Dépenses de personnel	1 333 726 920	1 396 277 900
Titre 3 - 65 Dépenses de fonctionnement	331 092 750	375 088 800
Titre 4 - 65 Transferts courants	19 084 099 000	16 704 275 260
Total Budget de Fonctionnement	20 748 918 670	18 475 641 960
TOTAL BUDGET GENERAL	20 748 918 670	18 475 641 960
Total Général Section 65	20 748 918 670	18 475 641 960
66 Min. des Transports Terrestres, des Trans. Ferroviaires et de l'Amén. du territoire		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 66 Dépenses de personnel	734 860 460	602 927 820
Titre 3 - 66 Dépenses de fonctionnement	205 590 000	193 451 040
Titre 4 - 66 Transferts courants	100 000 000	140 060 000
Total Budget de Fonctionnement	1 040 450 460	936 438 860
TOTAL BUDGET GENERAL	1 040 450 460	936 438 860
Total Général Section 66	1 040 450 460	936 438 860
67 Ministère des Energies Renouvelables		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 67 Dépenses de personnel	92 982 100	86 101 200
Titre 3 - 67 Dépenses de fonctionnement	155 575 000	147 080 500
Total Budget de Fonctionnement	248 557 100	233 181 700
TOTAL BUDGET GENERAL	248 557 100	233 181 700
Total Général Section 67	248 557 100	233 181 700
68 Ministère de l'Urbanisme, de l'Assainissement et de l'Hygiène Publique		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 68 Dépenses de personnel	729 289 720	0
Titre 3 - 68 Dépenses de fonctionnement	254 531 500	0
Total Budget de Fonctionnement	983 821 220	0
TOTAL BUDGET GENERAL	983 821 220	0
Total Général Section 68	983 821 220	0



ANNEXE 3

REEVALUATION DES SERVICES VOTES

RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2011	Loi de Finances pour l'année 2012
		Réévaluation Services Votés
69		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 69 Dépenses de personnel	723 833 000	0
Titre 3 - 69 Dépenses de fonctionnement	386 640 000	0
Titre 4 - 69 Transferts courants	300 000 000	0
Total Budget de Fonctionnement	1 410 473 000	0
TOTAL BUDGET GENERAL	1 410 473 000	0
Total Général Section 69	1 410 473 000	0
72 Ministère des Ecovillages, des Bassins de Retention, des Lacs Artificiels et de la Pisciculture		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 72 Dépenses de personnel	140 489 000	169 768 000
Titre 3 - 72 Dépenses de fonctionnement	195 365 000	184 986 620
Titre 4 - 72 Transferts courants	442 624 000	416 066 560
Total Budget de Fonctionnement	778 478 000	770 821 180
TOTAL BUDGET GENERAL	778 478 000	770 821 180
Total Général Section 72	778 478 000	770 821 180
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur, des Universités et des Centres Universitaires Régionaux(CUR) et de la Recherche Scientifique		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 75 Dépenses de personnel	2 124 241 080	2 031 010 300
Titre 3 - 75 Dépenses de fonctionnement	2 679 117 000	2 679 117 000
Titre 4 - 75 Transferts courants	77 299 708 000	77 299 708 000
Total Budget de Fonctionnement	82 103 066 080	82 009 835 300
TOTAL BUDGET GENERAL	82 103 066 080	82 009 835 300
Total Général Section 75	82 103 066 080	82 009 835 300
76		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 76 Dépenses de personnel	77 446 000	0
Titre 3 - 76 Dépenses de fonctionnement	130 231 000	0
Total Budget de Fonctionnement	207 677 000	0
TOTAL BUDGET GENERAL	207 677 000	0
Total Général Section 76	207 677 000	0



ANNEXE 3

REEVALUATION DES SERVICES VOTES
 RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE
 (Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2011	Loi de Finances pour l'année 2012
		Réévaluation Services Votés
77 Ministère de Petite Enfance et de l'Enfance		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 77 Dépenses de personnel	0	450 057 780
Titre 3 - 77 Dépenses de fonctionnement	0	221 668 000
Titre 4 - 77 Transferts courants	0	596 464 000
Total Budget de Fonctionnement	0	1 268 189 780
TOTAL BUDGET GENERAL	0	1 268 189 780
Total Général Section 77	0	1 268 189 780
78 Ministère Chargé des Elections		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 78 Dépenses de personnel	0	622 184 660
Titre 3 - 78 Dépenses de fonctionnement	0	208 112 000
Total Budget de Fonctionnement	0	830 296 660
TOTAL BUDGET GENERAL	0	830 296 660
Total Général Section 78	0	830 296 660
TOTAL GENERAL TOUTES SECTIONS:	1 258 920 000 000	1 332 246 874 000



ANNEXE 4 :
Répartition des mesures nouvelles par Pouvoir public ou Ministère et par titre

Section	POUV. PUBL. ET MINISTREES	PERSONNEL	FONCTIONNEMENT	TRANSFERTS COURANTS	TOTAL
	POUVOIRS PUBLICS				
	21 Présidence de la République			456 000 000	456 000 000
	22 Assemblée Nationale		2 265 600 000		2 265 600 000
	23 Commission Electorale Nationale Autonome			700 000 000	700 000 000
	24 Conseil Economique et Social	386 400 000	3 113 240 000		3 499 640 000
	25 Conseil Constitutionnel		50 000 000		50 000 000
	27 COUR SUPREME		200 000 000		200 000 000
	28 Cour des Comptes		10 000 000		10 000 000
	29 SENAT	500 000 000	2 120 000 000		2 620 000 000
	30 PRIMATURE			30 000 000	30 000 000
	S/TOTAL POUVOIRS PUBLICS	886 400 000	7 758 840 000	1 186 000 000	9 831 240 000
	31 Ministère des Affaires Etrangères	1 518 644 000	40 000 000		1 558 644 000
	32 Ministère des Forces Armées		2 045 000 000		2 045 000 000
	33 Ministère de l'Intérieur	251 904 000		8 000 000 000	8 251 904 000
	34 Ministère de la Justice		349 680 000	190 000 000	539 680 000
	35 Ministère de la Fonction publique et Emploi		37 000 000		37 000 000
	36 Ministère des relations avec les institutions				-
	37 Ministère du Travail et Org. Professionnelles		3 500 000		3 500 000
	39 Ministère des Sénégalais de l'Extérieur				-
	40 Ministère de l'Economie Maritime		3 000 000		3 000 000
	Ministère de la Coopération Internationale des Transports Aériens et des Infrastructures et de l'Energie			100 000 000	100 000 000
	42 Ministère de l'Agriculture			822 000 000	822 000 000
	43 Ministère de l'Economie et des Finances		386 218 000	250 000 000	636 218 000
	44 Ministère des Mines . Ind. Agro industrie PME		8 000 000		8 000 000
	45 Ministère du Commerce		10 000 000		10 000 000
	46 Ministère Urbanisme l'Habitat, Hydraul. Assainissement			26 000 000	26 000 000
	49 Ministère de l'Artisanat, Tourisme Sect Inform				-
	Ministère de l'Enseignement Préscolaire, de l'Elémentaire, du Moyen secondaire et des langues nationales		3 000 000 000		3 000 000 000
	52 Ministère des Sports		1 800 000 000		1 800 000 000
	53 Ministère de la Culture Genre et Cadre de vie			1 450 000 000	1 450 000 000
	54 Ministère de la Santé Hygiène Pub. Prévention		3 000 000		3 000 000
	55 Ministère de la Jeunesse et loisirs				-
	56 Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature		1 000 000		1 000 000
	57 Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale		5 000 000	45 000 000	50 000 000
	58 Ministère de la Famille, des Organisations Feminines				-
	Ministère de l'Enseignement Technique et de la				-
	59 Formation Professionnelle				-
	60 Charges non Réparties		1 730 000 000	50 781 900 000	52 511 900 000
	62 Min ELEVAGE				-
	Ministère de la communication et des				-
	63 Télécommunications			200 000 000	200 000 000
	64 Ministère Entrep. Fem et Micro Finances				-
	65 Ministère de la Décentralisation et des Collectivités locales			1 682 540 000	1 682 540 000
	Ministère des Transp Terrestres, des Trans FerroV et de				-
	66 l'Aménagement du territoire				-
	67 Ministère des Energie renouv				-
	Ministère des Ecovillages, des Bassins de Retention, des				-
	72 Lacs Artificiels et de la Pisciculture		2 500 000		2 500 000
	Ministère de l'Enseignement Supérieur, des universités				-
	et des Centres Universitaires Régionaux(CUR) et de la				-
	75 Recherche Scientifique		50 000 000	3 000 000 000	3 050 000 000
	77 Ministère Petite Enfance et Enfance		10 000 000		10 000 000
	78 Ministère chargé des Elections		16 000 000 000		16 000 000 000
	S/TOTAL MOYENS DES SERVICES	1 770 548 000	25 483 898 000	66 547 440 000	93 801 886 000
	TOTAL GENERAL	2 656 948 000	33 242 738 000	67 733 440 000	103 633 126 000



ANNEXE 5

En milliers de francs

Répartition des CP+PT RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE	RESSOURCES INTERNES	RESSOURCES EXTERNES		TOTAL
	CP	EMPRUNTS	SUBVENTION	PT+CP
		PT	PT	
21 Présidence de la République				
5 Investissements exécutés par l'état	968 000	17 065 870	1 000 000	19 033 870
6 Transfert en capital	42 864 337	0	0	42 864 337
Total Section:	43 832 337	17 065 870	1 000 000	61 898 207
22 Assemblée Nationale				
6 Transfert en capital	750 000	0	0	750 000
Total Section:	750 000	0	0	750 000
25 Conseil Constitutionnel				
6 Transfert en capital	43 400	0	0	43 400
Total Section:	43 400	0	0	43 400
27 Cour Suprême				
5 Investissements exécutés par l'état	150 000	0	0	150 000
Total Section:	150 000	0	0	150 000
28 Cour des Comptes				
5 Investissements exécutés par l'état	125 000	0	0	125 000
6 Transfert en capital	3 165 303	0	0	3 165 303
Total Section:	3 290 303	0	0	3 290 303
29 SENAT				
6 Transfert en capital	250 000	0	0	250 000
Total Section:	250 000	0	0	250 000
30 Primature				
5 Investissements exécutés par l'état	550 000	2 280 000	4 050 000	6 880 000
6 Transfert en capital	4 897 000	0	0	4 897 000
Total Section:	5 447 000	2 280 000	4 050 000	11 777 000
31 Ministère des Affaires Etrangères				
5 Investissements exécutés par l'état	4 650 000	0	1 497 000	6 147 000
6 Transfert en capital	200 000	0	0	200 000
Total Section:	4 850 000	0	1 497 000	6 347 000
32 Ministère des Forces Armées				
5 Investissements exécutés par l'état	11 470 000	0	0	11 470 000
6 Transfert en capital	2 180 000	0	0	2 180 000
Total Section:	13 650 000	0	0	13 650 000
33 Ministère de l'Intérieur				
5 Investissements exécutés par l'état	9 975 000	0	0	9 975 000
6 Transfert en capital	0	0	0	0
Total Section:	9 975 000	0	0	9 975 000
34 Ministère de la Justice				
5 Investissements exécutés par l'état	2 329 000	846 000	1 000 000	4 175 000
Total Section:	2 329 000	846 000	1 000 000	4 175 000
35 Ministère de la Fonction Publique et de l'Emploi				
5 Investissements exécutés par l'état	468 000	0	0	468 000
6 Transfert en capital	140 000	0	0	140 000
Total Section:	608 000	0	0	608 000



ANNEXE 5

En milliers de francs

Répartition des CP+PT RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE	RESSOURCES INTERNES	RESSOURCES EXTERNES		TOTAL
		EMPRUNTS	SUBVENTION	
	CP	PT	PT	PT+CP
36 Ministère des relations avec les institutions				
5 Investissements exécutés par l'état	325 000	0	0	325 000
Total Section:	325 000	0	0	325 000
37 Ministère du Travail et des Organisations Professionnelles				
5 Investissements exécutés par l'état	117 000	0	0	117 000
6 Transfert en capital	243 000	0	0	243 000
Total Section:	360 000	0	0	360 000
39 Ministère des Sénégalais de l'Extérieur				
5 Investissements exécutés par l'état	280 000	0	0	280 000
6 Transfert en capital	320 000	0	0	320 000
Total Section:	600 000	0	0	600 000
40 Ministère de l'Economie Maritime				
5 Investissements exécutés par l'état	2 632 000	6 500 000	1 000 000	10 132 000
6 Transfert en capital	2 423 200	0	0	2 423 200
Total Section:	5 055 200	6 500 000	1 000 000	12 555 200
41 Ministère Coop. Int. ,des Trans. Aériens, des Infrastructures et de l'énergie.				
5 Investissements exécutés par l'état	4 170 000	79 653 000	13 621 850	97 444 850
6 Transfert en capital	104 935 000	0	0	104 935 000
Total Section:	109 105 000	79 653 000	13 621 850	202 379 850
42 Ministère de l'agriculture				
5 Investissements exécutés par l'état	2 270 000	21 105 000	16 026 000	39 401 000
6 Transfert en capital	42 995 675	0	0	42 995 675
Total Section:	45 265 675	21 105 000	16 026 000	82 396 675
43 Ministère de l'Economie et des Finances				
5 Investissements exécutés par l'état	48 018 285	0	1 096 000	49 114 285
6 Transfert en capital	55 080 800	0	0	55 080 800
Total Section:	103 099 085	0	1 096 000	104 195 085
44 Ministère des Mines, de l'Industrie, de l'Agro industrie et des PME				
5 Investissements exécutés par l'état	1 749 000	2 682 000	3 524 000	7 955 000
6 Transfert en capital	1 085 000	0	0	1 085 000
Total Section:	2 834 000	2 682 000	3 524 000	9 040 000
45 Ministère du Commerce				
5 Investissements exécutés par l'état	560 000	0	1 015 000	1 575 000
6 Transfert en capital	680 000	0	0	680 000
Total Section:	1 240 000	0	1 015 000	2 255 000
46 Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, de l'Hydraulique et de l'assainissement				
5 Investissements exécutés par l'état	11 326 000	12 500 000	8 996 000	32 822 000
6 Transfert en capital	36 152 000	0	0	36 152 000
Total Section:	47 478 000	12 500 000	8 996 000	68 974 000
49 Ministère de l'Artisanat du tourisme et des relations avec le secteur privé et le secteur informel				
5 Investissements exécutés par l'état	670 000	0	215 000	885 000
6 Transfert en capital	730 000	0	0	730 000
Total Section:	1 400 000	0	215 000	1 615 000



ANNEXE 5

En milliers de francs

Répartition des CP+PT RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE	RESSOURCES INTERNES	RESSOURCES EXTERNES		TOTAL
		EMPRUNTS	SUBVENTION	
	CP	PT	PT	PT+CP
50 Ministère de l'Enseignement Élémentaire, du Moyen secondaire et des langues nationales				
5 Investissements exécutés par l'état	18 108 000	423 000	30 014 000	48 545 000
6 Transfert en capital	2 030 000	0	0	2 030 000
Total Section:	20 138 000	423 000	30 014 000	50 575 000
52 Ministère des Sports				
5 Investissements exécutés par l'état	100 000	0	1 997 000	2 097 000
6 Transfert en capital	1 500 000	0	0	1 500 000
Total Section:	1 600 000	0	1 997 000	3 597 000
53 Ministère de la Culture du Genre et du Cadre de Vie				
5 Investissements exécutés par l'état	1 485 000	500 000	325 150	2 310 150
6 Transfert en capital	2 055 000	0	0	2 055 000
Total Section:	3 540 000	500 000	325 150	4 365 150
54 Ministère de la Santé, de l'hygiène Publique et de la Prévention				
5 Investissements exécutés par l'état	12 312 000	7 822 000	15 952 000	36 086 000
6 Transfert en capital	2 859 000	0	0	2 859 000
Total Section:	15 171 000	7 822 000	15 952 000	38 945 000
55 Ministère de la Jeunesse et des Loisirs				
5 Investissements exécutés par l'état	530 000	0	460 000	990 000
6 Transfert en capital	425 000	0	0	425 000
Total Section:	955 000	0	460 000	1 415 000
56 Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature				
5 Investissements exécutés par l'état	4 175 000	5 850 000	8 566 000	18 591 000
6 Transfert en capital	4 300 000	0	0	4 300 000
Total Section:	8 475 000	5 850 000	8 566 000	22 891 000
57 Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale				
5 Investissements exécutés par l'état	179 000	0	0	179 000
6 Transfert en capital	1 171 000	0	0	1 171 000
Total Section:	1 350 000	0	0	1 350 000
58 Ministère de la Famille et des Organisations Feminiennes				
5 Investissements exécutés par l'état	1 467 000	1 350 000	2 790 000	5 607 000
6 Transfert en capital	1 423 000	0	0	1 423 000
Total Section:	2 890 000	1 350 000	2 790 000	7 030 000
59 Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle				
5 Investissements exécutés par l'état	1 735 000	0	5 805 000	7 540 000
6 Transfert en capital	4 104 000	0	0	4 104 000
Total Section:	5 839 000	0	5 805 000	11 644 000
62 Min Elevage				
5 Investissements exécutés par l'état	3 726 000	2 550 000	123 000	6 399 000
6 Transfert en capital	763 000	0	0	763 000
Total Section:	4 489 000	2 550 000	123 000	7 162 000



ANNEXE 5

En milliers de francs

Répartition des CP+PT RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE	RESSOURCES INTERNES	RESSOURCES EXTERNES		TOTAL
		EMPRUNTS	SUBVENTION	
	CP	PT	PT	PT+CP
63 Ministère de la communication et des Télécommunications				
5 Investissements exécutés par l'état	665 000	1 000 000	0	1 665 000
6 Transfert en capital	7 700 000	0	0	7 700 000
Total Section:	8 365 000	1 000 000	0	9 365 000
64 Ministère de l'Entrepreneuriat Féminin et de la Microfinance				
5 Investissements exécutés par l'état	305 000	0	3 205 000	3 510 000
6 Transfert en capital	0	0	0	0
Total Section:	305 000	0	3 205 000	3 510 000
65 Ministère de la Décentralisation et des Collectivités locales				
5 Investissements exécutés par l'état	400 000	13 484 000	8 354 000	22 238 000
6 Transfert en capital	13 600 000	0	0	13 600 000
Total Section:	14 000 000	13 484 000	8 354 000	35 838 000
66 Min. des Transports Terrestres, des Trans. Ferroviaires et de l'Amén. du territoire				
5 Investissements exécutés par l'état	160 000	1 620 000	0	1 780 000
6 Transfert en capital	6 852 000	0	0	6 852 000
Total Section:	7 012 000	1 620 000	0	8 632 000
67 Ministère des Energies Renouvelables				
5 Investissements exécutés par l'état	450 000	500 000	2 000 000	2 950 000
6 Transfert en capital	250 000	0	0	250 000
Total Section:	700 000	500 000	2 000 000	3 200 000
68 Ministère de l'Urbanisme, de l'Assainissement et de l'Hygiène Publique				
5 Investissements exécutés par l'état	0	0	0	0
6 Transfert en capital	0	0	0	0
Total Section:	0	0	0	0
72 Ministère des Ecovillages, des Bassins de Retention, des Lacs Artificiels et de la Pisciculture				
5 Investissements exécutés par l'état	925 000	2 269 130	1 250 000	4 444 130
6 Transfert en capital	1 045 000	0	0	1 045 000
Total Section:	1 970 000	2 269 130	1 250 000	5 489 130
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur, des Universités et des Centres Universitaires Régionaux(CUR) et de la Recherche Scientifique				
5 Investissements exécutés par l'état	368 000	9 000 000	0	9 368 000
6 Transfert en capital	7 886 000	0	0	7 886 000
Total Section:	8 254 000	9 000 000	0	17 254 000
77 Ministère de Petite Enfance et de l'Enfance				
5 Investissements exécutés par l'état	270 000	0	118 000	388 000
6 Transfert en capital	730 000	0	0	730 000
Total Section:	1 000 000	0	118 000	1 118 000
Total Général:	507 990 000	189 000 000	134 000 000	830 990 000

ANNEXE 5 bis**Financement des dépenses d'investissement**

En millions de francs CFA

Titre	INTITULES DES SECTEURS	SOURCES DE FINANCEMENTS						TOTAL	
		INTERIEUR (1)		EXTERIEURS (2)					
		ETAT		EMPRUNTS		SUBVENTIONS		AP+FA	CP+PT
		AP	CP	FA	PT	FA	PT		
	Investissements	4 377 978	507 990	1 633 170	189 000	1 238 547	134 000	7 249 695	830 990

AP = autorisation de programme

Financements publics intérieurs (TRESOR)

CP = crédits de paiement

Financements publics intérieurs (TRESOR)

FA = financement acquis

Financements extérieurs

Ou en négociation très avancée

PT = prévisions de tirage de l'année

Financements extérieurs

Budgétaire

(1) Opérations d'investissement financées sur ressources internes

(2) Opérations d'investissement financées sur aide étrangère

ANNEXE 6

Tableau des taxes parafiscales

(Art 6 de la loi organique 2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances)

Art 16 du projet de loi de finances)

NATURE DE LA TAXE	ORGANISMES BENEFICIAIRES	TAUX ET ASSIETTE	NATURE OU OBJET DE LA TAXE	TEXTES LEGISLATIFS OU REGLEMENTAIRES	PRODUIT POUR L'ANNEE 2011	EVALUATION POUR L'ANNEE 2012
Prélèvement COSEC	Conseil Sénégalais des Chargeurs (COSEC) (15%) et Fonds spécial de Soutien au secteur de l'Energie (FSE) (85%)	0,40% valeur des marchandises importées	Prélèvement applicable à la valeur en douane à l'importation et à l'exportation	- loi n° 75-51 du 3 avril 1975 - Décret n° 2011-167 du 3 février 2011	7.500.000.000	7.765.000.000
Cotisation professionnelle	COSEC	Cotisation annuelle de 10 000 francs	Cotisation professionnelle	décret n° 94-006 du 9 juin 1994		
Taxe sur les usagers de la route	Fonds d'Entretien Routier Autonome du Sénégal (FERA)	- 7.090 F CFA / hectolitre pour le super carburant - 6.390 F CFA / hectolitre pour l'essence ordinaire - 3.190 F CFA / hectolitre pour le gasoil	Taxe d'usage de la route	décret n° 2008-85 du 12 février 2008	24.500.000.000	
Prélèvement de Soutien au secteur de l'Energie (PSE)	FSE	- 20.000 FCFA par mètre cube pour le gasoil - 15.000 FCFA par tonne pour le diesel oil - 15.000 FCFA par tonne pour le fuel oil 180 - 15.000 FCFA par tonne pour le fuel oil 380 - 15.000 FCFA par mètre cube de supercarburant - 15.000 FCFA par mètre cube d'essence ordinaire	Taxe parafiscale destinée à la relance du secteur de l'Energie	Décret n° 2011-170 du 3 février 2011 modifié par le décret n° 2011-1012 du 15 juillet 2011	8.100.000.000	10.800.000.000
Contribution au Développement du service universel des Télécommunications et de l'Energie (CODETE)	FSE	3% du chiffre d'affaires hors taxes des exploitants de réseaux publics de télécommunications, net des frais d'interconnexions	Taxe parafiscale destinée à la relance du secteur de l'Energie et au développement du service universel des télécommunications	Décret n° 2011-311 du 7 mars 2011	18.900.000.000	18.000.000.000

ANNEXE 7**Tableau des dépenses auxquelles s'appliquent des crédits évaluatifs**

(Art 18 du projet de loi)

IMPUTATION	NATURE DES DEPENSES
BUDGET GENERAL	
Section 10 Dette Publique	
Titre 1 90922247010 1511	Amortissement emprunt projet multilatéraux
Titre 1 90922247010 1521	Amortissement emprunt projet bilatéraux
Titre 1 90922247010 1611	Amortissement emprunt programme multilatéraux
Titre 1 90922247010 1761	Autres emprunt Intérieurs auprès Instit...
Titre 1 90922247010 6511	Intérêts et frais financiers dette multilatérale
Titre 1 90922247010 6521	Intérêts et frais financiers dette bilatérale
Titre 1 90922247010 6541	Autres Intérêts et frais financiers extérieurs
Titre 1 90922247010 6571	Intérêts et frais financiers dette intérieure
Toutes sections	TOUS LES SERVICES
Titre 2 art 61 Parag. 1 Ligne 1	Dépenses de personnel
Titre 2 art 61 Parag. 3 Ligne 2	Indemnités de logement
Section 31	AFFAIRES ETRANGERES
Titre 3 14012005010 6271	Location immeuble
Titre 3 14012005010 6272	Location bâtiment à usage logement
Section 60	ECONOMIE ET FINANCES (charges communes)
Titre 3 91322348010 6233	Couverture de débet
Titre 3 302170008011 6233	Frais d'acte et e contentieux
Titre 5 70095017999 6295	Impôts et taxes sur marchés publics financés sur fonds extérieurs

**ANNEXE 8****ENCOURS DE LA DETTE**

(Art 33 alinéa 2-5° de la loi organique)

En milliards de francs

	ENCOURS	ENCOURS	ENCOURS	ENCOURS	ENCOURS
	AU	AU	AU	AU	AU
	31.12.2007	31.12.2008	31.08.2010	25.05.2011	31.08.2011
Crédits multilatéraux	612,1	716,3	985,80	1 188,18	1 054,93
FMI	10,8	28,8	163,20	188,30	
BIRD/IDA	358,2	417,8	492,82	524,82	575,28
BEI/FED/FND	11,4	11,1	9,97	16,79	19,09
BAD/FAD	66,7	89,1	97,47	173,26	173,66
OPEP/DADEA/BID/FASA	99,8	100,4	138,12	173,59	172,99
AUTRES	65,2	69,2	84,22	111,42	113,91
Crédits Bilatéraux	353,4	453,5	586,67	484,2	421,99
Pays de l'OCDE	60,2	131	207,32	169,13	157,25
Pays arabes	235	248,6	260,36	179,41	128,17
Autres	58,2	73,9	118,99	135,66	136,57
Dettes Commerciales	2,9	1,7	0,08	0	0
DONT GARANTIE	2,9	1,7	0,08	0	0
EUROBOND			90,00	0,00	0,00
EUROBOND 20113				227,70	228,14
Total	968,5	1171,6	1 662,55	1 900,08	1 705,06
variation absolue sur année précédente				237,53	-195,02
variation relative sur année précédente				14,29%	-10,26%



ANNEXE 8 bis

SERVICES DE LA DETTE EXTERIEURE ET DE LA DETTE INTERIEURE

(Art 33 alinéa 2-5° de la loi organique)

en milliards de francs

LIBELLES	SERVICE PREVISIONNEL LFI 2012			SERVICE PREVISIONNEL LFR 2011
	TOTAL DETTE	INT + COM	principal	DETTE au 31/ /2011
dettes extérieures				
Source lettre n° 04722MEF/DGF/DDI/DDP du 20 septembre 2011				
Crédits multilatéraux	79,41	19,74	59,67	82,42
dont BIRD/IDA/FIDA	45,05	11,51	33,54	42,78
BAD/FAD	8,11	2,90	5,21	13,44
OPEP/DADEA/BID	15,62	2,95	12,67	16,05
FMI				
Autres crédits	10,63	2,38	8,25	10,15
Crédits Bilatéraux	71,93	14,48	57,45	69,43
Pays de l'OCDE	48,43	8,90	39,53	51,12
Pays arabes	11,41	2,14	9,27	11,12
Autres	12,09	3,44	8,65	7,19
Opérations financières	22,10	22,10	0,00	119,15
Eurobond 2009	0,00	0,00	0,00	98,90
Eurobond 2011	20,30	20,30	0,00	20,25
Intérêt/ tirages futurs	1,80	1,80	0,00	0,00
Sous total	173,44	56,32	117,12	271,00
Economies PPTE (pour mémoire)	17,78	4,69	13,09	
Economies IADM pour mémoire	40,00	7,45	32,55	
dettes intérieures				
Source lettre n° 000504 MEF/DGCPT/TG du 28 septembre 2011				
Remboursement découvert statutaire BCEAO	8,54	0,16	8,38	8,54
Rachats DTS/FMI FMI	8,74	3,29	5,45	4,56
Dépôt KOWEITIEN	5,57	0,25	5,32	5,57
Obligations du Trésor par adjudication (emis avant 2011)	37,57	6,93	30,64	23,68
Obligations du Trésor par APE	38,93	5,94	32,99	20,37
Autres emprunts bancaires (BDM BOA BICIS)	2,36	2,36	0,00	1,86
Service prévisionnel des emprunts par adjudication de 2011	45,35	7,81	37,54	22,31
Service Prévisionnel pour les émissions de 2012	26,68	26,68	0,00	0,00
CDC Fonds particuliers	0,70	0,70	0,00	0,70
Sous total	174,44	54,12	120,32	87,59
Total général	347,88	110,44	237,44	358,59



ANNEXE 9
Liste des dépenses de fonctionnement sur ressources
PPTE/IADM

En millions de francs CFA

Intitulés	Affectation crédits PPTE /IADM
PRISE EN CHARGES MAITRES CONTRACTUELS	9 900 000 000
Total PPTE	9 900 000 000
PRISE EN CHARGE DES VOLONTAIRES DE L'EDUCATION	2 100 000 000
Total IADM	2 100 000 000
TOTAL EDUCATION	12 000 000 000
TOTAL GENERAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	12 000 000 000

**ANNEXE 9 bis****LISTE DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT SUR RESSOURCES PPTE/IADM**

CODE PTIP	INTITULE DES PROJETS	AFFECTATION RESSOURCES PPTE-IADM
30 PRIMATURE		
44081	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA NUTRITION	1 372 000 000
44001	PLAN STRATEGIQUE DE LUTTE CONTRE LE SIDA	700 000 000
TOTAL SECTION		2 072 000 000
40 MINISTERE DE L'ECONOMIE MARITIME, DE LA PECHE ET DES TRANSPORTS MARITIMES		
14133	AIRES DE TRANSFORMATION	359 000 000
TOTAL SECTION		359 000 000
41 MINISTERE DE LA COOPERATION INTERNATIONALE, DES TRANSPORTS AERIENS, DES INFRASTRUCTURES ET DE L'ENERGIE		
24034	FONDS DE CONTREPARTIE POUR LES CONCESSIONS D'ELECTRIFICATION RURALE	2 264 000 000
TOTAL SECTION		2 264 000 000
42 MINISTERE DE L'AGRICULTURE		
11006	PROGRAMME AGRICOLE/VOLET SEMENCES ARACHIDES	9 000 000 000
11012	PROGRAMME AGRICOLE/VOLET ENGRAIS	12 520 000 000
11020	PROGRAMME SPECIAL REFECTION DES AMENAGEMENTS	500 000 000
11022	PROJET D'APPUI AUX FILIERES AGRICOLES (PAFA)	0
TOTAL SECTION		22 020 000 000
46 MINISTERE DE L'URBANISME, DE L'HABITAT, DE L'HYDRAULIQUE ET DE L'ASSAINISSEMENT		
15086	RENOUVELLEMENT ANCIENS FORAGES	800 000 000
15030	PEPAM- DEUXIEME SOUS PROGRAMME BAD	634 000 000
15521	PEPAM-REALISATION 4000 BRANCHEMENTS SOCIAUX	300 000 000
15026	PROJET D'ACQUISITION D'ATELIERS DE FORAGES, DE MATERIEL D'EXHAURE ET DE CAMIONS GRUE	350 000 000
15522	PEPAM REALISATION 12 FORAGES MULTIVILLAGES	945 000 000
41029	PEPAM-REHABILITATION DE 30 KM D'ASSAINISSEMENT D'EAUX USEES	600 000 000
TOTAL SECTION		3 629 000 000
50 MINISTERE DE L'ELEMENTAIRE ET DU MOYEN SECONDAIRE ET DES LANGUES NATIONALES		
45012	PROJET CONSTRUCTION SALLES DE CLASSE	5 464 000 000
45014	PROJET MANUELS SCOLAIRES	2 435 000 000
45012	PROJET CONSTRUCTION COLLEGES DE PROXIMITE	3 000 000 000
TOTAL SECTION		10 899 000 000
54 MINISTERE DE LA SANTE, DE LA PREVENTION ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE		
44126	PROJET D'APPUI AU PROGRAMME ELARGI DE VACCINATION	290 000 000
44050	PROGRAMME SANTE MATERNELLE, INFANTILE/SR	466 000 000
44085	PROJET HOPITAUX ZIGUINCHOR ET FATICK	1 500 000 000
44009	CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT MATERNITE LE DANTEC	1 206 000 000
TOTAL SECTION		3 462 000 000
57 MINISTERE DE L'ACTION SOCIALE ET DE LA SOLIDARITE NATIONALE		
46158	PROJET READAPTATION BASE COMMUNAUTAIRE HANDICAPES	300 000 000
46143	DOTATION AU FONDS DE SOLIDARITE NATIONALE	550 000 000
		850 000 000



ANNEXE 9 bis (suite)

LISTE DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT SUR RESSOURCES PPTE/IADM

CODE PTIP	INTITULE DES PROJETS	AFFECTATION RESSOURCES PPTE-IADM
58 MINISTERE DE LA FAMILLE ET DES ORGANISATIONS FEMININES		
46159	RECONSTITUTION STOCK DE SECURITE ALIMENTAIRE	1 200 000 000
TOTAL SECTION		1 200 000 000
59 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE		
45048	PROJET CONSTRUCTION LYCEE TECHNIQUE DE FATICK	625 000 000
45113	REHABILITATION LYCEE TECHNIQUE LIMAMOU LAYE	620 000 000
TOTAL SECTION		1 245 000 000
TOTAL GENERAL		48 000 000 000

**ANNEXE 10****SITUATION DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT A TRANSFERER AUX AGENCES**

N°	INTITULES AGENCES	CREDITS TRANSFERES (en millions de FCFA)		
		2010	2011	2012
1	AGENCE NATIONALE DE SECURITE	150	94,9	
2	AGENCE INFORMATIQUE DE L'ETAT	50	45	45
3	AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTIS. GRANDS TRAVAUX (APIX)	2540,8	1759,4	1759,4
4	AGENCE NATIONALE DE LA CASE DES TOUT PETITS	500,5	450,5	450,5
5	AGENCE NOUVEAUX CHEMINS DE FER	50	49	46,06
6	AGENCE NAT. RELANCE DES ACTIVITES ECON. SOC.EN CASAMANCE (ANRAC)	300	270	270
7	MCA AGENCE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA PLATEFORME DU MILLEN. DIAMNIADIO	262	262	262
8	AGENCE POUR LA PROPTE DE DAKAR (APPROSEN)	300	300	282
9	AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE	2630,4	2157,9	2757,94
10	AGENCE POUR LA PROMOTION DU RESEAU HYDROGRAPHIQUE	55	55	51,7
11	AGENCE NATIONALE POUR LA PROMOTION DU TOURISME	100	100	94
12	AGENCE DE REGULATION DES MARCHE	211,3	241,7	227,2
13	AGENCE SENEG. PROMOTION ET LE DEVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS	450	200	188
14	AGENCE POUR LA PROMOT. ET LE DEVELOPPEMENT DE L'ARTISANAT (APDA)	210	210	197
15	AGENCE SENEGALAISE POUR L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE (ASIT)	290	204,8	192,5
16	AGENCE POUR LA PROMOT. DES SITES INDUSTRIELS (APROSI)	185	130	122,67
17	AGENCE SENEGALAISE DE NORMALISATION	100	70,5	66,27
18	AGENCE POUR LE DEVELOPPEMENT DES PME (ADPME)	441,9	416,1	391,17
19	AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI DES JEUNES	125	93,8	88,125
20	AGENCE DE PRESSE SENEGALAISE	221,37	221,37	221,37
21	AGENCE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE DU SENEGAL	100	100	94
22	AGENCE NATIONALE DE PEDOLOGIE	200	200	200
23	AGENCE POUR LA REINSERTION DES MILITAIRES	120	113	113
24	AGENCE POUR LA PROMOTION DE L'AQUACULTURE	170	221,3	208,03
25	ANCAR	1071,2	1000	940
26	AGENCE POUR LE PLAN REVA	50	50	47
27	AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS	1000,4	1000,4	1000,4
28	AGENCE DES ECO VILLAGES	300	221,3	208,03
29	AGENCE NATIONALE DE LA RECH. SCIENTIFIQUE APPLIQUEE	150	150	300
30	AGENCE AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	50	100	94
31	AGENCE NATIONAL DE LA GRANDE MURAILLE VERTE	50	300	282
32	AGENCE DES AEROPORTS DU SENEGAL	300	37,3	35
33	AGENCE NATIONALE DE LA METEOROLOGIE DU SENEGAL	50	50	147
34	AGENCE NATIONALE DES GRANDS PROJETS HOSPITALIERS	50	45	45
35	AGENCE NAT.REGULATION TELECOMMUNICATIONS DES POSTES	50	45	45
36	AGENCE NATIONALE HAUTE AUTORITE DU DESERT	50	50	32,9
37	AGENCE NATIONALE DEVELOPPEMENT LOCAL	50	37,5	94
38	AGENCE NATIONALE DES AFFAIRES MARITIMES	150	140	128
39	OFFICE POUR LA FORMAION ET L'EMPLOI DES JEUNES DE LA BANLIEUE	300	270	270
40	SENECLIC	241,2	167,2	167,2
41	Haute Autorité de surveillance sécurité Prot.Env. Ma	200	228,8	226,8
42	Agence Nationale de la maison de l'Outil	,	100	100
43	AGENCE NATIONALE DE SEDENTARISATION DES MARCHANDS AMBULANTS			150
44	AGENCE NATIONALE DES NOUVEAUX PORTS DU SENEGAL			30
	TOTAL	14 154,7	12 237,4	12 670,27

**ANNEXE 10 bis****BCI 2012 : SITUATION DES CREDITS D'INVESTISSEMENT A TRANSFERER AUX AGENCES**

N°	INTITULES AGENCES	CREDITS TRANSFERES (en millions de FCFA)		
		2010	2011	2012
1	AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS ET DES GRANDS TRAVAUX (APIX)	25 570	43 557	35 104
2	AGENCE DE REINSERTION SOCIALE ARMEES (ARSA)			500
3	AGEROUTE	81 874	162 953	92 928
4	AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE (ANSD)	7 700	4500	4 350
5	AGENCE NATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION DE LA CASAMANCE (ANRAC)	500	500	500
6	AGENCE NATIONALE DU PLAN REVA)	1 044	900	750
7	AGENCE SENEGALAISE D'ELECTRIFICATION RURALE (ASER)	4 168	4 258	3 522
8	AGENCE SENEGALAISE POUR LA PROPRIETE INTELLECTUELLE ET L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE	127	100	100
9	AGENCE POUR LE DEVELOPPEMENT DES PME (ADPME)	90	90	90
10	AGENCE NATIONALE POUR LA PROMOTION DU TOURISME (ANPT)	100	100	510
11	AGENCE DE DEVELOPPEMENT MUNICIPAL (ADM)	300	3 700	3 500
12	AGENCE DE REGULATION DES MARCHES (ARM)	175	180	180
13	AGENCE SENEGALAISE POUR LA PROMOTION DES EXPORTATIONS (ASEPEX)	100	80	80
14	AGENCE NATIONALE DE LA CASE DES TOUT PETITS (ANCTP)	900	600	600
15	AGENCE DE L'INFORMATIQUE DE L'ETAT	2 800	1 600	1 600
16	AGENCE POUR LA PROMOTION DE L'AQUACULTURE	400	300	300
17	AGENCE NATIONALE DES ECO VILLAGES	309	300	365
18	AGENCE NATIONALE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE APPLIQUEE	150	125	125
19	AGENCE POUR LA PROPRETE DU SENEGAL	550	650	
20	AGENCE SENECLIC RESEAU NATIONAL DE SOLIDARITE NUMERIQUE	150	250	250
22	AGENCE NATIONALE DE LA GRANDE MURAILLE VERTE	500	550	850
24	AGENCE NATIONALE DE LA METEOROLOGIE DU SENEGAL	400	250	250
25	AGENCE NATIONALE DE CONSEIL AGRICOLE ET RURAL (ANCAR)	253	250	50
26	AGENCE NATIONALE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (ANAT)		200	500
27	AGENCE NATIONALE DE LA MAISON DE L'OUTIL		166	250
28	AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI DES JEUNES		25	25
29	AGENCE POUR LA PROMOTION ET LE DEVELOPPEMENT DE L'ARTISANAT		50	100
30	AGENCE NATIONALE DE SEDENTARISATION DES MARCHANDS AMBULANTS			650
31	AGENCE POUR L'ECONOMIE ET LA MAITRISE DE L'ENERGIE			250
32	AGENCE NATIONALE DE LA CONSTRUCTION DES BATIMENTS ET EDIFICES PUBLICS			17 820
33	AGENCE NATIONALE DES AFFAIRES MARITIMES (ANAM ^a)			200
	TOTAL	128 160	226 234	166 299



ANNEXE 11

OPERATIONS BUDGETAIRES DES AGENCES ET ENTITES PUBLIQUES BENEFICIANT D'UNE SUBVENTION DE PLUS DE CINQ (5) MILLIARDS

Structures	Libelles	Prévision 2010	Exécution 2010	Prévision 2011	Exécution au 31/07/2011
APIX	Report à nouveau	32 484 539 637		1 760 886 989	
	Transfert courant (Etat)	2 540 958 000	2 540 958 000	1 759 432 500	1 319 574 000
	Transfert en Capital (Etat)	25 500 000 000	25 500 000 000	43 457 000 000	30 150 000 000
	Bailleurs de Fonds	2 710 315 285	853 996 846	44 039 726 086	30 269 625 925
	Autres recettes	0	0	0	0
	Total Recettes	63 235 812 922	28 894 954 846	106 547 131 928	61 739 199 925
	Fonctionnement	2 540 958 000	3 309 785 619	1 759 432 500	2 221 627 259
	Investissement	25 500 000 000	55 454 825 029	43 457 000 000	36 705 726 151
	Bailleurs	2 710 315 285	853 996 846	44 039 726 086	30 269 625 925
	Total Dépenses	30 751 273 285	59 618 607 494	89 256 158 586	69 196 979 335
AGE ROUTE	Report à nouveau	-	-	-	-
	Transfert courant (Etat)	3 050 000 000	2 540 619 886	3 449 000 000	2 000 000 000
	Transfert en Capital (Etat)	95 135 000 000	62 838 173 776	195 143 565 000	52 150 000 000
	Bailleurs de Fonds	117 085 000 000	74 906 762 016	105 834 000 000	31 153 162 904
	Autres recettes	-	-	-	-
	Total Recettes	215 270 000000	140 285 555 678	304 426 565 000	85 303 162 904
	Fonctionnement	3 050 000 000	2 858 726 629	3 449 000 000	1 851 685 402
	Investissement	212 220 000000	122 551 923 925	300 977 565 000	66 216 035 337
Total Dépenses	215 270 000000	125 410 650 554	304 426 565 000	68 067 693 739	
ASER	Report à nouveau	0	0	1 500 000 000	
	Transfert courant (Etat)	1 108 000 000	1 108 000 000	1 613 400 000	1 108 000 000
	Transfert en Capital (Etat)	3 150 000 000	3 150 000 000	6 507 164 133	1 000 000 000
	Bailleurs de Fonds	14 452 065 367	139 158 105	10 559 144 280	675 421 617
	Autres recettes				
	Total Recettes	18 710 065 367	4 397 158 105	20 179 708 413	2 783 421 617
	Fonctionnement	2 309 312 396	2 858 171 118	1 837 934 080	1 015 907 916
	Investissement	16 400 752 973	2 368 512 052	16 841 774 333	2 066 491 180
Total Dépenses	18 710 065 369	5 226 683 170	18 679 708 413	3 082 399 096	



ANNEXE 11 (suite)

OPERATIONS BUDGETAIRES DES AGENCES ET ENTITES PUBLIQUES BENEFICIANT D'UNE SUBVENTION DE PLUS DE CINQ (5) MILLIARDS

Structures	Libelles	Prévision 2010	Exécution 2010	Prévision 2011	Exécution au 31/07/2011
UCAD	Report à nouveau	343 117 105	54 382 221	289 090 884	-
	Transfert courant (Etat)	18 764 687 958	17 810 411 266	18 919 566 150	17 537 811 364
	Transfert en Capital (Etat)	-	-	-	-
	Bailleurs de Fonds	-	-	-	-
	Autres recettes	1 348 789 646	1 348 789 646	1 230 905 667	1 030 245 667
	Total Recettes	20 456 594 709	19 213 583 133	20 439 562 701	18 868 057 031
	Fonctionnement	20 113 121 604	19 159 200 912	20 150 471 817	17 594 979 921
	Investissement	343 473 105	54 382 221	289 090 884	-
	Total Dépenses	20 456 594 709	19 213 583 133	20 439 562 701	17 594 979 921
	COUD	Report à nouveau	1 833 200 644	1 833 200 644	2 338 412 925
Transfert courant (Etat)		11 582 700 000	11 582 700 000	11 497 700 000	9 733 000 000
Transfert en Capital (Etat)		1 490 300 000	1 343 959 522	1 575 000 000	1 639 590 811
Bailleurs de Fonds		1 825 500 000	1 527 251 350	1 865 500 000	1 493 320 201
Autres recettes		30 000 000	17 500 000	30 000 000	19 000 000
Ressources propres		22 000 000	3 793 000	22 000 000	741 666
Total Recettes		16 783 700 644	16 308 404 516	17 328 612 925	14 585 652 678
Fonctionnement		15 293 400 644	16 183 658 651	15 607 272 447	13 076 759 197
Investissement		1 490 300 000	1 343 959 522	1 72 1340 478	1 639 590 811
Total Dépenses		16 783 700 644	17 527 617 173	17 328 612 925	14 716 350 008

ANNEXE 12

ANNEXE SUR LES RISQUES BUDGETAIRES

- Cautions, garanties, autres (risques contingents)

1- Cautions

Producteur Indépendant d'Electricité (Kounoune Power) :
risque de mise en jeu de caution faible.

2- Capital social appelé non versé :

La libération de la souscription de l'Etat à la Société anonyme de transport aérien Air TERANGA pour un montant global de : **408 millions de FCFA.**

3- Actions en justice :

Montants des risques susceptibles d'être réclamés en 2012, par défaut, au titre des contentieux pendants devant les tribunaux internationaux et nationaux : **38 milliards.**

4- Autres obligations contingentes :

Elles concernent la dette des hôpitaux et autres établissements publics par rapport à laquelle, l'Etat peut venir en aide mais ne supporte aucune forme de garantie qui l'y oblige. Le montant des risques à ce titre dépendra des disponibilités financières de l'Etat.